

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE VAUCLUSE

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
VENTOUX-COMTAT VENAISIN
84200 CARPENTRAS

L'an deux mille vingt-quatre et le huit avril, le conseil de communauté, régulièrement convoqué par sa Présidente dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
8 avril 2024

Date de convocation : 26 mars 2024

Mise en ligne le : 2 avril 2024

Nombre de conseillers : 60

Nombre de présents : 46 (jusqu'à la délibération n°47-28) ; 47 (à partir de la délibération n°48-28)

Nombre de votants : 56

Nombre d'absents : 4

PRÉSENTS : **Aubignan :** Siegfried BIELLE - Laurence BADEI - Frédéric FRIZET - Marie THOMAS de MALEVILLE **Beaumes de Venise :** Jérôme BOULETIN **Bédoin :** Alain CONSTANT - Dominique VISSECQ **Caromb :** Valérie MICHELIER - Olivier METZGER **Carpentras :** Serge ANDRIEU - Yvette GUIOU - Jacqueline BOUYAC - Franck DUPAS - Jaouad ZIATI - Caroline BALAS - Victorine SURTEL - Bernard BOSSAN - Joël BOTREAU - Laurence BOSSERAI - Jean-Pierre CAVIN - Claudine MORA - Bertrand de LA CHESNAIS - Christiane MORIN-FAVROT - Catherine RIMBERT - Jean-Marc ISSARTIER **Crillon le Brave :** Guy GIRARD **Flassan :** Michel JOUVE **Gigondas :** Michel MEFFRE **Lafare :** Philippe SOARD **La Roque Alric :** José LINHARES **La Roque sur Pernes :** Philippe DELEBECQUE **Le Barroux :** Bernard MONNET **Loriol du Comtat :** Gérard BORGIO - Brigitte MATHIEU **Malaucène :** Frédéric TENON - Chantal MOCZADLO **Mazan :** Louis BONNET - Bruno GANDON **Modène :** Norbert LEPATRE **Saint Didier :** Gilles VÈVE **Saint Pierre de Vassols :** Sandrine RAYMOND **Saint Hippolyte le Graveyron :** André AIELLO **Sarrians :** Anne-Marie BARDET - Audrey FRANQUET - Alexandre KORMANYOS (à partir de la délibération n°48-24) **Vacqueyras :** Philippe BOUTEILLER **Venasque :** Dominique PLANCHER.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Alain BREMOND à Alain CONSTANT - Alain BELHOMME à Franck DUPAS - Pauline DREANO à Serge ANDRIEU - Jean-François SENAC à Jaouad ZIATI - Véronique MENCARELLI à Jacqueline BOUYAC - Pierre BOURDELLES à Bertrand de LA CHESNAIS - Joséphine AUDRIN à Louis BONNET - Georges MICHEL à Catherine RIMBERT - Patrice FLAGEAT à Anne-Marie BARDET - Alexandre KORMANYOS à Dominique PLANCHER.

ABSENTS EXCUSÉS : Michel BLANCHARD - Claude MELQUIOR - François ILLE - Patricia OLIVERO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jérôme BOULETIN

Conseil communautaire du 8 avril 2024

Délibération n°34-24

Objet : Affectation des subventions aux associations pour l'année 2024

Conseil communautaire du 8 avril 2024

Délibération n°34-24

Objet : Affectation des subventions aux associations pour l'année 2024

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les compétences exercées par la CoVe en vertu de ses statuts, notamment en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'habitat, d'environnement, de culture et de patrimoine, de sécurité et de prévention de la délinquance, et de politique de la ville,

Vu les demandes de subventions adressées à la CoVe pour l'année 2024,

Vu les projets de conventions de moyens et d'objectifs associés aux demandes de subventions, annexés à la présente délibération,

Vu le budget primitif adopté lors du conseil de communauté du 12 février 2024,

Vu l'avis de la commission des finances du 2 avril 2024,

Entendu le rapport de la Présidente,

Considérant que conformément à l'article 19 du règlement intérieur du conseil communautaire, tout conseiller communautaire ayant un intérêt dans les affaires de l'association (qu'il en soit membre dirigeant, prestataire, fournisseur, etc.) a été tenu d'en informer le président de séance au plus tard lorsque l'ordre du jour du conseil a appelé l'affaire en question ; qu'il s'est alors abstenu de toute manifestation, d'émettre un avis, de participer au débat et de prendre part au vote,

A ce titre, Valérie Michelier et Olivier Metzger pour l'action relative à la Ville de Caromb, Alain Constant, Sandrine Raymond et Victorine Surtel pour la mission locale,

Après en avoir délibéré par un vote à la majorité absolue des suffrages exprimés,

Décide

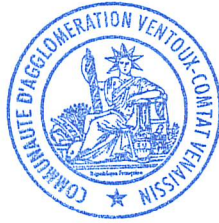
Article 1 : D'APPROUVER le versement des subventions aux associations tel qu'indiqué dans le tableau annexé à la présente délibération.

Article 2 : DE PRÉCISER que les crédits correspondants à ces subventions sont inscrits au budget principal et au budget annexe pour la gestion et la valorisation des déchets.

Article 3 : D'AUTORISER la présidente à signer tous actes aux effets ci-dessus, ainsi que les conventions avec les organismes subventionnés.

le secrétaire de séance,

Jérôme Bouletin



Pour extrait certifié conforme

Jacqueline Bouyac
Présidente de la CoVe



la Présidente,

Jacqueline Bouyac



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Conseil de Communauté du 8 avril 2024				
Détail de l'affectation des subventions 2024 aux associations				
			29/03/2024	
Secteur/Organisme	Objet/Actions	Montant voté au CC du 8 avril 2024	Imputation budgétaire	
Développement économique		148 500		
RILE	Fonctionnement: accompagnement à la création et reprise d'entreprises	26 200	DEV-62-65748-PA	
RILE	Aide au loyer	10 000	DEV-62-65748-PA	
Initiative Ventoux	Fonctionnement: actions locales auprès de structure de primo-accueil - accompagnement financier à la création d'entreprises	33 100	DEV-62-65748-PA	
Carpensud	Fonctionnement: développement des entreprises de la Zone Carpensud	9 700	DEV-62-65748-PA	
Carpensud	Exceptionnel : forum emploi	1 000	DEV-62-65748-PA	
Adie	Fonctionnement: micro crédit	1 500	DEV-62-65748-PA	
Vaucluse Provence Attractivité	Fonctionnement: promotion du territoire, implantation d'entreprises	65 000	DEV-62-65748-PA	
Réseau Entreprendre	Fonctionnement	2 000	DEV-62-65748-PA	
Aménagement de l'espace - Habitat - Environnement		108 145		
Soligone	Fonctionnement: agence immobilière à vocation sociale	2 500	HAB-428-65748-PA	
Rhéso	Fonctionnnement: permanences accompagnement logement + centre d'hébergement et de réinsertion sociale	10 000	HAB-428-65748-PA	
Prévigrèle	Action: protection exploitations contre la grêle	20 645	AME-6312-65748-PA	
ALTE	Action: SARE service d'aide à la rénovation énergétique	75 000	ENV-70-65748-PA	
Cohésion Sociale		13 000		

	Centre social Villemarie	Action: accompagnement social-aire accueil des gens du voyage	13 000	SEC-554-65748-PA
CISPD			82 800	
Axe Agir en direction des mineurs				
	Le passage	Action: permamences accueil et écoute parents et jeunes	34 000	SEC-11-65748-PA
	Centre social Lou Tricadou	Action : Discutons-en	1 000	SEC-11-65748-PA
	La compagnie des autres	Action: Faire face aux cyber dangers et au cyber harcèlement	3 000	SEC-11-65748-PA
	RTV FM	Action: émission de radio "on air"	1 000	SEC-11-65748-PA
	NUMA	Action: Laïcité, valeurs de la république	2 500	SEC-11-65748-PA
	Jardin d'Alice	Action: Prévention harcèlement scolaire	2 500	SEC-11-65748-PA
	CIDFF	Action: conséquences d'un casier judiciaire non vierge	1 300	SEC-11-65748-PA
	Ville de Caromb	Action: la relation apaisée à l'autre (gestion de conflit, jeux dangereux)	1500	SEC-11-65748-PA
Axe aller vers les personnes vulnérables				
	AMAV	Action: permanences d'aide aux victimes	6 000	SEC-11-65748-PA
	AMAV pour UAMJ (unité d'accueil médico-judiciaire)	Action: accueil-accompagnement des victimes d'agressions et maltraitements	4 000	SEC-11-65748-PA
	Rhés0	Action: dispositif départemental d'accueil et d'accompagnement pour les femmes victimes de violences conjugales	10 000	SEC-11-65748-PA
	Rhés0	Action: Centre de prise en charge des auteurs de violences conjugales	1 700	SEC-11-65748-PA
	Rhés0	Action : développement de relais ruraux	3 000	SEC-11-65748-PA
	Rhés0	Action : Appartement grave danger	2 000	SEC-11-65748-PA
	ISOFAULTE	Action : Parcours accompagnement multimodal pour femmes, enfants et familles en situation de violences intrafamiliales	2 500	SEC-11-65748-PA
	ISOFAULTE	Action : Accompagnement des auteurs de violences intrafamiliales par l'équihomologie	1 500	SEC-11-65748-PA
Axe soutenir les communes dans le maintien de la tranquillité publique				

	Centre social Lou Tricadou	Action:médiateur transport ligne C	4 600	SEC-11-65748-PA
	AILE	Action: formation au code de la route	700	SEC-11-65748-PA
Politique de la ville et développement social			87 110	
	Centre social Villemarie	Action: acteurs de notre territoire	1 200	POL-52-65748-PA
	Centre social Villemarie	Action: soutien à la fonction parentale	1 000	POL-52-65748-PA
	Centre social Villemarie	Action : Ados pas à pas vers l'autonomie	2 500	POL-52-65748-PA
	Centre social Tricadou	Action: Des jeunes acteurs dans le soutien à leurs aînés	1 500	POL-52-65748-PA
	Centre social Tricadou	Action: point d'accès au droit et à l'égalité	1 000	POL-52-65748-PA
	Centre social Tricadou	Action: des jeunes acteurs de leur quotidien	4 000	POL-52-65748-PA
	Centre social Tricadou	Action: atelier multimédia	2 000	POL-52-65748-PA
	Centre social Tricadou	Action: plateforme linguistique	5 200	POL-52-65748-PA
	Centre social Tricadou	Action : Présents au cœur des quartiers	3 000	POL-52-65748-PA
	NUMA	Action:Ateliers d'alphabétisation diplômant et professionnalisant pour jeunes	3 500	POL-52-65748-PA
	NUMA	Action: parcours de femmes	4 500	POL-52-65748-PA
	RILE	Action: la porte des entrepreneurs	10 300	POL-52-65748-PA
	Présence Verte Services	Action: Parcours d'accès à l'employabilité agricole	2 500	POL-52-65748-PA
	Compagnie des autres	Action: tourner le dos aux addictions et au trafic	4 000	POL-52-65748-PA
	Compagnie des autres	Action: faire face aux cyber dangers et au harcèlement	3 000	POL-52-65748-PA
	Planning familial	Action: familles d'aujourd'hui pour enfants de demain (apprendre la communication non violente)	3 000	POL-52-65748-PA
	La Roseraie	Action : Jeu me déplace	2 000	POL-52-65748-PA
	La Roseraie	Pied à l'étrier renforcé	1 250	POL-52-65748-PA
	Egal accès	interventions éducatives auprès des jeunes de Carpentras	2 500	POL-52-65748-PA
	Grains de lire	Action: lectures partagées	2 200	POL-52-65748-PA
	Compagnons Bâtisseurs Provence	Action: auto réhabilitation accompagnée en Vaucluse : ville de Carpentras	4 500	POL-52-65748-PA
	Francas	Action : Village des loisirs	4 000	POL-52-65748-PA

Envoyé en préfecture le 09/04/2024

Reçu en préfecture le 09/04/2024

Publié le 9/04/2024



ID : 084-248400053-20240408-DELIB34_24_BIS-DE

	Union Athlétisme Carpentrasien	Cité éducative : Athlétisme au Pous du plan et aux Amandiers	2 200	POL-52-65748-PA
	Siel Bleu 84	Action: Cours collectifs activités physique femmes (ex: Activ'pour elles)	2 560	POL-52-65748-PA
	Vent d'asie	Action: projet pédagogique artistique dans le cadre du festival japonais	2 400	POL-52-65748-PA
	mission locale	action: convergence	1 400	POL-52-65748-PA
	Cie le jardin d'Alice	Action: prévention du harcèlement scolaire	2 500	POL-52-65748-PA
	Hand Ball Carpentras	Action: hand ball pour tous	1 900	POL-52-65748-PA
	FACE	Action: Préparation aux stages de 3ème	2 500	POL-52-65748-PA
	espace Fenouil	Action: culture, citoyenneté, parentalité	3000	POL-52-65748-PA
Culture			77 000	
	Association des deux mains	Action: festival soirées d'automne	37 000	SCI-311-65748-PA
	UP Ventoux	Action: chantier d'insertion réhabilitation patrimoine communal	40 000	SCP-312-65748-3120
Aérodrome			41 900	
	ULM Carpentras	Fonctionnement: Vols en ULM - école pilotage	5 500	AER-855-65748-PA
	ULM Carpentras	Fonctionnement: remboursement taxes d'atterrissage	4 800	AER-855-65748-PA
	Aéroclub du Comtat Venaissin	Fonctionnement: Vols en avion de tourisme - école de pilotage (brevet d'initiation aéronautique) - formation continue pilotes	5 500	AER-855-65748-PA
	Aéroclub du Comtat Venaissin	Fonctionnement: remboursement taxes d'atterrissage	2 760	AER-855-65748-PA
	Aero formation Ventoux	Fonctionnement: Vols en avion de tourisme - école de pilotage (brevet d'initiation aéronautique) - formation continue pilotes	5 500	AER-855-65748-PA
	Aero formation Ventoux	Fonctionnement: remboursement taxes d'atterrissage	2 760	AER-855-65748-PA

	Vélivole	Fonctionnement: Vols en planeurs - école de pilotage - formation continue pilotes	9 500	AER-855-65748-PA
	Vélivole	Fonctionnement: remboursement taxes d'atterrissage	1 440	AER-855-65748-PA
	constructeurs amateurs d'avions	Fonctionnement: construction avions de tourisme à titre amateur	3 900	AER-855-65748-PA
	constructeurs amateurs d'avions	Fonctionnement: remboursement taxes d'atterrissage	240	AER-855-65748-PA
Gestion des déchets (budget annexe)			10 700	
	Récup' Agri	Fonctionnement : récupération plastiques agricoles professionnels du territoire	6 500	GDD-7213-65748-721311
	Ligue contre le cancer	produit collecte verre	2 100	GDD-7212-65748-721231
	AFM Téléthon	produit collecte verre	2 100	GDD-7212-65748-721231
Administration générale			120 000	
	Comité des oeuvres sociales du personnel de la CoVe	Fonctionnement: adhésion au CNAS (comité national d'action sociale), colis de Noël, aide d'urgence, tickets cinéma-piscine: <u>Part budget principal</u>	93 000	SRH-020-6474-0200
	Comité des oeuvres sociales du personnel de la CoVe	Fonctionnement: adhésion au CNAS (comité national d'action sociale), colis de Noël, aide d'urgence, tickets cinéma-piscine: <u>part budget annexe GDD</u>	27 000	SRH-720-6474-PA
		TOTAL	689 155	

CONVENTION DE PARTENARIAT 2024
ENTRE La CoVe - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VENTOUX
COMTAT VENAISSIN ET L'ADIE

ENTRE les soussignés :

La CoVe, communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin, dont le siège est situé 1171, avenue du Mont Ventoux-C.S. 30085-84203 Carpentras Cedex, représentée par madame Jacqueline Bouyac en sa qualité de présidente de ladite communauté, dûment autorisée à signer la convention en vertu de la délibération n°69-22 du conseil communautaire du 4 avril 2022,

Ci-après dénommée « CoVe – communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissin »,

D'UNE PART

ET

L'Association pour le Droit à l'Initiative Economique, loi 1901, créée en 1989, domiciliée au 43 rue de l'Evêché – 13 002 Marseille, représentée par monsieur Frédéric LAVENIR en sa qualité de Président

Ci-après dénommée « l'ADIE ».

D'AUTRE PART

PREAMBULE

La CoVe exerce de plein droit la compétence développement économique. Dans ce cadre, elle mène et soutien de nombreuses actions en faveur de l'initiative entrepreneuriale sur son territoire.

Eu égard à l'enjeu relatif à l'emploi, particulièrement prégnant sur le territoire de la CoVe et aux objectifs du plan de relance économique de la CoVe, il y a lieu pour la CoVe de soutenir toute initiative visant à créer ou maintenir de l'emploi sur son territoire.

L'ADIE reconnue d'utilité publique depuis 2005, finance et accompagne les personnes dont les projets d'emploi, indépendant ou salarié, ne sont pas soutenus par les banques, même pour des besoins modestes.

ARTICLE 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'établir les termes d'un partenariat entre l'association l'ADIE et la CoVe pour l'accompagnement des demandeurs d'emplois, d'allocataires de minima sociaux et de travailleurs pauvres pour leur permettre de :

- Créer leur propre emploi via la création d'entreprise
- Trouver ou se maintenir dans un emploi en tant que salarié

Conformément à l'objet social de l'association, l'ADIE s'engage à la mise en place effective du projet décrit aux articles 2 et 4.

ARTICLE 2. Objectifs et moyens

Public cible

Le public cible visé par l'ADIE est soit porteur d'un projet de création ou de développement d'entreprise, soit en recherche d'emploi salarié. La caractéristique commune de ce public est de ne pouvoir prétendre à un financement bancaire pour réaliser leur projet.

Toutes les tranches d'âge sont représentées et l'action de l'ADIE permet de toucher autant les femmes que les hommes. Il s'agit d'intervenir auprès de tous les porteurs de projets quel que soit le secteur d'activités et quel que soit le secteur de résidence (zones urbaines, zones rurales).

Services proposés :

Aux personnes souhaitant créer ou développer une entreprise et n'ayant pas accès au crédit bancaire, l'ADIE propose :

- Un prêt professionnel pouvant être couplé à un prêt d'honneur pour financer tous types de besoins jusqu'à 10 000 € (trésorerie, stock, investissement, véhicule, local commercial)
- Une offre de micro-assurance proposée en partenariat avec AXA-MACIF
- Un accompagnement technique entièrement gratuit intervenant à différentes phases du projet
 - o Avant la création effective de l'entreprise : aide au montage du projet, aide à l'immatriculation, dispositif de formation « je deviens entrepreneur » dispensé à Avignon
 - o Après la création : accompagnement personnalisé, permanence administrative et fiscale, RDV expert en gestion, développement commerciale et juridique
 - o Une offre d'accompagnement à distance via le site Adie Connect : accès à des outils pratiques, fiches techniques, mémo à télécharger et plateforme d'assistance téléphonique
- Une offre de service/prestations destinée aux entrepreneurs ayant bénéficié d'un microcrédit
 - o Plateforme d'achat « les Bons plans » permettant aux micro-entrepreneurs de bénéficier de tarifs préférentiels pour un certain nombre de services et d'équipements
 - o Micro franchise solidaire, développée par l'ADIE, qui propose aux micro-entrepreneurs des activités « clés en main ».

Aux personnes en recherche d'emploi salarié ou présentant un besoin de financement pour se maintenir dans leur emploi, l'ADIE propose :

- Un prêt « mobilité » pour financer tous types de besoins jusqu'à 5 000 € dès lors que son impact sur l'emploi est avéré (acquisition ou réparation d'un véhicule, permis de conduire, formation professionnelle, ...)
- Une offre de micro-assurance pour assurer le véhicule acquis ou réparé grâce au prêt mobilité, proposée en partenariat avec ALLIANZ.

Moyens spécifiques mis en œuvre sur le territoire de la CoVe par l'ADIE

Le plan d'action 2024 pour la CoVe vise à étendre la notoriété de l'ADIE et à poursuivre le développement de l'offre sur l'ensemble du territoire pour en faire bénéficier le plus grand nombre de personnes.

Le plan d'action mis en œuvre par l'ADIE portera essentiellement sur :

- La pérennisation de la permanence hebdomadaire de Carpentras au sein des locaux du RILE
- Le développement des relations avec les partenaires techniques et prescripteurs du territoire (Pôle emploi, RILE, Chambre des Métiers et de l'Artisanat, Initiative Ventoux, Mission Locale du Comtat Venaissin, référents sociaux du département, ...) pour générer des prescriptions supplémentaires
- L'identification de nouveaux partenaires intervenant dans les domaines de l'emploi et de l'insertion
- La promotion de l'offre de service de l'ADIE,
 - o Par des actions de communication grand public directes (journées portes ouvertes, ateliers thématiques, mobilisation de la presse locale, ...) et indirectes (participations aux manifestations organisées sur le territoire, présence lors de salons et forums dédiés à la création d'entreprise ou à l'emploi, ...)
- La communication autour de l'offre de service de l'ADIE, précédemment décrite
 - o Prêt professionnel
 - o Dispositif « je deviens entrepreneur »
 - o Prêt mobilité et micro-assurance associé

Les objectifs :

- Opérationnels :
 - o Financement et accompagnement d'au moins 15 porteurs de projets (indépendant ou salarié)
- Stratégiques :
 - o Améliorer le taux de pérennité des entreprises soutenues
 - o Améliorer le taux d'insertion des personnes financées
 - o Augmenter le taux de sortie des minima sociaux

ARTICLE 3. Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2024. Elle prendra fin au 31 décembre 2024.

ARTICLE 4. Participation financière de la CoVe

Le montant de la participation financière de la CoVe s'élève pour l'année 2024 à 1 500 €.

ARTICLE 5. Contrôle et suivi des objectifs

Tout au long de l'année, la CoVe appréciera le travail réalisé et la plus-value des missions mises en œuvre par l'ADIE. Cette appréciation permettra la possibilité :

- Soit de mettre fin à la présente convention, suivant les modalités administratives définies par l'article 8,
- Soit de mettre e place une nouvelle convention de partenariat dans le respect des règles définies aux articles 2,3 et 4.

L'ADIE s'engage à systématiquement associer le logotype de la marque partagée « La Provence Créative » en respectant la charte de marque, à tout support de communication et à tout événement se déroulant sur le territoire de la CoVe.

ARTICLE 6. Modalités de paiement

Le montant de ladite subvention forfaitaire, calculé selon les critères d'intervention et les modalités de participation financière forfaitaire définis aux articles 3, 4 et 5 précédemment énoncés, sera versé à l'ADIE, à la signature de la présente convention de partenariat. **Le bilan d'activité devra être adressé aux services de la CoVe au plus tard le 4 novembre 2024.**

L'Association pour le Droit à l'Initiative Economique, s'engage à présenter chaque année une demande de participation financière motivée par écrit **avant le 15 octobre au plus tard**, délai de rigueur retenu pour toute instruction de dossier.

ARTICLE 7. Modification du contenu de la présente convention

Toute modification ou extension de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui devra recueillir l'approbation des parties.

ARTICLE 8. Dénonciation de la présente convention

La CoVe a la possibilité de dénoncer, par lettre recommandée avec accusé de réception, la présente convention en cas de non-respect des clauses ou en cas de circonstances exceptionnelles pouvant impliquer l'interruption du projet engagé par l'ADIE.

Fait en deux exemplaires originaux

A Carpentras, le

Pour la CoVe

Jacqueline BOUYAC
La Présidente

Pour L'ADIE,

Frédéric LAVENIR
Le Président

CONVENTION D'OBJECTIF 2024
ENTRE LA CoVe - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
VENTOUX - COMTAT VENAISSIN ET CARPENSUD

ENTRE les soussignés :

La CoVe, communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin, dont le siège est situé 1171, avenue du Mont Ventoux - C.S. 30085 - 84203 Carpentras Cedex, représentée par Madame Jacqueline Bouyac en sa qualité de présidente de ladite communauté, dûment autorisée à signer la convention en vertu de la délibération n°69-22 du conseil communautaire du 4 avril 2022,

Ci-après dénommée « CoVe – communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissin »,

D'UNE PART

ET

CARPENSUD, association de chefs d'entreprise, domiciliée 1259, avenue des marchés - 84200 Carpentras, représentée par Monsieur Patrice ROUVIER en sa qualité de président de ladite association,

Ci-après dénommée « CARPENSUD »

D'AUTRE PART

PREAMBULE

La communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin regroupe 25 communes dont Carpentras, « ville-centre » sur laquelle l'association CARPENSUD, a vocation à intervenir.

En sa qualité de structure intercommunale, la CoVe a pour objet d'exercer la compétence développement économique au titre d'une de ses compétences obligatoires, et elle s'emploie en conséquence à mettre en œuvre et à développer une politique forte visant à soutenir et à développer le tissu économique local.

L'association CARPENSUD créée en 1996 à l'initiative de chefs d'entreprises implantés dans le sud de Carpentras et dans la zone géographique dite du « Prato » de Pernes les Fontaines est un acteur au service de la communauté entrepreneuriale et associative locale. Son activité vise à accompagner le développement des TPE, PME et PMI de la zone géographique concernée en facilitant notamment les échanges et la mutualisation de bonnes pratiques entre les entreprises adhérentes, et en oeuvrant aux côtés des acteurs publics et privés de Vaucluse en vue de créer un partenariat efficace et durable entre les différents acteurs économiques de ce territoire.

L'association regroupe aujourd'hui plus de 115 chefs d'entreprises adhérents soit environ 3000 salariés et représente l'un des partenaires avec lequel la CoVe a souhaité développer ces dernières années des actions de développement économique et d'animation territoriale.

ARTICLE 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les objectifs et moyens que la CoVe et l'association CARPENSUD conviennent de mettre en œuvre pour développer des actions de soutien, de conseil et de collaboration, en faveur de la pérennisation et du développement des entreprises implantées sur les zones d'activités de l'intercommunalité.

Conformément à l'objet social de l'association, CARPENSUD s'engage à réaliser le programme d'actions tels que défini aux Articles 2 et 4, et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

ARTICLE 2. Objectifs et moyens

Plus qu'un réseau d'entrepreneurs, l'association est aujourd'hui un acteur et un partenaire économique de la communauté d'agglomération, dont la mission est très clairement de promouvoir, de soutenir et d'accompagner les entreprises adhérentes de l'association implantées sur les zones d'activités de Carpentras au sud de la commune.

Organisée en commissions thématiques, son activité vise à assurer un appui et une assistance aux TPE, PME et PMI de la zone géographique concernée, notamment sur les questions relatives à la sécurité, la signalétique, la promotion de l'environnement, l'immobilier, l'emploi, et la mutualisation des achats.

C'est par la mise en place d'outils de communication tels que, un site web, un annuaire des entreprises, un journal et une lettre d'information, que l'association impulse une dynamique, favorise les échanges et la convivialité entre les entreprises, et participe à la promotion des entreprises de Carpentras auprès des pouvoirs publics et privés du territoire, et plus largement du département.

Association à but non lucratif, l'association CARPENSUD a pour objectif de répondre d'une part à un besoin de représentation auprès des partenaires économiques publics et privés du territoire de la CoVe, et d'autre part à un besoin d'amélioration et de développement du tissu économique local et des entreprises et associations adhérentes.

Pour mener à bien ses missions, l'association CARPENSUD participe notamment aux groupes de travail et comités de pilotage initiés par les différents acteurs institutionnels et/ou consulaires que sont l'Etat (DDE,...), le conseil départemental de Vaucluse, le Conseil Régional PACA, la CoVe, la commune de Carpentras, la CCI, mais également aux échanges organisés par le tissu économique entrepreneurial et associatif local que sont la Boite à Boss, l'association des commerçants de Carpentras.

L'association est par ailleurs partenaire du RILE, d'Initiative Ventoux dans le cadre de l'accompagnement à la création / reprise d'entreprises.

En termes de moyens humains, CARPENSUD s'appuie sur des administrateurs, personnes physiques ou morales exerçant une activité dans le périmètre géographique de l'association, et une « Animatrice » salariée à temps partiel.

ARTICLE 3. Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2024. Elle prendra fin au 31 décembre 2024.

ARTICLE 4. Critères d'intervention retenus

Par la présente convention, l'association CARPENSUD s'engage, à l'échelle des zones d'activités existantes et à venir notamment mais pas exclusivement au sud de la commune de Carpentras, à mener les actions axées sur la thématique « **ANIMATION ZAE** » comme suit :

- Volet animation ZAE(S)
- Requalification
- Liens étudiants et entreprises
- Visites d'entreprises
- Participation aux instances de suivi du plan de soutien à l'économie locale adopté par la CoVe

Concernant le plan de soutien à l'économie locale dédié par la CoVe, CARPENSUD aura pour rôle d'assurer un relais d'information auprès du tissu économique et de participer à la bonne mise en œuvre des mesures d'aides destinées aux entreprises. En sa qualité de réseau d'entrepreneur, il est également attendu de CARPENSUD une remontée d'information régulière quant aux besoins et attentes du tissu économique local dans cette situation de crise sanitaire et économique.

Plus généralement, en référence au plan d'actions du schéma directeur de stratégie de développement économique et de parcs d'activités validé par la CoVe, d'autres interventions concernant divers projets de développement économique de la CoVe pourront également faire l'objet d'une sollicitation auprès de CARPENSUD.

ARTICLE 5. Participation financière de la CoVe

Afin de mettre en œuvre les principes de partenariat énoncés aux articles 2 et 4 de la présente convention, la CoVe s'engage au titre de l'année 2024 à verser à l'association CARPENSUD une subvention forfaitaire de :

9.700 €

Une **subvention exceptionnelle** de **1 000 €** est également attribuée à l'association CARPENSUD pour l'année 2024. Celle-ci doit permettre à l'association de mener à bien le prochain Forum des Métiers qui se tiendra à Sarrians, manifestation pour laquelle la CoVe souhaite apporter pleinement son soutien.

L'association s'engage à présenter chaque année une demande de subvention motivée par écrit **avant le 15 octobre au plus tard**, délai de rigueur retenu pour toute instruction de dossier.

Aucune demande ne pourra être instruite à défaut de transmission dans les délais.

Cette demande de subvention sera soumise à l'accord formulé par délibération du conseil de communauté et comportera à minima les pièces suivantes :

- Les statuts
- Le justificatif de la publication de la déclaration de l'association au Journal Officiel
- La composition du Bureau
- La composition du Conseil d'Administration
- Les comptes financiers du dernier exercice
- Le budget prévisionnel de l'année à subventionner, faisant ressortir l'ensemble des financements et ressources propres
- Le dernier compte rendu et/ou rapport d'activité

ARTICLE 6. Contrôle et suivi des objectifs

L'association CARPENSUD s'engage à associer la CoVe à toute manifestation relative aux actions financées, et à référencer la participation de la Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin dans tout document s'y rapportant.

A l'issue des travaux de partenariat effectués, la CoVe appréciera le travail réalisé, et la plus-value des missions mises en œuvre par CARPENSUD cette appréciation permettra la possibilité :

- Soit de mettre fin à la présente convention, suivant les modalités administratives définies à l'article 8,
- Soit de mettre en place une nouvelle convention d'objectifs dans le respect des règles définies aux articles 2, 3 et 4.

CARPENSUD s'engage à systématiquement associer le logotype de la marque partagée « La Provence Créative » en respectant la charte de marque, à tout support de communication et à tout événement se déroulant sur le territoire de la CoVe (Cf. charte de marque annexée à la présente convention).

ARTICLE 7. Modalités de paiement

Le montant de ladite subvention forfaitaire, calculé selon les critères d'intervention et les modalités de participation financière forfaitaire définis aux articles 3, 4 et 5 précédemment énoncés, sera versé à l'Association CARPENSUD, à hauteur de 70% dès la signature de la présente convention de partenariat, et le **solde après demande de l'Association CARPENSUD. Cette demande devra IMPERATIVEMENT parvenir au service développement économique de la CoVe au plus tard le 4 novembre 2024**, rapport d'activités annuel intermédiaire arrêté au 31 octobre 2024 à l'appui.

Le montant de la subvention exceptionnelle de 1 000 € sera quant à lui versé en une fois, sur demande de l'association CARPENSUD. Cette demande devra être formulée par courrier et devra préciser la date effective de la manifestation.

ARTICLE 8. Modification du contenu de la présente convention.

Toute modification ou extension de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui devra recueillir l'approbation des parties.

ARTICLE 9. Dénonciation de la présente convention

La CoVe a la possibilité de dénoncer, par lettre recommandée avec accusé de réception, la présente convention en cas de non-respect des clauses ou en cas de circonstances exceptionnelles pouvant impliquer l'interruption du programme d'actions engagé par l'Association CARPENSUD.

Fait en deux exemplaires originaux

A Carpentras, le

Pour la CoVe,

Jacqueline BOUYAC
La Présidente

Pour CARPENSUD,

Patrice ROUVIER
Le Président

CONVENTION D'OBJECTIFS
ENTRE LA COVE ET L'ASSOCIATION COMITE DES OEUVRES SOCIALES
DES AGENTS DE LA COVE
Année 2024

Entre la **Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin (la CoVe)**, représentée par sa Présidente, Madame Jacqueline Bouyac, habilitée en vertu d'une délibération en date du 8 avril 2024

et l'association **Comité des œuvres sociales des agents de la CoVe**, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Hôtel de communauté, 1171 avenue du Mont Ventoux, CS 30085 - 84200 Carpentras, représentée par son Président Christophe Chapuis, désignée sous le terme « l'association », d'autre part,

Il est convenu ce qui suit

Article 1er : Objet de la convention annuelle

Par la présente convention, l'association s'engage à accomplir les missions que lui confèrent ses statuts, à savoir :

- entretenir des liens de confraternité et de solidarité entre ses membres
- aider ses membres (aides du CNAS, cadeaux de fin d'année, tickets de réduction, bons de Noël...)

Pour sa part, la CoVe s'engage à soutenir l'association selon les modalités prévues aux articles 3 et 4.

Article 2 : Durée de la convention

La convention est établie pour l'année 2024.

Article 3 : Montant et Modalités d'exécution de la convention

Au vu du budget prévisionnel de l'association pour l'année 2022 qui accompagnait la demande de subvention, et compte tenu des orientations financières de la CoVe, le montant de la subvention 2024 est fixé à la somme de **120 000 €**.

Par ailleurs, pendant toute la durée de la convention, l'association bénéficiera de la part de la CoVe des contributions non financières suivantes :

- la mise à disposition gratuite de salles au sein de l'hôtel de communauté pour la tenue des réunions organisées par l'association, ainsi que de mobilier pour le rangement des documents et des archives de l'association

Article 4 : Conditions de versement de la subvention.

La subvention annuelle sera versée sur le compte de l'association par versement unique dans le mois qui suit la signature de la présente convention. Le montant de 120 000 € fera toutefois l'objet d'une ventilation au moment du versement : 93 000 € seront mandatés sur le budget Principal de la CoVe, 27 000 € seront mandatés sur le budget annexe gestion et valorisation des déchets.

Article 5 : Obligations comptables

L'association s'engage à fournir avant la date du 30 juin, le compte rendu financier (bilan et compte de résultat) de l'année écoulée signé par le président ou toute autre personne habilitée.

Article 6 : Sanctions

En cas de non-exécution de tout ou partie des engagements prévus dans la présente convention et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 9, la CoVe peut suspendre ou diminuer le montant du versement de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Contrôle de la CoVe

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la CoVe de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 8 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation du contrôle prévu à l'article 7.

Article 9 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à, le

Pour la Communauté d'Agglomération
Ventoux Comtat Venaissin

La Présidente

Jacqueline BOUYAC

Pour l'association COS des agents
de la CoVe

Le Président

Christophe CHAPUIS

CONVENTION D'OBJECTIF 2024
ENTRE LA CoVe - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
VENTOUX - COMTAT VENAISSIN ET INITIATIVE VENTOUX

ENTRE les soussignés :

La CoVe, communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin, dont le siège est situé 1171, avenue du Mont Ventoux - C.S. 30085 - 84203 Carpentras Cedex, représentée par Madame Jacqueline Bouyac en sa qualité de présidente de ladite communauté, dûment autorisée à signer la convention en vertu de la délibération n°69-22 du conseil communautaire du 4 avril 2022,

Ci-après dénommée « CoVe – communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissin »,

D'UNE PART

ET

La plateforme France Initiative « Initiative Ventoux » domiciliée 32, impasse de l'hôpital _ 84 200 Carpentras, représentée par Monsieur José Alazard, en sa qualité de président de ladite association,

Ci-après dénommée « Initiative Ventoux ».

D'AUTRE PART

PREAMBULE

Initiative Ventoux est une des sept plates-formes France Initiative du département de Vaucluse. Les plates-formes France Initiative sont des associations créées par des acteurs de l'économie locale (collectivités locales, entreprises, organisations professionnelles et organismes financiers), dont les missions principales consistent en :

- Un appui personnalisé au montage des projets de création, reprise et « primo-développement » d'entreprises ;
- Une expertise et une labellisation des projets par des professionnels ;
- Un soutien financier sous forme de prêt d'honneur, sans intérêt ni prise de garantie ;
- Une aide à l'obtention d'autres sources de financements : prêts bancaires et autres dispositifs publics (NACRE, prêts à la création d'entreprise _ PCE, fonds régional de garantie, PRTE, PRCE, etc...) ;
- Un suivi technique et un accompagnement pendant les premières années de vie de l'entreprise ;
- L'animation d'un club de créateurs.

Initiative Ventoux a été créée en 1999 à l'initiative de la ville de Carpentras et de nombreux autres acteurs locaux (banques, chefs d'entreprise...).

Elle adhère à France Initiative, réseau national qui offre une structure d'information, de formation et de fédération.

Par le soutien qu'elle apporte aux créateurs et repreneurs d'entreprises, Initiative Ventoux amplifie les actions menées au niveau local en faveur de la création d'emploi et d'activité par les structures de « primo-accueil » - RILE – Pépinière d'entrepreneurs.

La communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissin regroupe 25 communes et constitue l'une des entités locales qui forment le territoire du « bassin d'emploi de Carpentras » sur lequel Initiative Ventoux a vocation à intervenir.

En sa qualité de structure intercommunale, la CoVe a pour objet d'exercer la compétence développement économique au titre d'une de ses compétences obligatoires, et elle s'emploie en conséquence à mettre en œuvre et à développer une politique forte dans le domaine de l'animation territoriale et de l'accompagnement à la création et à la reprise d'entreprises.

ARTICLE 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'établir une convention d'objectifs et de moyens portant sur les actions que la « CoVe » et Initiative Ventoux conviennent de développer ensemble dans le cadre d'une stratégie locale en faveur de la création d'entreprises et d'emplois.

- Les actions 2024 seront axées sur la thématique principale « FINANCEMENT » ; elles se déclinent de façon plus spécifique comme suit :
 - Un volet expertise financière ;
 - Un volet déploiement du « prêt croissance » ;
 - Un volet accompagnement à l'emploi qualifié via le dispositif ARDAN ;
 - Un volet animation (programme commun avec les autres acteurs de l'accompagnement de réunions thématiques tournées vers les entreprises) et club d'entrepreneurs ;
 - Un volet relais local pour l'animation du dispositif « mon premier commerce ».

ARTICLE 2. Objectifs et moyens

- *Thématique « FINANCEMENT »*
 - Les partenariats existants avec les structures locales de « primo-accueil » que sont (en sus des chambres consulaires) le RILE – Pépinière d'entrepreneurs, seront renforcés, afin que les porteurs de projet aient une meilleure lisibilité de l'offre en matière d'aide aux entrepreneurs ;
 - Le club des créateurs « la boîte à boss », force de propositions et complément essentiel du programme d'accompagnement post-crédation, sera conforté dans ses actions : site Internet, thèmes d'information ou formations, participation aux manifestations locales etc...), pour apporter un soutien accru aux jeunes chefs d'entreprise ;
 - Le partenariat avec les banques locales, déjà efficace, sera proposé aux établissements non encore mobilisés, de sorte à faire bénéficier aux porteurs de projets d'un réseau fort en terme d'accès au financement ;

- La communication sur les actions entreprises par chacun des partenaires sera relayée à travers des manifestations communes : remises de labels, sorties créateurs dans les locaux des communes ou EPCI à raison de trois par an et à travers les diverses publications/diffusions d'Initiative Ventoux ou de la CoVe ;
 - La compétence et le professionnalisme des animateurs d'Initiative Ventoux étant une des clefs de voûte de la réussite de ses missions, ils suivront les formations offertes par les différents organismes spécialisés (IRCE, FI, APCE...), afin de renforcer leur professionnalisation et la qualité de leur accompagnement, autant que le permettra l'organisation interne.
- D'autres thématiques de travail pourront être étudiées au cours de l'année 2024, notamment autour des 3 sujets suivants : croissance des entreprises, aide au numérique et « Mon commerce, mon village ».
 - Projet Gare Numérique : L'atelier des entreprises qui prendra place au sein de la future gare numérique, sera dédié à l'accompagnement des entreprises qui s'engagent dans des démarches de transitions que ce soit sur les thématiques numérique, écologique, énergétique, RSE ou encore ESS. Dans ce cadre, la CoVe pourra être amenée à solliciter la plateforme Initiative Ventoux pour participer à la constitution ainsi qu'à la mise en œuvre d'un fonds d'amorçage participant à l'accompagnement des entreprises qui s'engagent dans des démarches innovantes.

ARTICLE 3. Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2024. Elle prendra fin au 31 décembre 2024.

ARTICLE 4. Participation financière de la CoVe

La Communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin apportera son soutien à Initiative Ventoux, afin de pérenniser son activité, sous la forme d'une subvention calculée de la façon suivante :

- **Thématique « FINANCEMENT »**
 - Une part fixe plafonnée à **33 100€** au titre des actions « financement » détaillées dans l'article 1

ARTICLE 5. Contrôle et suivi des objectifs

La CoVe se réserve le droit de solliciter à tout moment tout justificatif relatif aux actions financées au titre de la présente convention.

Initiative Ventoux s'engage à associer la Cove à toute manifestation relative aux actions financées, et à référencer la participation de la Communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissin dans tout document s'y rapportant.

Initiative Ventoux s'engage à systématiquement associer le logo de la marque partagée « la Provence Créative » en respectant la charte de marque, à tout support de communication et à tout événement se déroulant sur le territoire de la CoVe.

De plus, Initiative Ventoux s'engage par la présente à faire figurer la marque « mon premier bureau » sur le fronton de son bâtiment et dans ses supports de communication en respectant la charte de marque.

Initiative Ventoux s'engage également à tenir la CoVe informée des projets liés au développement touristique qu'il peut accompagner.

ARTICLE 6. Modalités de paiement

Le montant de la subvention, calculé selon les critères précédemment énoncés, sera versé selon les modalités suivantes :

- **Un 1^{er} versement** correspondant à 70% du montant soit 23 170 €.
- **Un 2^{ème} versement** correspondant au solde dû au regard de la partie variable critères 1 à 6, **sur demande de l'association Initiative Ventoux. Cette demande devra IMPERATIVEMENT parvenir au service développement économique de la CoVe au plus tard le 4 novembre 2024**, rapport d'activités annuel intermédiaire arrêté au **31 octobre 2024** et justificatifs correspondants à l'appui (dont procès-verbaux des comités techniques et des comités d'agrément).

L'association s'engage à présenter chaque année une demande de subvention motivée par écrit avant le 15 octobre au plus tard, délai de rigueur retenu pour toute instruction de dossier.

Aucune demande ne pourra être instruite à défaut de transmission dans les délais.

Cette demande de subvention sera soumise à l'accord formulé par délibération du conseil de communauté et comportera à minima les pièces suivantes :

- Les statuts ;
- Le justificatif de la publication de la déclaration de l'association au Journal Officiel ;
- La composition du bureau ;
- La composition du conseil d'administration ;
- Les comptes financiers du dernier exercice ;
- Le budget prévisionnel de l'année à subventionner, faisant ressortir l'ensemble des financements et ressources propres ;
- Le dernier compte rendu et/ou rapport d'activité.

ARTICLE 7. Modification du contenu de la présente convention

Toute modification ou extension de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui devra recueillir l'approbation des parties.

ARTICLE 8. Dénonciation de la présente convention

La présente convention a la possibilité d'être dénoncée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des clauses ou en cas de circonstances exceptionnelles pouvant impliquer l'interruption du programme d'actions engagé par Initiative Ventoux.

Cette dénonciation de convention devra alors être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait en deux exemplaires originaux

A Carpentras, le

Pour la CoVe,

Jacqueline BOUYAC
La Présidente

Pour Initiative Ventoux

José ALAZARD
Le Président

CONVENTION
RELATIVE A L'ACTION DE MEDIATION SUR LA LIGNE C ET AUX ABORDS DU COLLEGE
ALPHONSE DAUDET A CARPENTRAS
Année 2024

Entre

La communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissain, ci-après désignée sous le terme « **la CoVe** », dont le siège statutaire est fixé 1171, avenue du Mont Ventoux à Carpentras (84200), représentée par sa présidente madame Jacqueline Bouyac, autorisée à signer la présente convention par délibération en date du 8 avril 2024,

et

l'association centre social et citoyen Lou Tricadou, ci-après désignée sous le terme « **l'association** », dont le siège est fixé 35, rue du Collège à Carpentras (84200), représentée par son président monsieur Denis Savanne, autorisé à signer la présente convention,

et

la société Trans'Comtat, mandataire de la délégation de service public "transport", ci-après désigné sous le terme « **le délégataire** », dont le siège est fixé 2 avenue Victor Hugo, représenté par son directeur Pascal Tampon, autorisé à signer la présente convention,

et

le collège Alphonse Daudet, représenté par sa principale, Isabelle Latger, autorisée à signer la présente convention,

Etant préalablement exposé que :

Par arrêté préfectoral n° 120 en date du 16 décembre 2002, la CoVe a acquis la compétence "transport". D'après la convention de délégation de service public du 8 septembre 2014, la société Trans'Comtat est le délégataire de la CoVe.

Au regard des multiples dégradations constatées sur une ligne de bus identifiée, la ligne C, et des comportements dangereux à l'intérieur et aux abords de cette même ligne, la CoVe a souhaité la mise en place d'une action spécifique de médiation afin de répondre à ces problématiques.

Cette action a été mise en place en 2013 et s'inscrit dans la mise en œuvre du volet « tranquillité publique » de sa stratégie de prévention portée par le CISPD.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention concerne la mise en œuvre d'une action de médiation auprès des élèves dans le bus urbain ligne C (trajets allers et retours) et aux abords immédiats du Collège Daudet à Carpentras.

Elle a pour objectif de définir les conditions du partenariat entre la CoVe, le délégataire, l'association chargée de l'action de médiation et le collège.

Elle définit le cadre et le contenu de l'action de médiation et les engagements financiers de la CoVe.

Article 2 – Le cadre et le contenu de l'action

L'action consiste à assurer une présence rassurante et dissuasive sur certains trajets de la ligne C afin de gérer les tensions et les conflits et de renseigner les élèves.

Cette présence sera assurée par un « médiateur transport ».

Missions du médiateur

- Médiation dans les bus ou les cars :
 - le médiateur transport favorise le relationnel et la communication afin d'améliorer les conditions de transport des élèves et d'éviter les conflits et les comportements inappropriés et prévenir les dégradations du matériel,
 - il propose des initiatives visant à concourir à une amélioration de la qualité des relations adultes/jeunes,
- Médiation aux abords du collège :
 - il veille au respect des règles de sécurité lors de la montée dans les bus et contribue à une bonne répartition des élèves dans les différents bus.
 - Il signale les comportements inappropriés au personnel du collège
- Reporting
 - le médiateur transport remplit une fiche hebdomadaire qui devra être remise au service sécurité et prévention de la CoVe qui se chargera du relai auprès des différents partenaires.
 - il assure un retour des informations auprès des partenaires, notamment lors des temps de réunions.

Le médiateur n'assure aucune mission de contrôle :

- en aucun cas le médiateur transport ne se substitue au chauffeur ni au contrôleur, il ne contrôle ni les titres de transport, ni l'identité des élèves,
- il ne peut pas empêcher un élève de monter dans le bus,
- il ne peut pas recourir à des sanctions.

Le médiateur n'a pas de lien avec la Police Nationale ou la Police Municipale, il n'a pas de téléphone portable professionnel, à l'inverse du chauffeur, c'est donc vers le chauffeur que le médiateur se dirige en cas de problème nécessitant l'intervention des forces de l'ordre.

Modalités d'intervention du médiateur

- Les modalités classiques

Le médiateur portera un badge « médiateur transport » avec sa photo, fourni par le transporteur.

Identifié comme intervenant associé auprès du chauffeur, il ne paiera pas ce trajet en bus.

Le médiateur assurera l'accompagnement des élèves pendant les semaines scolaires.

L'action n'aura pas lieu pendant les vacances scolaires.

La présence physique du médiateur transport dans les bus et aux abords des collèges représente 6 heures de travail hebdomadaire.

Horaires et jours travaillés :

Mercredi :

- départ Pous du Plan 11h36
- retour Pous du plan 12h20

Mardi / Jeudi / Vendredi :

- départ Pous du Plan 15h36
- retour Pous du plan 17h20

Un volant d'heures supplémentaires de 2,6 heures/mois (grâce à un financement de l'Etat) permet au médiateur d'assister aux réunions de suivi de l'action.

Ce volant d'heures pourra être également déployé sur d'autres lignes en cas de problématiques identifiées. L'association devra être prévenue au minimum 8 jours avant. De manière très exceptionnelle, il pourra être demandé à l'association une intervention immédiate en cas d'urgence.

- **Les modalités en cas d'incident :**

Le médiateur n'est pas responsable des actes commis dans le bus.

Toutefois, il devra pouvoir s'interposer physiquement (sans se mettre en danger) en tant que de besoin, pour séparer les protagonistes d'une bagarre, afin d'en limiter les effets.

En cas d'incident, le médiateur transport informera en premier lieu le chauffeur du bus qui remontera l'information au directeur d'exploitation, en second lieu son responsable hiérarchique qui fera le lien avec le responsable de l'établissement, par mail dans un premier temps.

En cas de litiges entre des élèves ou entre élève(s) et conducteur, le médiateur transport rend compte des problèmes de comportement à sa hiérarchie dans la journée afin de désamorcer les tensions, faire remonter l'information la plus objective possible, permettant aux partenaires de prendre les décisions opportunes (échanges par mail avec les partenaires).

Article 3- Les engagements respectifs des signataires

Les signataires s'engagent conjointement à la résolution rapide des problématiques majeures qui mettent en difficultés le médiateur transport.

3-1. Engagements du centre social

Le centre social s'engage à dédier un de ses salariés à la mission de médiation.

Le médiateur s'engage, systématiquement en cas d'incident et régulièrement hors incident, à entrer en lien avec le collège à l'occasion des arrivées et départs de bus.

En cas d'absence du médiateur en titre, l'association s'engage à prévoir son remplacement et à en informer le délégataire.

En cas d'impossibilité, le centre social s'engage à en informer la CoVe et le délégataire et à redéployer les heures dues sur d'autres trajets voire d'autres lignes en accord avec la CoVe et le délégataire.

L'association s'engage à fournir le bilan de l'action de l'année écoulée.

3-2. Engagements du transporteur

Le transporteur s'engage à faciliter la mission du médiateur notamment en faisant le lien avec les chauffeurs de la ligne sur laquelle le médiateur intervient.

Il s'engage également à soutenir l'action du médiateur par la présence ponctuelle du contrôleur sur la ligne C.

Enfin, le transporteur fournit au médiateur un badge afin que ce dernier soit identifié. Ce badge permet au médiateur de circuler librement et gratuitement sur le réseau pour la réalisation de sa mission.

3-3. Engagements du collège

Le collège s'engage à faciliter l'action de médiation notamment en faisant le lien avec les élèves et leurs familles et en répondant aux sollicitations du médiateur.

Il s'engage à faciliter la mise en œuvre de toute action d'information, de sensibilisation en direction des élèves et à contribuer à la demande du médiateur ou du délégataire à l'identification des élèves ayant causé des troubles.

3-4. Engagements de la CoVe

La CoVe s'engage à faire le lien avec l'ensemble des partenaires et à être moteur dans la recherche de solutions : organisation de temps de rencontre réguliers pour suivre l'action, transmission de la fiche hebdomadaire aux partenaires, régulation de problématiques liées aux horaires des bus.

Article 4- Les modalités de financement

Dans le cadre du CISPD, cette action relevant du FIPD, la CoVe s'engage à verser au centre social Lou Tricadou une subvention de fonctionnement de 4 600 euros correspondant au salaire du médiateur à raison de 6 heures par semaine pour une année scolaire et à son remplacement durant ses congés notamment, soit 36 semaines.

La subvention sera versée en totalité dès la signature de la convention.

Article 5- Les modalités de suivi et de pilotage de l'action

Un groupe de suivi se réunit toutes les 6 semaines à l'initiative du service sécurité et prévention de la CoVe. Il permet de suivre la mise en œuvre de l'action et d'en garantir le bon déroulement.

Un groupe de pilotage sera réuni deux fois par an afin de faire le point sur le dispositif dans son ensemble et d'en définir les réorientations qui s'avèreraient nécessaires.

Article 6- Durée de la convention

La convention sera effective du 1er janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2024.
Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

Article 7- Modalités de résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de tout ou partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Carpentras, en quatre exemplaires, le

Le président de l'association centre social
et citoyen Lou Tricadou

Denis Savanne

La principale du collège Alphonse Daudet

Isabelle Latger

Le directeur de Trans'Comtat

Pascal Tampon

La présidente de la CoVe

Jacqueline Bouyac

CONVENTION D'OBJECTIFS ET FINANCIÈRE ENTRE LA COVE ET L'ASSOCIATION LE POINT ACCUEIL ÉCOUTE JEUNES POUR L'ANNÉE 2024

Entre les soussignés :

la **Communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin**, dont le siège est situé 1171 avenue du Mont Ventoux CS 30085 84203 Carpentras cedex, ci-après désignée sous le terme « la CoVe », représentée par sa présidente en exercice, Madame Jacqueline Bouyac, autorisée à signer la présente convention par délibération du 8 avril 2024, d'une part,

et l'association **Le Point Accueil Écoute Jeunes Le passage**, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 157 rue Duplessis 84200 Carpentras, ci-après désignée sous le terme « PAEJ » représentée par son président en exercice, agissant en vertu de ses pouvoirs statutaires, Monsieur Patrick Campon, d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

Le PAEJ intervient dans les domaines suivants :

- **L'accueil** : l'équipe du PAEJ assure des temps de permanence favorisant un accueil immédiat, convivial et une réelle disponibilité à l'égard des jeunes. Le premier contact peut répondre à une demande d'information ou d'orientation vers un service plus adapté. Il peut également donner lieu à un entretien d'écoute,
- **L'écoute** : entretiens confidentiels axés sur l'écoute du jeune (et/ou des parents). Les échanges se répètent à la demande et sans limite posée dans le temps. Tous les sujets de préoccupation peuvent être abordés,
- **L'orientation** : vers des lieux de prises en charge spécialisée ou non.

En raison de sa compétence obligatoire « politique de la ville » et au regard de l'axe : " Agir en direction des mineurs exposés aux conduites à risque et prévenir dès le plus jeune âge le premier passage à l'acte en lien avec les familles" de la stratégie territoriale de la CoVe élaborée dans le cadre du Conseil Intercommunal de Sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD), la communauté d'agglomération a accepté la proposition du PAEJ d'assurer l'accueil et l'écoute des jeunes et de leur parents afin de favoriser la communication dans la famille, éviter les décrochages et ruptures sociales et /ou familiales.

Les objectifs du PAEJ concernant les permanences de proximité :

- S'adresser à la fois aux jeunes pour leur permettre d'exprimer leur mal-être, de formuler une attente et d'en tirer une capacité d'initiative et d'action, mais également à leurs parents afin de travailler avec eux autour des problématiques de l'adolescence, voire de restaurer la fonction parentale,
- Assurer une fonction de médiation interne à la famille ainsi qu'avec d'autres organismes (établissements scolaires...).
- Viser à rétablir la communication, restaurer les liens de confiance avec les adultes, éviter les décrochages, les ruptures,
- Sensibiliser les jeunes concernant les conduites à risque,
- Préparer, si nécessaire, une orientation vers un dispositif approprié.

L'accueil des jeunes et des parents s'organise au siège de l'association à Carpentras (Rue Moricelly), au sein des collèges et lycées du territoire ainsi que, sur rendez-vous, dans les lieux d'accueil mis à disposition par les communes de la CoVe.

Article 2 : Durée de la convention

La convention prendra effet au 1^{er} janvier 2023 et prendra fin au 31 décembre 2023.

Article 3 : Montant et conditions de versement de la subvention

La subvention forfaitaire versée par la CoVe en contrepartie des actions suivantes :

- Accueil et écoute des jeunes
- Actions de prévention en direction de la jeunesse
- Développement des compétences psychosociales : un levier de prévention des conduites à risque

menées par le PAEJ, est fixée à un montant total de trente-quatre mille euros (34 000€).

La subvention sera versée en deux fois sur le compte de l'association selon les modalités suivantes :

- un acompte de 70 %, soit vingt-trois mille huit cents euros (23 800€) dès signature de la présente convention,
- le versement du solde, soit dix mille deux cents euros (10 200€) au 30 novembre 2023.

Le PAEJ s'engage à fournir un bilan détaillé des actions menées ainsi qu'un bilan financier complet de l'exercice pour l'année 2023.

Le PAEJ s'engage à présenter une demande motivée de subvention par écrit qui sera soumise à l'accord formulé par voie de délibération du Conseil de communauté de la CoVe et comportera a minima les pièces suivantes :

- les statuts ;
- le justificatif de la publication de la déclaration de l'association au Journal Officiel ;
- la composition du Bureau ;
- la composition du Conseil d'administration ;
- les comptes financiers du dernier exercice ;
- le budget prévisionnel de l'année à subventionner, faisant ressortir le détail des financements extérieurs et des ressources propres ;
- le dernier compte-rendu et / ou rapport d'activité.

Article 4 : Contrôle et évaluation

La CoVe pourra solliciter, à tout moment, tout justificatif relatif aux actions financées au titre de la présente convention.

Le PAEJ s'engage à associer la CoVe à toutes les manifestations relatives aux actions financées et à référencer la participation de la CoVe dans tout support s'y rapportant.

Le PAEJ s'engage à rédiger un rapport d'activité qui fera apparaître une évaluation chiffrée des permanences.

Article 5 : Assurances

Le PAEJ assure son activité sous sa responsabilité exclusive. Il s'engage à contracter les polices d'assurances nécessaires à garantir sa responsabilité civile et des dommages susceptibles de survenir sur les personnes et les biens dans le cadre des activités objets de la présente convention, et à les produire à la demande à la CoVe.

Article 6 : Sanctions

En cas de non-exécution de tout ou partie des engagements prévus dans la présente convention, la CoVe peut suspendre ou diminuer le montant du versement de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Modification et résiliation de la convention

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui devra recueillir l'approbation des parties.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et non suivie d'effets correctifs dans ce délai.

Par ailleurs, la CoVe pourra à tout moment résilier la présente convention pour tout motif d'intérêt général, moyennant un préavis de trois mois sans que l'association puisse prétendre à indemnité.

Les contractants s'efforceront de régler à l'amiable les éventuels litiges qui pourraient naître de l'interprétation ou l'exécution des différentes clauses du contrat.

En cas de litige persistant, l'affaire pourra être portée devant le tribunal de Nîmes.

Fait à Carpentras, le

Pour la Communauté d'agglomération
Ventoux-Comtat Venaissin,

Jacqueline Bouyac
Présidente

Pour l'association Le Point Accueil
Écoute Jeunes,

Patrick Campon
Président



Envoyé en préfecture le 09/04/2024

Reçu en préfecture le 09/04/2024

Publié le 9/04/2024

ID : 084-248400053-20240408-DELIB34_24-DE

S²LOW

Maison des Agriculteurs

62, Avenue Augustin Bouscarle

84300 CAVAILLON

Tél : 04.90.78.21.61 - email : civam84@wanadoo.fr

Association loi 1901 –

N° SIREN 423 066 521 00018 - Code APE : 9499Z

AVENANT à la convention du 31 janvier 2019

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (CoVe)
1171, avenue du Mont Ventoux 84203 CARPENTRAS Cedex
Représentée par sa Présidente **Mme Jacqueline BOUYAC**

Et

L'association PREVIGRELE
Maison des Agriculteurs- 62, avenue Augustin Bouscarle- 84300 CAVAILLON
Représentée par son Président **Didier DELPI**

Conjointement désignés par les Parties,

ARTICLE 4 – Contrepartie financière.

L'Assemblée générale s'est déroulée sur la commune d'Eygalières (13) le jeudi 23 novembre 2023. Le Commissaire aux comptes de la Société COREX Sud André FRISON a exercé l'audit légal de contrôle et certifié les comptes de l'association pour la période du 1/11/2022 au 31/10/2023.

Le Conseil d'administration a décidé de :

- maintenir le réseau dans son rôle de prévention.
- d'appliquer un taux d'augmentation de 6% auprès des organismes financeurs pour l'année 2024.

L'Assemblée générale a donné quitus aux administrateurs de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice écoulé et a voté à l'unanimité l'application des décisions prises par le Conseil d'administration.

Les rapports moraux et financiers, le budget prévisionnel 2023 ont été adoptés à l'unanimité des présents et représentés.

Fait en 3 exemplaires, le

PREVIGRELE
Représenté par son Président
Didier DELPI

Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin
Représentée par sa Présidente
Jacqueline BOUYAC

CONVENTION DE PARTENARIAT 2024
ENTRE La CoVe - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VENTOUX
COMTAT VENAISSIN ET LE RESEAU ENTREPRENDRE RHONE DURANCE

ENTRE les soussignés :

La CoVe, communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin, dont le siège est situé 1171, avenue du Mont Ventoux-C.S. 30085-84203 Carpentras Cedex, représentée par madame Jacqueline Bouyac en sa qualité de présidente de ladite communauté, dûment autorisée à signer la convention en vertu de la délibération n°69-22 du conseil communautaire du 4 avril 2022,

Ci-après dénommée « CoVe – Communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissin »,

D'UNE PART

ET

L'association Réseau Entreprendre Rhône Durance, situé au 46 Cours Jean Jaurès – BP 70 158 – 84 008 AVIGNON CEDEX 1, Représentée par monsieur Emmanuel SERTAIN en sa qualité de Président

Ci-après dénommée « RESEAU ENTREPRENDRE RHONE DURANCE ».

D'AUTRE PART

PREAMBULE

La CoVe exerce de plein droit la compétence développement économique. Dans ce cadre, elle mène et soutien de nombreuses actions en faveur de l'initiative entrepreneuriale sur son territoire.

Eu égard à l'enjeu relatif à l'emploi, particulièrement prégnant sur le territoire de la CoVe et aux objectifs du plan de relance économique de la CoVe, il y a lieu pour la CoVe de soutenir toute initiative visant à créer ou maintenir de l'emploi sur son territoire.

Le RESEAU ENTREPRENDRE RHONE DURANCE, fondé en 1986 finance, accompagne les entrepreneurs locaux à créer de l'emploi, notamment en s'appuyant sur un modèle qui a fait depuis ses preuves : « des chefs d'entreprises expérimentés au service de nouveaux chefs d'entreprises »

ARTICLE 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'établir les termes d'un partenariat entre le RESEAU ENTREPRENDRE RHONE DURANCE et la CoVe pour l'accompagnement des chefs d'entreprises locaux que ce soit dans leur démarche de création et/ou de développement d'entreprises

Conformément à son objet social le RESEAU ENTREPRENDRE RHONE DURANCE s'engage à la mise en place effective du projet décrit aux articles 2 et 4.

ARTICLE 2. Objectifs et moyens

Public cible

- Chefs d'entreprises engagés dans des projets de création ou de développement
- Chefs d'entreprises reconnus souhaitant s'engager en tant que membre au sein du RESEAU ENTREPRENDRE RHONE DURANCE

Services proposés :

L'association réseau entreprendre a pour objectif de financer, sous la forme de prêt d'honneur pouvant aller de 15 000 à 90 000 € des projets en création ou en développement susceptibles de créer de l'emploi

Mais aussi de :

- VALIDER des projets impliquant que le candidat lauréat puisse rencontrer individuellement 6 à 8 chefs d'entreprise pour avoir leur avis, leurs conseils afin d'enrichir la constitution de leur projet, d'éviter les erreurs, et de démarrer dans les meilleures conditions possibles
- ACCOMPAGNER les projets lauréats impliquant la mise à disposition mensuelle d'un chef d'entreprise accompagnateur membre du réseau entreprendre Rhône Durance et l'accès au réseau des nouveaux chefs d'entreprises bénéficiant du même type d'accompagnement

ARTICLE 3. Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2024. Elle prendra fin au 31 décembre 2024.

ARTICLE 4. Participation financière de la CoVe

Le montant de la participation financière de la CoVe s'élève pour l'année 2024 à 2 000 €.

ARTICLE 5. Contrôle et suivi des objectifs

Tout au long de l'année, la CoVe appréciera le travail réalisé et la plus-value des missions mises en œuvre par le RESEAU ENTREPRENDRE RHONE DURANCE. Cette appréciation permettra la possibilité :

- Soit de mettre fin à la présente convention, suivant les modalités administratives définies par l'article 8,
- Soit de mettre en place une nouvelle convention de partenariat dans le respect des règles définies aux articles 2,3 et 4.

LE RESEAU ENTREPRENDRE RHONE DURANCE s'engage à systématiquement associer le logotype de la marque partagée « La Provence Créative » en respectant la charte de marque, à tout support de communication et à tout événement se déroulant sur le territoire de la CoVe.

ARTICLE 6. Modalités de paiement

Le montant de ladite subvention forfaitaire, calculé selon les critères d'intervention et les modalités de participation financière forfaitaire définis aux articles 3, 4 et 5 précédemment énoncés, sera versé au RESEAU ENTREPRENDRE RHONE DURANCE, à la signature de la présente convention de partenariat. **Le bilan d'activité devra être adressé aux services de la CoVe au plus tard le 4 novembre 2024.**

Le RESEAU ENTREPRENDRE RHONE DURANCE s'engage à présenter chaque année une demande de participation financière motivée par écrit **avant le 15 octobre au plus tard**, délai de rigueur retenu pour toute instruction de dossier.

ARTICLE 7. Modification du contenu de la présente convention

Toute modification ou extension de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui devra recueillir l'approbation des parties.

ARTICLE 8. Dénonciation de la présente convention

La CoVe a la possibilité de dénoncer, par lettre recommandée avec accusé de réception, la présente convention en cas de non-respect des clauses ou en cas de circonstances exceptionnelles pouvant impliquer l'interruption du projet engagé par le RESEAU ENTREPRENDRE RHONE DURANCE.

Fait en deux exemplaires originaux

A Carpentras, le

Pour la CoVe

Jacqueline BOUYAC
La Présidente

Pour LE RESEAU
ENTREPRENDRE
RHONE DURANCE,

Emmanuel SERTAIN
Le Président

CONVENTION D'OBJECTIFS ET FINANCIERE 2024 ENTRE LA COVE ET L'ASSOCIATION RHESO

Entre les soussignés :

la **Communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin**, dont le siège est situé 1171 avenue du Mont Ventoux CS 30085 84203 Carpentras cedex, ci-après désignée sous le terme « la CoVe », représentée par sa Présidente en exercice, Madame Jacqueline Bouyac, autorisée à signer la présente convention par délibération du 8 avril 2024, d'une part,

et

l'association **RHESO**, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Bâtiment le Mosaïque, 55 rue Alfred Michel, 84200 Carpentras, représentée par sa Présidente en exercice, agissant en vertu de ses pouvoirs statutaires, Madame Isabelle Templar, d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

Rhéso est une association vauclusienne qui accompagne des personnes en situation d'isolement ou de fragilité sociale, économique et de santé, ayant besoin d'un accompagnement ponctuel ou dans la durée.

Rhéso mobilise une offre de services complète, visant la promotion sociale de son public, dans les domaines de l'accès au logement, au soin et à l'insertion professionnelle et accompagne spécifiquement les familles victimes de violences conjugales.

Le pôle hébergement/logement gère un ensemble de dispositifs qui ont pour objectif l'insertion économique et sociale par le logement au travers d'un parcours vers l'autonomie.

Le pôle insertion professionnelle accompagne vers la réinsertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi.

Le pôle santé bien-être propose, quant à lui, de mener des actions transversales dans les différents établissements et dispositifs de l'association autour des problématiques de santé (addictologie, hygiène, nutrition...)

Afin d'apporter une réponse adaptée aux besoins des victimes de violences sexistes et sexuelles Rhéso dispose **d'un pôle de lutte contre les violences faites aux femmes** qui met en œuvre différentes réponses et notamment :

- Un accueil et un accompagnement spécifique des femmes victimes de violences conjugales grâce à un accueil de jour départemental pour les victimes de violences conjugales situé à Carpentras, Avignon et Orange proposant accueil, écoute, aide à la prise de décision, orientation, accompagnement psycho social et juridique spécifique individuel et/ou collectif, groupe de paroles, ateliers bien être et de soutien à la parentalité.
- Des hébergements spécifiques
 - La Belle Echappée, maison refuge proposant 14 logements dédiés aux femmes victimes de violences conjugales avec ou sans enfants ; hébergement couplé d'un accompagnement psycho-social adapté
 - Un appartement grave danger pouvant accueillir en urgence 1 femme et 3 enfants en danger sur orientation des forces de l'ordre.

- 14 places d'hébergement (3 logements sur le Vaucluse dont 1 sur Carpentras), dédiés aux femmes victimes de violences et leurs enfants couplées à un accompagnement spécifique vers et dans le logement.

Enfin, depuis 2020, RhésO porte un **CPCA, centre de prise en charge pour les auteurs de violences conjugales**, baptisé Kaleïdo car forte de son expérience dans l'accueil et l'accompagnement des victimes de violences conjugales, l'association a souhaité se positionner sur une action de suivi et d'accompagnement des auteurs de violences dans le cadre d'une approche systémique familiale.

À travers l'ensemble de ces activités, l'association RhésO accompagne plus de 2500 personnes par an.

Les actions de RHESO portant sur les violences intrafamiliales s'intègrent dans la stratégie territoriale 2021-2025 de la CoVe en matière de sécurité et de prévention de la délinquance, à travers l'axe « Aller vers les personnes vulnérables pour mieux les protéger »

Article 2 : Durée de la convention

La convention prendra effet pour l'année 2024 dès signature par les deux parties. Elle prendra fin au 31 décembre 2024.

Article 3 : Montant et conditions de versement de la subvention

La subvention forfaitaire 2024 versée par la CoVe en contrepartie des actions menées par RHESO, est fixée à un montant de 26 700 euros se décomposant ainsi :

Actions au titre du droit commun habitat 2024 :

- | | |
|---|--------|
| — Accueil de jour (Centre Hébergement Réinsertion sociale)..... | 5 000€ |
| — Atelier recherche logement..... | 5 000€ |

Actions au titre du droit commun prévention de la délinquance 2024 :

- | | |
|--|---------|
| — Dispositif départemental d'accueil et d'accompagnement des femmes victimes de violences conjugales..... | 10 000€ |
| — Développement du réseau des relais ruraux pour le repérage des victimes de violences intrafamiliales | 3 000€ |
| — Appartement « grave danger »..... | 2 000€ |
| — Centre de suivi et de prise en charge des auteurs de violences conjugales..... | 1 700€ |

Le versement de la subvention totale s'effectuera comme suit :

- 70 % dès la signature de la convention
- 30 % en novembre 2024

L'association RHESO s'engage à présenter une demande motivée de subvention par écrit ; elle comportera a minima les pièces suivantes :

- les statuts ;
- le justificatif de la publication de la déclaration de l'association au Journal Officiel ;
- la composition du Bureau ;
- la composition du Conseil d'administration ;
- les comptes financiers du dernier exercice ;
- le budget prévisionnel de l'année à subventionner, faisant ressortir le détail des financements extérieurs et des ressources propres ;
- le dernier compte-rendu et / ou rapport d'activité.

Article 4 : Contrôle et évaluation

La CoVe pourra solliciter, à tout moment, tout justificatif relatif aux actions financées au titre de la présente convention.

L'association RHESO s'engage à associer la CoVe à toutes les manifestations relatives aux actions financées et à référencer la participation de la CoVe dans tout support s'y rapportant.

L'association RHESO s'engage à rédiger un rapport d'activité qui fera apparaître une évaluation chiffrée des permanences.

Article 5 : Assurances

L'association RHESO assure son activité sous sa responsabilité exclusive. Elle s'engage à contracter les polices d'assurances nécessaires à garantir sa responsabilité civile et des dommages susceptibles de survenir sur les personnes et les biens dans le cadre des activités objets de la présente convention, et à les produire à la demande à la CoVe.

Article 6 : Sanctions

En cas de non-exécution de tout ou partie des engagements prévus dans la présente convention, la CoVe peut suspendre ou diminuer le montant du versement de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Modification et résiliation de la convention

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui devra recueillir l'approbation des parties.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et non suivie d'effets correctifs dans ce délai.

Par ailleurs, la CoVe pourra à tout moment résilier la présente convention pour tout motif d'intérêt général, moyennant un préavis de trois mois sans que l'association puisse prétendre à indemnité.

Fait à Carpentras, le

Pour la CoVe,

Pour l'association RHESO,

Jacqueline Bouyac
La présidente

Isabelle Templer
La présidente

CONVENTION D'OBJECTIF 2024
ENTRE LA CoVe - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
VENTOUX - COMTAT VENAISSIN
ET LE RILE – PEPINIERES D'ENTREPRENEURS

ENTRE les soussignés :

La CoVe, communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin, dont le siège est situé 1171, avenue du Mont Ventoux - C.S. 30085 - 84203 Carpentras Cedex, représentée par Madame Jacqueline Bouyac en sa qualité de présidente de ladite communauté, dûment autorisée à signer la convention en vertu de la délibération n°69-22 du conseil communautaire du 4 avril 2022,

Ci-après dénommée « CoVe – communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissin »,

D'UNE PART

ET

L'association RILE – pépinière d'entrepreneurs, dont le siège social est situé 68, rue du refuge à 84200 Carpentras, représentée par Monsieur Louis Terrier en sa qualité de président de ladite association,

Ci-après dénommée « RILE – pépinière d'entrepreneurs »

D'AUTRE PART

PREAMBULE

La communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin regroupe 25 communes et constitue l'une des entités locales qui forment le territoire du « bassin d'emploi de Carpentras » sur lequel le RILE – pépinière d'entrepreneurs à vocation à intervenir.

En sa qualité de structure intercommunale, la CoVe a pour objet d'exercer la compétence développement économique au titre d'une de ses compétences obligatoires, et elle s'emploie en conséquence à mettre en œuvre et à développer une politique forte dans le domaine de l'animation territoriale et de l'accompagnement à la création et à la reprise d'entreprise.

L'association RILE – pépinière d'entrepreneurs est une structure d'accompagnement à la création et au développement d'entreprises. Créée depuis 1991, elle œuvre également en faveur des porteurs de projets à la reprise d'entreprises.

Son activité se décline en plusieurs volets sur le territoire de la CoVe, à savoir :

- L'accompagnement individuel ou collectif des porteurs de projets « de l'idée jusqu'à l'immatriculation »,

- Le suivi individuel et collectif en développement d'entreprise dit « post création » à destination :
 - Des jeunes entrepreneurs installés sur le territoire
 - Des résidents de la pépinière d'entreprise du RILE – Pépinière d'Entrepreneurs
- La gestion d'une pépinière d'entreprises proposant un hébergement en centre-ville de Carpentras à de jeunes créateurs,
- Le relais du « Bassin d'Emploi de Carpentras » pour la couveuse départementale CREA,

L'association RILE – Pépinière d'Entrepreneurs est membre :

- Du Réseau CréoVaucluse rassemblant l'ensemble des structures d'accompagnement à la création d'entreprise du Vaucluse,
- De l'association ELAN, Association Nationale des Pépinières d'Entreprises,
- De l'association REPERES (REseau des PEpinières d'Entreprises REgion Sud).

ARTICLE 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les objectifs portant sur les actions que la CoVe et le RILE – pépinière d'entrepreneurs conviennent d'atteindre ensemble dans le cadre d'une stratégie locale en faveur de l'accompagnement à la création et à la reprise d'entreprise ainsi qu'en faveur du développement des jeunes entreprises et de l'emploi sur le territoire.

Par la présente convention, le RILE – pépinière d'entrepreneurs s'engage à réaliser le programme d'actions défini à l'article 2, conformément à l'objet social de l'association, et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

ARTICLE 2. Objectifs et moyens

L'association RILE – pépinière d'entrepreneurs :

- Accueille tout porteur de projet qui réside sur le territoire de la CoVe, afin de communiquer l'information de base sur l'environnement de la création d'entreprises, d'accompagner et de conseiller jusqu'à l'aboutissement de leur projet, ou le cas échéant, favoriser leur retour vers un emploi salarié,
- Met à disposition des porteurs de projet la documentation nécessaire au travail de préparation qu'ils doivent réaliser,
- Oriente les porteurs de projets vers les structures de financement les plus appropriées à leur démarche (Initiative Ventoux, ADIE, Banques, PACA Entreprendre, PROENCIA, BPI, CREASOL, ESIA,...),
- S'engage à renforcer ses partenariats avec d'autres acteurs locaux qui œuvrent sur le territoire de la CoVe dans ce même champ de compétences,

Les actions 2024 du RILE se déclinent de façon plus spécifique comme suit :

- Un volet accueil, accompagnement des porteurs de projet à la création et reprise d'entreprise

- Un volet accompagnement et animation de l'innovation sur le territoire notamment au travers de l'action RILE'INNOV
- Un volet animation de réseaux (programme commun avec les autres acteurs de l'accompagnement)
- Un partenariat plus spécifique avec les pépinières d'entreprises « mon premier bureau » et « ma première usine » et « la gare numérique » autour d'animation de réunions thématiques tournées vers les entreprises

Dans le cadre de la politique de la ville, les actions du RILE seront axées sur la thématique « **LA PORTE DES ENTREPRENEURS** » destinée aux habitants des quartiers prioritaires.

ARTICLE 3. Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2024. Elle prendra fin au 31 décembre 2024.

ARTICLE 4. Participation financière de la CoVe

La Communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin apportera son soutien au RILE-pépinière d'entrepreneurs, afin de pérenniser son activité, sous la forme d'une subvention calculée de la façon suivante :

- Une part fixe et plafonnée de 26 200 euros au titre des actions détaillées dans l'article 2
- Une aide de 10 300 € pour l'année 2024 au titre de l'action « LA PORTE DES ENTREPRENEURS » destinée aux habitants des quartiers prioritaires dans le cadre du contrat de ville
- Soit un **financement global** à hauteur de **36 500 euros pour l'année 2023**
Le montant de l'aide au titre de l'action « La porte des entrepreneurs » n'a pas vocation à être reconduit chaque année, puisqu'elle est calculée sur la base d'action(s) proposée(s) annuellement au titre de la politique de la Ville.
- Une **subvention exceptionnelle** de 10 000 € est également attribuée au RILE pour l'année 2024. Celle-ci doit permettre d'aider la structure à faire face aux dépenses supplémentaires en loyers liées à son déménagement dans ses nouveaux locaux.

ARTICLE 5. Contrôle et suivi des objectifs

La CoVe se réserve le droit de solliciter à tout moment tout justificatif relatif aux actions financées au titre de la présente convention.

Le RILE-pépinière d'entrepreneurs s'engage à associer la CoVe à toute manifestation relative aux actions financées, et à référencer la participation de la Communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissin dans tout document s'y rapportant.

Le RILE-pépinière d'entrepreneurs s'engage à systématiquement associer le logotype de la marque partagée « La Provence Créative » en respectant la charte de marque, à tout support de communication et à tout événement se déroulant sur le territoire de la CoVe.

De plus, le RILE s'engage par la présente à faire figurer la marque « mon premier bureau » sur le fronton de son bâtiment et dans ses supports de communication en respectant la charte de marque.

Le RILE-pépinière d'entrepreneurs s'engage également à tenir la CoVe informée des projets liés au développement touristique qu'il peut accompagner.

ARTICLE 6. Modalités de paiement

Concernant le financement global mentionné à l'article 4, le montant de la subvention, calculé selon les critères précédemment énoncés sera versé selon les modalités suivantes :

- **Un 1^{er} versement** correspondant à 70% du financement global soit 23 660 €, à la signature de la présente convention
- **Un 2^{ème} versement** correspondant au solde dû, **sur demande du RILE-pépinière d'entrepreneurs. Cette demande devra IMPERATIVEMENT parvenir au service développement économique de la CoVe au plus tard le 4 novembre 2024,** rapport d'activités annuel intermédiaire arrêté au **31 octobre 2024.**

Le montant de la subvention exceptionnelle de 10 000 € sera quant à lui versé en une fois, sur demande du RILE. Cette demande devra être formulée par courrier.

L'association s'engage à présenter chaque année une demande de subvention motivée par écrit avant le 15 octobre au plus tard, délai de rigueur retenu pour toute instruction de dossier.

Aucune demande ne pourra être instruite à défaut de transmission dans les délais.

Cette demande de subvention sera soumise à l'accord formulé par délibération du conseil de communauté et comportera à minima les pièces suivantes :

- Les statuts ;
- Le justificatif de la publication de la déclaration de l'association au Journal Officiel ;
- La composition du bureau ;
- La composition du Conseil d'Administration ;
- Les comptes financiers du dernier exercice ;
- Le budget prévisionnel de l'année à subventionner, faisant ressortir l'ensemble des financements et ressources propres ;
- Le dernier compte rendu et/ou rapport d'activité.

ARTICLE 7. Modification du contenu de la présente convention

Toute modification ou extension de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui devra recueillir l'approbation des parties.

ARTICLE 8. Dénonciation de la présente convention

La présente convention a la possibilité d'être dénoncée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des clauses, ou en cas de circonstances exceptionnelles pouvant impliquer l'interruption du programme d'actions engagé par le RILE – pépinière d'entrepreneurs.

Cette dénonciation de convention devra alors être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait en deux exemplaires originaux

A Carpentras, le

Pour la CoVe,

Jacqueline BOUYAC
La Présidente

Pour le RILE,

Louis TERRIER
Le Président

CONVENTION D'OBJECTIFS**Entre****Le Département de Vaucluse (Département),****La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (CoVe)****et****L'Agence Locale de la Transition Énergétique (ALTE)****au titre du déploiement du programme SARE****« Service d'Accompagnement de la Rénovation Énergétique »****Année 2024**

Entre :

L'AGENCE LOCALE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE, dont le siège se situe 472 Traverse de Roumanille 84400 APTCi-après désignée par les termes « **ALTE** » ou « **l'Association** »

Représentée par Monsieur Pierre CHENET

Agissant en qualité de Président pour le compte de ladite association,

**La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin**, dont le siège

se situe 1171 Avenue du Mont Ventoux 84200 Carpentras

Ci-après désignée par les termes « **CoVe** » ou « **l'intercommunalité** »

Représentée par Madame Jacqueline BOUYAC en exécution de la délibération n° XXXX en date du XX 2024,

Agissant en qualité de Présidente de la CoVe.



Et

Le Département de Vaucluse, dont le siège se situe rue Viala 84 909 Avignon cedex 9Ci-après désigné par le terme « **Département** »

Représenté par Madame Dominique SANTONI en exécution de la délibération n° XXXX en date du XX 2024

Agissant en qualité de Présidente du Département.

Ci-après désignées collectivement par « **Parties** ».

Cadre juridique

VU le code général des collectivités territoriales,

VU les statuts de la CoVe portant compétence en matière de protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie, et en particulier pour le soutien aux actions de maîtrise de la demande en énergie,

VU la délibération n°2-20 du 10 février 2020 du conseil communautaire de la CoVe approuvant le PCAET et ses objectifs en termes de rénovation énergétique,

VU la délibération n°153-22 du 12 octobre 2022 du conseil communautaire de la CoVe adoptant le 3^{ème} Programme Local de l'Habitat (PLH) (2022 – 2028),

VU l'arrêté du 5 septembre 2019 (publié au JORF du 8 septembre 2019) portant validation du programme « Service d'accompagnement pour la rénovation énergétique » dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie,

VU la convention nationale de mise en œuvre du programme SARE conclue entre l'État, l'ADEME, l'ANAH et les Obligés le 7 mai 2020,

VU la délibération n° 570 du 11 décembre 2020 par laquelle le Département de Vaucluse a approuvé les termes de la convention régionale 2021-2023 de mise en œuvre du programme « Service d'Accompagnement de la Rénovation Énergétique » (SARE) et par laquelle il a confié la mise en œuvre du SARE par convention à différentes structures (labellisées « Espaces France Rénov' ») dont l'ALTE, sur le territoire de la Cove,

VU la convention régionale de mise en œuvre du programme SARE signée le 7 juillet 2021 entre l'État, l'ADEME, les Porteurs associés : la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les Métropoles Aix-Marseille Provence, Toulon Provence Méditerranée et Nice Côte d'Azur, les Conseils Départementaux des Hautes-Alpes, des Alpes-de-Haute-Provence, du Var, de Vaucluse et des Alpes-Maritimes, et les Obligés ARMORINE, DISTRIDYN, ESSO,

Vu les deux avenants à cette convention régionale de mise en œuvre du programme SARE : avenant n°1 signé le 6 octobre 2023 et avenant n°2 adopté par délibération départementale n°2023-439 du 15 décembre 2023 et dont la signature est en cours,

CONSIDÉRANT que les objectifs du PCAET de la CoVe en termes de rénovation énergétique fixent un seuil de plus de 33% des logements à rénover soit 1000 logements par an à horizon 2030,

CONDIDÉRANT que l'orientation 1 du 3^{ème} PLH vise à reconquérir l'habitat existant dans les centres anciens, notamment par une action en faveur de l'amélioration de la performance énergétique des logements,

CONSIDÉRANT que l'ALTE est un Espace Conseil du réseau national France Rénov', dont les conseillers accompagnent les particuliers dans leurs projets de rénovation énergétique de logements ou de petits locaux tertiaires privés,

CONSIDÉRANT que l'ALTE a animé et mis en œuvre le SARE sur le territoire de la CoVe en 2021, 2022, puis 2023, et que la CoVe souhaite poursuivre ses engagements en faveur de la transition énergétique et reconduire le dispositif.

Préambule

La rénovation énergétique des logements et des bâtiments tertiaires est une priorité nationale qui répond à un triple enjeu : lutter contre le changement climatique, soutenir le développement économique et améliorer la qualité de vie. Les objectifs nationaux de rénovation de 500 000 logements par an ont été déclinés dans le cadre du Plan Climat Air Energie Territorial de la CoVe approuvé lors de son conseil communautaire du 10 février 2020. Dans la poursuite de son engagement en faveur de l'habitat, les élus de la CoVe en ont fait une priorité. La CoVe est également signataire d'un Contrat de Transition Écologique (CTE) qui reprend ces différentes thématiques. Ces stratégies et outils visent à répondre aux objectifs climatiques nationaux et internationaux pour favoriser la transition énergétique du territoire.

Très concrètement, le secteur de l'habitat représente 30% des émissions de gaz à effet de serre et des consommations énergétiques du territoire. La CoVe s'est ainsi fixée l'objectif d'améliorer d'ici 2030, plus de 30% du parc résidentiel, soit 7 000 maisons individuelles et 3 000 appartements, permettant une économie d'énergie de 89 GWh/an sur le territoire.

Le programme national d'information "SARE - Service d'Accompagnement pour la Rénovation Énergétique" est piloté par l'État (Préfet de Région) et co-porté par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour une déclinaison locale. En Vaucluse, le Département en est le « porteur associé » et le déploie aux côtés des EPCI du territoire.

Ce programme vise à renforcer la mise en œuvre d'actions d'information et d'accompagnement en faveur de la rénovation énergétique des logements et des petits locaux tertiaires privés, sur tout le territoire. Il s'appuie sur le réseau existant France Rénov' déployé avec le soutien de l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) depuis 2001. Depuis le 1^{er} janvier 2022, ce service public de la rénovation de l'habitat, porté par l'État avec les collectivités locales, et piloté par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH).

Les Espaces Conseils France Rénov' sont financés dans le cadre des Certificats d'Économie d'Énergie à hauteur de 50% des coûts, le reste étant cofinancé par les collectivités territoriales. Le programme CEE est structuré par une convention nationale, qui se décline à l'échelle régionale dans la convention régionale de la mise en œuvre du SARE.

La convention régionale de mise en œuvre du programme SARE en Provence Alpes Côte d'Azur, signée le 07/07/2021 définit les conditions de mise en œuvre et de financement du programme à l'échelle de la Région Provence Alpes Côte d'Azur. Cette convention a fait l'objet d'un avenant n°1 signé le 6 octobre 2023 et d'un avenant n°2 adopté par délibération départementale n°2023-439 du 15 décembre 2023 et dont la signature est en cours. Ce dernier avenant a pour objet :

- D'intégrer les adaptations au regard de l'arrêté du 17 décembre 2022 (publié au JORF du 24 décembre 2022) portant modification du programme « Service d'accompagnement pour la rénovation énergétique » qui a remplacé l'annexe de l'arrêté du 5 septembre 2019. Cette annexe prévoit à cet égard, à la différence de l'annexe initiale de l'arrêté du 5 septembre 2019, que :
 - Le programme SARE est porté conjointement par l'ADEME et l'ANAH alors qu'il était initialement porté uniquement par l'ADEME ;
 - Le programme s'inscrira dans la stratégie de déploiement de France Rénov' alors qu'il s'inscrivait initialement dans la stratégie de déploiement de la marque « FAIRE » ;
 - La contribution au programme ouvre droit à la délivrance de certificats d'économies d'énergie conformément aux conventions signées entre l'Etat, l'ADEME, l'ANAH et les autres parties prenantes alors qu'initialement l'ANAH n'était pas partie prenante aux conventions et ses avenants ;
- De prolonger les engagements et les missions des parties à la convention jusqu'au 31 décembre 2024, avec des objectifs et engagements budgétaires complémentaires pour l'année 2024 ;
- De prolonger la validité de la convention jusqu'au 31 décembre 2025 pour permettre une clôture administrative et financière en 2025.

Depuis 2021, des conventions de partenariat entre le Département et chaque Espace Conseil France Renov de Vaucluse: ALTE, CEDER ou PNRL ont été conclues chaque année pour mettre en œuvre le programme SARE. Des conventions analogues sont en cours de signature pour 2024.

Une convention d'objectifs a été signée entre la Cove et l'ALTE pour le déploiement du dispositif sur le territoire de la Cove en 2021, 2022, puis renouvelée en 2023. Les résultats sont atteints sur la majorité des objectifs, avec notamment 792 actes d'information et de conseils et 81 actes d'accompagnement des ménages pour des travaux de rénovation globale réalisés en 2023.

Dans cette dynamique, la CoVe souhaite poursuivre le développement de l'action et atteindre ses objectifs sur le volet de la rénovation de l'habitat et du petit tertiaire. L'enjeu est d'offrir un service public d'accompagnement des particuliers et des professionnels (entreprises du petit tertiaire) allant du conseil, de l'information au suivi de travaux de rénovation globale dans un objectif de massification de la rénovation énergétique du territoire.

Il est convenu ce qui suit.

ARTICLE 1 : DEFINITIONS

Bénéficiaires : les personnes physiques (ménages, professionnels, etc.) ou personnes morales (entreprises, syndic de copropriété, etc.) qui bénéficient des actions mises en œuvre dans le cadre du SARE.

Convention nationale : la convention nationale définit les modalités de mise en œuvre et de fonctionnement du programme SARE à l'échelle nationale, le rôle de l'ADEME et l'ANAH, porteurs pilotes, ainsi que les actes métiers et les plafonds des dépenses entrant dans le programme.

Convention territoriale : la convention territoriale définit les modalités de mise en œuvre du programme SARE sur le territoire à l'échelle d'une région.

Comité de pilotage national : le comité de pilotage national (COFIL NATIONAL) assure le pilotage du programme SARE, contrôle sa mise en œuvre.

Comité de pilotage régional : les comités de pilotage régionaux (COFIL REGIONAL) assurent le pilotage du programme SARE à l'échelle du territoire régional ; ils suivent la mise en œuvre du plan de déploiement et valident les appels de fonds régionaux.

Obligés : les obligés ou délégataires qui apportent des fonds pour le déploiement du programme SARE qui obtiennent en contrepartie des Certificats d'Economies d'Energie (CEE).

Plan de déploiement du programme : le plan de déploiement du programme précise à l'échelle régionale le déploiement du programme SARE. Il est annexé à la convention territoriale.

Porteur associé : Le porteur associé est une collectivité territoriale ou un EPCI. Il reçoit les fonds des financeurs, il assure la coordination technique ainsi que la gestion financière et administrative sur son territoire. Le porteur associé est responsable de la mise en œuvre des actions opérationnelles. Son rôle, ses engagements et ses missions sont définis dans chaque convention territoriale. Dans la présente convention, le porteur associé est le département de Vaucluse.

Porteur pilote : le Porteur pilote assure la coordination et la gestion globale du programme SARE. Il assure la mission de secrétariat et d'animation des instances de gouvernance ainsi que la gestion des appels de fonds nationaux. Son rôle, ses engagements et ses missions sont définis dans la Convention nationale. Les porteurs pilotes sont l'ADEME pour le petit tertiaire et l'ANAH pour l'habitat.

Programme SARE : programme de mise en œuvre du « Service d'Accompagnement de la Rénovation Énergétique ».

Service public France Rénov' : c'est la marque du dispositif. Il s'entend comme un service public unique, gratuit et indépendant. Il s'appuie sur une plate-forme digitale et un numéro de téléphone national unique. Il se décline localement par des espaces conseil France Rénov'.

Structures de mise en œuvre : les Espaces Conseils France Rénov' mettent en œuvre les actions du programme SARE. Il peut s'agir de structures d'accueil (EPCI, ALEC, CAUE, ADIL, etc.), des centres de ressources et clusters du Réseau Bâtiment Durable, des opérateurs ANAH ou toute autre structure publique ou privée assurant tout ou partie des missions décrites en annexe 3 de la circulaire du 3 octobre 2019 des acteurs de la rénovation énergétique. En Vaucluse, les structures de mise en œuvre sont l'Agence Locale de la Transition Énergétique (ALTE), le Centre pour l'Environnement et le Développement des Energies Renouvelables (CEDER) et le Parc Naturel Régional du Luberon (PNRL). Pour la présente convention, la structure de mise en œuvre est l'ALTE.

ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet, sur le territoire de la CoVe, de :

- définir les modalités de mise en place et de fonctionnement du programme SARE ;
- préciser les objectifs opérationnels de déploiement du SARE;
- fixer les conditions financières du partenariat entre les Parties

La présente convention s'inscrit dans la continuité de la convention régionale du programme SARE et ses avenants qui définissent l'articulation entre le déploiement du programme au niveau national et le déploiement au niveau régional. Elle s'articule et concorde également les conventions départementales annuelles et mises en œuvre chaque entre le Département et ses structures de mise en œuvre durant la période 2021 – 2024.

ARTICLE 3 – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention d'objectifs est conclue pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2024 et prendra fin à l'extinction des obligations de paiement qui lui sont inhérentes.

Les dépenses éligibles sont prises en compte à compter du 1^{er} janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2024.

ARTICLE 4 – OBJECTIFS DU PROGRAMME SARE

Il convient de rappeler l'articulation des différents objectifs entre eux afin d'en assurer la cohérence.

4.1 : Les objectifs nationaux, régionaux et départementaux

Le déploiement du programme SARE doit permettre de poursuivre les objectifs suivants :

- Sensibiliser, mobiliser les professionnels de la rénovation et les acteurs publics locaux pour renforcer la dynamique de rénovation énergétique des bâtiments (logements et petit tertiaire) en impliquant les collectivités et les professionnels ;
- Améliorer l'accompagnement des ménages, des copropriétés et du petit tertiaire en proposant un parcours complet afin de permettre le déclenchement de plus de travaux de rénovation : recevoir et

conseiller, puis accompagner et enfin suivre et être capable de suivre l'efficacité des travaux pour mesurer les indicateurs d'atteinte des objectifs PCAET ;

- Optimiser et/ou compléter l'articulation avec les dispositifs territoriaux existants, constitués des espaces conseils France Rénov' (Espaces Info Energie, Plateformes territoriales de rénovation énergétique, acteurs de l'habitat, etc.) et organiser une couverture totale du territoire national.

Cette démarche vise à assurer la fiabilité et l'indépendance de l'information délivrée aux ménages/aux propriétaires de locaux petits tertiaires et à apporter une meilleure lisibilité du réseau des acteurs, des aides disponibles et à structurer une gouvernance à l'échelle locale. L'ensemble des signataires sera donc attentif à l'articulation des dispositifs présents sur le territoire afin que l'ensemble des ménages, éligibles aux aides de l'ANAH ou non, puissent bénéficier d'une équité de traitement et d'accès aux aides disponibles. Ce service public d'information et de conseil est encadré par la réalisation d'actes métiers qui garantissent l'égalité d'information et d'accès à tous les habitants du territoire national.

C'est aussi pour cela que le programme national est financé grâce à la mobilisation des CEE débloqués au fur et à mesure de l'avancement et de l'atteinte des objectifs. Les CEE représentent 50% des coûts du programme. Le reste du financement doit être apporté par les territoires. Les mécanismes financiers sont explicités à l'article 8 de la présente convention.

A l'échelle de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'Etat, l'ADEME, les trois obligés financeurs (ARMORINE, DISTRIDYN, ESSO) et l'ensemble des porteurs associés dont la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (délibération du 17/12/20) et le Département de Vaucluse (délibération n°2020-570 du 11 décembre 2020) ont signé le 7 juillet 2021 une convention définissant les modalités de mise en place et de fonctionnement du programme SARE ainsi que les engagements respectifs des différentes parties. Outre l'Etat et l'ADEME, les signataires de cette convention sont les « porteurs associés » suivants : la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les Métropoles Aix-Marseille Provence, Toulon Provence Méditerranée et Nice Côte d'Azur, les Conseils Départementaux des Hautes-Alpes, des Alpes-de-Haute-Provence, du Var, de Vaucluse et des Alpes-Maritimes qui se sont positionnés favorablement pour déployer le Programme SARE décliné, depuis 2022, sous la marque France Rénov'. Deux avenants à cette convention ont été signés pour 2022 et 2023 (cf préambule).

La Région est désignée comme « porteur associé coordinateur » puisqu'en complément de la mise en place d'un service d'accompagnement intégré dans les zones sans porteurs associés territoriaux, elle se voit également confier la mission de coordination et d'animation du Programme à l'échelle régionale, ainsi que le déploiement d'une communication articulée avec la marque nationale « France Rénov' ». La convention s'inscrit en lien avec la convention nationale du Programme qui définit l'articulation entre le déploiement du Programme au niveau national (pilote par l'ANAH et l'ADEME) et le déploiement au niveau régional.

Sur la base du budget prévisionnel élaboré sur la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2024, tenant compte des actions opérationnelles et des objectifs prévus, le montant global des coûts pour le déploiement du Programme à l'échelle de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur est estimé à 21 014 197€. Le budget total maximum estimé pour la période 2021-2024 sur le Département de Vaucluse est de 4 061 802 €.

Ce montant est cofinancé par les fonds versés par les financeurs obligés et sera complété par les fonds apportés par les porteurs associés, les collectivités territoriales et les intercommunalités. La répartition des fonds par acte métier est prévisionnelle. Des ajustements pourront être réalisés par le COPIL REGIONAL tout en respectant un co-financement maximum de 50% apporté par le programme SARE pour les actes ou actions correspondant à chaque ligne du tableau de financement. Le Département s'est engagé sur ses financements propres à hauteur de de 326 403 € pour atteindre les objectifs.

Aux termes de cette convention régionale, le Porteur associé « le Département de Vaucluse » est responsable du pilotage et de la mise en œuvre du programme SARE au niveau du territoire départemental. A ce titre, il reçoit les fonds transmis par les Obligés, et distribue tout ou partie des fonds aux autres collectivités territoriales (EPCI notamment) ou structures de mise en œuvre du programme. Sur le Vaucluse, l'ALTE, le CEDER et le PNR du Luberon ont été choisis pour mettre en œuvre le SARE pour le compte du département

en 2021 ; en 2022 la CMAR a intégré ce programme comme structure de mise en œuvre des actions en direction du petit tertiaire.

4.2 : Les objectifs pour le territoire de la CoVe

Une vision et des objectifs sur 4 ans

Les Parties ont fixé sur le territoire des objectifs ambitieux et cohérents avec les chiffres du PCAET de la CoVe et l'avancement du programme.

Résultats atteints en 2021, en 2022, 2023 et prévisionnel 2024 :

ACTES			Résultats 2021	Résultats 2022	Résultats 2023	Prévisionnel 2024
Information de premier niveau		A1	476	609	415	650
Conseil personnalisé aux ménages	Logement individuel	A2	413	520	377	570
	Copropriété	A2	0	8	11	20
Accompagnement des ménages pour la réalisation de travaux de rénovation	Logement individuel	A4	50	64	81	70
	Copropriété	A4	3	3	3	0
Accompagnement des ménages pour la réalisation et le suivi de travaux de	Logement individuel	A4 bis	0	7	2	0
	Copropriété	A4 bis	0	0	0	0
Information de premier niveau du petit tertiaire		B1	3	6	7	10
Conseil aux entreprises		B2	3	4	4	0
TOTAL ACTES			948	1221	900	1320
Animation / comm - Ménages		C1	1	4	4	3
Animation / comm - Petit tertiaire		C2	1	1	1	1
Animation / comm - Professionnels, acteurs locaux		C3	1	0	2	1
Actes supplémentaire			0	0	0	3
Budget TOTAL			91 427 €	113 464 €	121 113 €	117 926 €
Dont - Budget part CoVe			77 792 €	49 969 €	53 794 €	54 632 €

Mise en œuvre opérationnelle (Actes A1, A2)

Le premier accueil du public sera assuré par un.e conseiller France Rénov' de l'ALTE, par le biais :

- D'un standard téléphonique, le 04 90 74 09 18, du lundi au vendredi de 9h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30
- De rendez-vous programmés sur les communes de l'agglomération :
 - o Bédoin
 - o Saint-Didier
 - o Carpentras
 - o Mazan
 - o Sarrians

L'Espace Conseil France Rénov' répondra aux demandes d'informations et assurera des conseils personnalisés sur les programmes Ma Prime Rénov', Ma Prime Adapt' et Ma Prime Logement Décent ainsi que sur les autres aides mobilisables sur le territoire, en particulier sur les dispositifs mis en œuvre par la CoVe et le Département. Afin de garantir la neutralité de l'information et un égal accès aux opérateurs « Mon Accompagnateur Rénov' » (MAR) du Vaucluse, l'ALTE s'engage à expliquer le rôle des MAR et à transmettre la liste des opérateurs à toutes les personnes reçues pour un acte A2.

Le conseiller habitat de l'ALTE devra spécifier si un opérateur MAR a été retenu pour le suivi-animation de dispositifs complémentaires de rénovation mis en œuvre sur le territoire. Dans l'intérêt de l'usager, il est préconisé d'orienter prioritairement les ménages vers l'opérateur désigné par les collectivités lors de l'existence de ces dispositifs (ex : OPAH, PIG).

Toutes les personnes bénéficiant d'un acte A4 devront signer une attestation mentionnant qu'elles ont eu connaissance de la liste des MAR.

Mise en œuvre opérationnelle (Actes A4 maisons)

L'attestation d'information des missions et de la liste de l'ensemble des opérateurs MAR signée devra être jointe obligatoirement au dossier.

L'acte A4 est considéré comme un acte de préqualification des MAR et doit servir d'outils d'aide à la décision pour les ménages dans leur projet de rénovation.

En cas de poursuite de l'accompagnement avec un MAR :

- Si l'accompagnement est fait par la ALTE, le coût de l'acte A4 sera déduit du contrat de prestation facturé par la ALTE
- Si l'accompagnement est réalisé par un autre MAR : les modalités restent à préciser. La convention se conformera à la réglementation de l'ANAH.

ARTICLE 5 – LES MOYENS MIS EN ŒUVRE

Ces objectifs sont prévisionnels et pourront faire l'objet d'ajustements nécessaires en fonction de l'avancement du programme.

Afin d'atteindre les objectifs fixés à l'article 4 de la présente convention, ce service SARE s'organise autour de fiches métiers détaillant les cibles et les étapes du parcours de la rénovation, pour les particuliers, les syndicats de copropriétaires et pour le petit tertiaire.

Les « actes métiers » devront être conformes à la définition du guide des actes métiers de la convention nationale de mise en œuvre du programme SARE, conclue entre l'Etat, l'ADEME, l'ANAH et les Obligés le 7 mai 2020.

Les actes métiers concernés retenus dans la présente convention sont les suivants :

- Au titre de l'information, conseil, accompagnement des ménages pour rénover leur logement :
 - o information de 1^{er} niveau : juridique, technique, financière et sociale ;
 - o conseil personnalisé aux ménages ;
 - o accompagnement des ménages pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale.
- Au titre de l'information, conseil du petit tertiaire privé pour rénover leurs locaux :
 - o information de 1^{er} niveau : juridique, technique, financière et sociale ;
- Au titre de la dynamique de rénovation :
 - o sensibilisation, communication, animation des ménages ;
 - o sensibilisation, communication, animation du petit tertiaire privé ;
 - o sensibilisation, communication, animation des professionnels de la rénovation et des acteurs publics locaux.

ARTICLE 6 – GOUVERNANCE

Le pilotage de ce programme se décline à plusieurs échelles complémentaires entre elles et la gouvernance doit donc être adaptée au mieux pour assurer la fluidité des informations et des prises de décisions.

6.1 : Échelle du territoire de la région

Un COPIL régional est organisé par les instances correspondantes pour suivre l'avancement des actions (technique et financier) engagées à l'échelon régional, coordonner les territoires et valider le montant des

appels de fonds régionaux, tel que cela est prévu dans la convention régionale (délibération N°20 -884). Le Département participe à ce COPIL.

6.2 : Échelle du territoire du département

Dans la continuité de l'organisation déjà mise en œuvre dans le cadre du programme SARE, une gouvernance spécifique au service France Rénov' est instaurée au niveau du département et pilotée par le Département de Vaucluse, porteur associé, telle que prévue dans le plan de déploiement de la convention régionale délibérée le 11 décembre 2020 et ses avenants.

Le COPIL départemental sera constitué des représentants suivants :

- Le Conseil départemental de Vaucluse,
- l'ALTE, le CEDER, le PNR Lubéron, et la CMAR
- les représentants du Réseau France Rénov',
- les EPCI impliqués dans la démarche,
- L'ANAH (DDT 84), la DREAL, la Région,
- Des acteurs extérieurs pourront être invités à participer afin d'apporter leur expertise (CAUE, ...)

Ce comité se réunira a minima une fois par an, en lien avec le COPIL régional.

6.3 : Échelle du territoire de la CoVe

Un « **comité de suivi France Rénov'** » se réunira à l'échelle du territoire de la CoVe afin d'assurer un déploiement adapté aux enjeux locaux tout en étant cohérent avec les échelles départementale et régionale. Il sera constitué de :

- la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (CoVe),
- le Département de Vaucluse,
- l'ALTE,
- et tout autre partenaire que les parties jugeraient utiles : Anah, Conseil régional, ...

Les parties assureront un suivi régulier de l'exécution de la convention et de l'état d'avancement du programme d'actions mené par l'ALTE.

Le « comité de suivi France Rénov' » se réunira au moins 2 fois par an à l'initiative de la CoVe, en présentiel ou en visioconférence.

Il sera chargé de faire un point sur :

- l'état d'avancement du programme d'actions et l'analyse des indicateurs,
- les évènements.

Trois « réunions de suivi technique » pourront être organisées en complément des « Comités de suivi France Rénov' » si nécessaire. La CoVe organisera les réunions. L'ALTE rédigera les comptes rendus à transmettre à la CoVe pour validation avant transmission maximum 10 jours après la réunion.

Pour participer à la dynamique du territoire et faire le lien avec les autres dispositifs, l'ALTE participera sur invitation de la CoVe, à d'autres instances partenariales (OPAH, autres dispositifs opérationnels), à hauteur de 3 réunions/an.

Au total, dans la convention, il est ainsi prévu que l'ALTE participe à 2 comités de suivi, 3 réunions de suivi technique de l'avancement du programme et 3 réunions partenariales au titre du SARE en 2024.

La CoVe prévoit une enveloppe « demande complémentaire » pour la participation ou l'animation à d'autres réunions ou manifestations. Cette enveloppe ne pourra pas dépasser un montant de 4 863 €. Elle sera mobilisée sous réserve d'un accord écrit entre l'ALTE et la CoVe.

ARTICLE 7 – ENGAGEMENTS DES PARTIES

7.1 : Engagements du Département

Le Département, porteur associé sur son territoire et s'engage à :

- Piloter le déploiement et la mise en œuvre du Programme au niveau de son territoire :
 - Assurer la communication du Programme en lien avec la campagne France RENOV' en articulation avec la communication mise en place à l'échelle régionale ;
 - Animer et coordonner les Espaces France RENOV' financés dans le cadre du programme SARE au niveau territorial en lien avec l'animation régionale ;
 - Organiser l'association de l'intercommunalité, de l'ALTE et de la CMAR sur le territoire de la Cove ;
 - Mettre à jour la base de données des structures de mise en œuvre afin d'alimenter le site national France-renov.gouv.fr ;
 - Communiquer annuellement les résultats territoriaux du Programme ;
 - Faire remonter régulièrement les avancées du déploiement du programme à l'ADEME en tant que porteur pilote, à la Région en tant que porteur associé coordinateur ainsi qu'au COPIL REGIONAL, notamment dans le cadre des outils définis ;
 - Fournir tous les éléments et données, au porteur associé coordinateur, nécessaires au bon déroulement de la coordination, l'animation et la communication régionale du Programme ;
 - Proposer l'offre de formation développée par le porteur pilote et/ou du porteur associé coordinateur ;
 - Participer, dans la mesure du possible aux différents Groupes de travail (GT) du Programme et aux réunions de réseau organisées par le porteur associé coordinateur ;
- Assurer l'exécution financière du Programme au niveau territorial :
 - Recevoir les fonds transmis par les obligés,
 - Distribuer, tout ou partie de ces fonds aux structures de mise en œuvre du Programme ;
 - Suivre l'exécution financière du Programme du niveau territorial ;
 - Proposer les appels de fonds et les ajustements, si besoin, au COPIL REGIONAL.

7.2 : Engagements de la CoVe

L'intercommunalité est chargée de participer à la mise en œuvre opérationnelle du service France Rénov' sur son territoire et s'engage à :

- accompagner l'ALTE dans la mise en œuvre opérationnelle de France Rénov' et le renforcement de la dynamique de rénovation énergétique du territoire en promouvant le dispositif à travers ses supports de communication et en faisant le relai des informations auprès des communes du territoire et des partenaires ;
- s'assurer du développement des actions d'information, de communication et d'un parcours d'accompagnement complet en faveur de la rénovation des logements et du petit tertiaire ;
- veiller au respect des engagements définis dans la convention avec l'ALTE en partenariat avec le Département, porteur associé ;
- attribuer une subvention à l'ALTE et valider les versements en fonction des objectifs atteints ;
- assurer la logistique et la communication concernant les animations (ateliers, conférences, stands, réunions...) telles que définies avec l'ALTE sur le territoire de la CoVe
- assurer le relai de la communication sur les objectifs et les résultats atteints ;
- Organiser et mettre en œuvre la communication sur les permanences, les animations, les événements à travers notamment son site internet et ses supports de communication locaux.
- mettre en lien son réseau de communes, de partenaires et sa marque Provence Créative pour faciliter la mise en œuvre du programme ;

- assurer la bonne articulation entre le service France Rénov' et les autres dispositifs spécifiques en matière de rénovation énergétique (ex : OPAH, PIG...).
- mobiliser et coordonner les acteurs du territoire pour faciliter la mise en œuvre opérationnelle de la rénovation sur le territoire ;

7.3 : Engagements de l'ALTE

L'ALTE assure la mise en œuvre opérationnelle du service France Rénov' sur le territoire de la CoVe, dans la limite des financements obtenus dans le cadre du dispositif, et s'engage à :

- définir et ajuster dans le temps, les moyens nécessaires ;
- structurer une équipe pour mettre en place l'espace conseil France Rénov' afin de répondre aux objectifs fixés ;
- organiser et animer les animations sur le territoire (ateliers, conférences et stands sur salons) en coordination avec la CoVe et dans le cadre du dispositif national, la COVE prenant en charge la logistique et la communication de ces animations ;
- Relayer la COVE dans sa communication pour mobiliser les ménages, le petit tertiaire et les professionnels ;
- construire les outils nécessaires au suivi pour rendre compte qualitativement et quantitativement des avancées du dispositif à minima lors des réunions du comité de suivi (2 fois par an). Le suivi statistique des données sera transmis à chaque comité de suivi.

ARTICLE 8 – FINANCEMENT DU PROGRAMME

L'imbrication des différents mécanismes de financement de ce programme nécessite d'être explicitée pour une meilleure visibilité.

8.1 : Les mécanismes financiers des différents partenaires et montant de la subvention de la Cove

La répartition par actes telle que prévue à l'article 4.2 constitue une programmation prévisionnelle et des ajustements pourront être réalisés au vu de l'avancement de la mise en œuvre du programme, dans le cadre du comité de suivi de la présente convention et en cohérence avec les objectifs départementaux.

Le montant global des dépenses pour le déploiement du service France Rénov' sur le territoire s'élève à 117 926 € pour l'année 2024. Ce montant global prévisionnel constitue donc un plafond. Il est cofinancé de la manière suivante :

- 50% par les CEE : 63 294 €, dont 16 850 € sur les actes A1/A2 qui seront versés par le Département. Ils sont financés par les obligés ayant signés la convention régionale, à savoir par ESSO S.A.F., DISTRIDYN, ARMORINE à raison de 33% chacun. Le montant total représente 50% des actes, hors missions complémentaires,
- 50% par les collectivités : l'intercommunalité et le Département répartis de la façon suivante
 - o CoVe : 54 632 €, dont 4 863 € au titre des missions complémentaires, qui seront versés à la structure de mise en œuvre.
 - o Département : 10 325 € dont 3 200 € de subvention sur les actes A1 et A2 qui seront versés à la structure de mise en œuvre, plus 7 125 € correspondant à 50% de la revalorisation des actes A1 et A2 sous forme de « forfait habitant » qui sera versée à la structure de mise en œuvre en fin d'exercice annuel, sous réserve du bilan comptable.

8.2 : Les modalités financières

a) Les modalités de versements des fonds des CEE

Conformément aux dispositions prévues dans la convention régionale, les financements apportés par les financeurs obligés (CEE) seront libérés par tranche, au fur et à mesure de l'avancement du programme. Pour cela, avant chaque COPIL régional, le Département (en tant que porteur associé) transmettra à la Région (en

tant que porteur associé coordinateur) la liste d'indicateurs actualisée, notamment par l'ALTE, selon les modalités précisées dans la convention régionale.

Le Département assure ainsi :

- la gestion du fonds du programme SARE pour le département ;
- réalise les appels de fonds à destination des obligés financeurs ;
- émet les attestations de versement ;
- distribue tout ou partie des fonds à l'ALTE ;
- s'assure du respect de l'enveloppe budgétaire.

Les actes, dont les montants sont à l'acte ou forfaitaire, seront présentés par l'ALTE au Département qui les transmettra au COPIL régional, qui disposera d'un estimatif et d'un suivi régulier des dépenses estimées. Les appels de fonds suivants seront établis sur la base des résultats obtenus.

Une convention bilatérale ALTE-Département de Vaucluse précise annuellement les modalités de paiement du programme SARE à l'ALTE à l'échelle du département.

Chaque appel de fonds sera adressé aux financeurs par le Département (porteur associé), après validation du COPIL régional. Les fonds appelés seront versés par les financeurs directement au Département qui se chargera de les redistribuer à l'ALTE en fonction des indicateurs de suivi transmis et des paiements réalisés par l'intercommunalité.

b) Les conditions de versements des fonds de la CoVe

En 2024, la part de la CoVe prévue pour financer le SARE sera composée de trois parties :

- **L'acompte** correspondant à 30% du montant global de la subvention prévue pour 2024 afin de permettre le démarrage du programme puis sa mise en œuvre par l'ALTE et de disposer d'une trésorerie suffisante pour déployer les moyens nécessaires.
- **Un deuxième acompte** sera déclenché sur présentation des résultats en comité de suivi. Il sera calculé au prorata de la part du nombre d'actes réalisés sur l'année par rapport aux objectifs fixés dans l'article 4 et l'avancement des actions de communication.
- **La part complémentaire** : elle sera ajoutée lors du versement des acomptes. Elle correspond aux demandes spécifiques ou complémentaires validées par la CoVe.

Les versements intermédiaires seront effectués à partir de la présentation des résultats en comité de suivi avec des éléments quantitatifs et des éléments qualitatifs sur les conseils apportés (profil des ménages, fourchette de revenus, localisation, thématiques abordées) et sur l'avancement du suivi-animation.

- **Le solde de la subvention** sera versé au cours du 1^{er} trimestre 2025 au prorata de l'atteinte des objectifs. Il sera versé sur présentation d'un rapport final d'activité faisant état :
 - des résultats quantitatifs et qualitatifs du programme d'actions intégrant notamment les indicateurs de suivi du SARE et de la CoVe (Annexe 3)
 - du déroulement et de l'impact des événements

Après approbation par le Commissaire aux comptes, le bilan financier 2024 sera transmis avec un état récapitulatif annuel des dépenses et recettes pour l'année 2024 sur le territoire de la CoVe au cours du premier semestre 2025.

Dans l'hypothèse où, lors du calcul du solde de la contribution annuelle, il apparaîtrait que le montant total des dépenses réellement engagées serait supérieur au montant total de la contribution fixée à l'article 8.1, la

contribution versée par la CoVe ne pourra être supérieure aux montants indiqués, sauf révision à la hausse décidée par la CoVe.

Dans l'hypothèse où, lors du calcul du solde de la contribution annuelle, il apparaîtrait que le montant total des dépenses nettes réellement engagées serait inférieur au montant total de la contribution fixée à l'article 8.1, la part variable de la CoVe devra faire l'objet d'un remboursement (cf modalités article 8.3). Les dépenses spécifiques ou complémentaires pourront être intégrées dans le calcul du solde de la contribution annuelle.

Les dépenses réellement engagées par l'ALTE seront composées des dépenses directement liées au projet (salaires, dépenses sur factures), ainsi que des dépenses de structure (salaire des postes d'encadrement, postes administratifs, financiers, communication, autres dépenses de structures) répartis au prorata du temps de travail réel de l'ALTE sur le territoire. Les dépenses seront présentées sous forme de bilan financier analytique en fin d'année à la CoVe.

La participation de la CoVe est conditionnée au versement des CEE sur les actes métiers correspondant à la moitié de l'engagement des prestations. Si les modalités de paiement des CEE venaient à être modifiées, le dispositif devrait être revu dans sa totalité.

8.3 : Remboursement en cas de trop perçu

Dans le cadre d'un éventuel versement de trop perçu de 2024, le remboursement par l'ALTE se ferait au moment de la présentation du bilan financier et des comptes validés par l'expert-comptable au cours du 1^{er} semestre 2024.

ARTICLE 9 – COMMUNICATION

9.1 : Plan de communication et engagement du Département

Le Département s'engage à assurer la communication du programme en lien avec la campagne France Rénov' en articulation avec la communication mise en place à l'échelle régionale.

Un plan de communication a été rédigé par l'Etat concernant le déploiement du dispositif France Rénov' pour 2023. Toute une campagne nationale a été lancée : elle se veut unique afin de ne pas multiplier les créneaux d'information et permettre aux usagers de se repérer parmi les nombreuses aides financières mobilisables pour leur projet de rénovation. Cette communication sera reprise au niveau local. En tant que structure de mise en œuvre, l'ALTE utilisera les outils mis à disposition par l'ADEME et l'ANAH. Elle sera le relai de la communication à travers les outils qui lui seront fournis tout au long de l'année afin être bien identifiée comme l'espace conseil France Rénov de proximité.

La charte « France Rénov' » est disponible sur le site : <https://france-renov.gouv.fr/>.

9.2 : Modalités de communication

Les actions de communication pour 2024, financées dans le SARE, sont prévues à l'article 4.

Sur le territoire de la CoVe, l'organisation choisie pour les actes de communication est la suivante :

- La CoVe est en charge de la logistique et de la communication.
- L'ALTE est en charge de l'organisation, la préparation des supports (présentation), de l'animation de l'évènement et du relai de l'information

Volet animation communication auprès des ménages (actes C1) : 3 actes

- Participation et animation de 1 conférences, 1 évènement et 1 balade thermique

- 1 conférence généraliste sur les aides à la rénovation de l'habitat : Ma Prime Rénov', Ma Prime Logement Décent et autres financements- disponibles proposés aux propriétaires occupants, bailleurs et locataires sur le territoire (1 621 € / conférence)
- 1 balade à l'aide d'une caméra thermique pour comprendre les déperditions de chaleur (1 607 €)
- 1 forum : Dispositif itinérant Ma Prime Rénov' + Speed Meeting
Le coût du forum est estimé à 6 268€ par l'ALTE, dont environ 50% sur l'organisation et la mobilisation des entreprises et 50% sur l'effectif salarié (4 personnes).
Les modalités seront affinées et validées en cours d'année.
- Coût actes C1 : 1 x 1 621 € + 1 x 1 607 € + 1 x 6 268 € = 9 496 € - Pris en charge 50% CEE, 50% CoVe

Volet animation communication auprès des artisans, des entreprises et du petit tertiaire (actes C2) : 1 acte

- Participation et animation d'1 conférence ou 1 stand en lien avec la Gare numérique et les partenaires (CMAR, CCI...)
- Coût actes C2 : 1 x 1 621 € = **1 621 €** - Pris en charge 50% CEE, 50% CoVe

Volet animation communication auprès des professionnels et des acteurs locaux (actes C3) : 1 acte

- Participation et animation d'1 conférence
- Elle se fera en partenariat avec les acteurs du territoire (ADIL, SOLIHA...). Elle sera à destination des acteurs immobiliers, notaires et banque ou d'investisseurs potentiels.
- Coût actes C3 : 1 x 1 621 € = **1 621 €** - Pris en charge 50% CEE, 50% CoVe

Le budget de ces animations est comptabilisé dans les actes **C1, C2, C3. Total : 12 738 €**, pris en charge à 50% CEE, 50% CoVe. Il s'agit d'un programme prévisionnel à titre indicatif, il pourra être modifié en accord entre l'ALTE et la CoVe, réparti de la manière suivante :

PROGRAMME PREVISIONNEL 2024 (les événements pourront être modifiés en accord entre la ALTE et la COVE)								
Acte	Intitulé évènement	Date	Horaire	Nombre de jour	Lieu	Nature évènement	Nbr personnes	Coût
C1	Rénover, c'est possible : quelles aides mobilisables ? Quels parcours ?	2ème trimestre	18h00	1	Carpentras	Conférence	1	1 621,00 €
	Forum Dispositif itinérant France Rénov', speed meeting	A définir		1	A définir	Forum	1	6 268,00 €
	Balade thermique	Décembre	20h	1	A définir	Balade	1	1 607,00 €
C2	Je rénove mon bâtiment	A définir	18h00	1	A définir	Conférence	1	1 621,00 €
C3	Conférence Aides Réno : acteurs immobiliers, banques, notaires, investisseurs	A définir	8h	1	A définir	Conférence	1	1 621,00 €
								12 738,00 €

Dans le volet animation, il est également inscrit une ligne **demande complémentaire**, hors actes, pour d'éventuelles demandes supplémentaires.

- Coût : forfait de 1 621 € à ajuster en fonction des demandes. Cette enveloppe ne pourra pas dépasser **4 863 €** - Pris en charge 100 % CoVe

Un point sur la communication aura lieu lors des comités de suivi. Si nécessaire, il sera proposé des ajustements pour mieux répondre aux objectifs.

9.3 : Les engagements de l'ALTE

L'ALTE s'engage à mentionner le soutien financier du Département, de la Cove et à faire figurer les logos de France Rénov', du Porteur pilote (Région PACA), du Département, de la Cove, et des CEE sur ses documents et publications officiels de communication, dans le cadre de la réalisation de toute action se rapportant au programme d'actions lié à la présente convention : permanences, événements, manifestations qui ont lieu sur

le territoire et sur son site internet. L'usage de ces logos est limité au cadre SARE.

L'ALTE s'engage à faire mention de la campagne nationale France Rénov', et du soutien du Département et de la Cove dans ses rapports avec les médias.

L'ALTE s'engage à faire le relai sur ses outils de communication des animations organisées par la CoVe ou le Département sur le territoire en lien avec cette convention.

L'ALTE s'engage à informer la CoVe et le Département de tout évènement organisé sur son territoire en lien avec la présente convention.

9.4 : Les engagements de la COVE

La CoVe s'engage à informer les habitants et les publics (élus locaux, entreprises...) de son territoire des actions et évènements organisés et animés par l'ALTE : communication sur le site internet de la CoVe et les gazettes locales, affichage, invitation personnalisée, campagne radio, encart presse, réseaux sociaux et web, frais de réception.

La COVE s'engage à organiser la logistique des évènements : repérage, réservations de la salle et du matériel, gestion de l'installation et installation, signalétique.

La Cove s'engage à informer le Département de tout évènement organisé sur son territoire en lien avec la présente convention.

ARTICLE 10 – MODALITES DE MISE EN OEUVRE ET DE SUIVI

Une liste composée d'indicateurs de reporting et de suivi du programme figure en annexe 3. Cette liste est complétée par la CoVe qui a des besoins en termes de suivi notamment sur le volet consommation énergétique et efficacité de l'action d'accompagnement.

Leur analyse par l'ALTE permettra l'évaluation continue des résultats du programme et sera présentée aux comités de suivi (cf article 6 sur la gouvernance). L'ensemble des indicateurs mettront en exergue les points forts et points faibles de cet accompagnement, les dysfonctionnements observés par rapport aux objectifs initialement prévus. Ce suivi permettra de donner une vision dynamique du déroulement du programme permettant d'envisager les réorientations éventuellement nécessaires pour répondre au mieux aux objectifs.

L'ensemble des indicateurs quantitatifs, qualitatifs et de perspectives sont présentés en annexe 3.

ARTICLE 11 – MODIFICATION

Si l'évolution du contexte budgétaire, de la politique en matière de rénovation de l'habitat ou des éléments de la convention le nécessite, des ajustements pourront être effectués par voie d'avenant.

Toute modification des objectifs quantitatifs qui n'entraîne pas de changement des enveloppes budgétaires globales des financeurs par famille d'actes (A, B ou C) pourront faire l'objet d'une validation en comité de suivi.

A contrario, toute modification qui entraîne des changements du cadre général, des modalités d'exécution ou des enveloppes budgétaires, définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux de l'article 4.

ARTICLE 12 : PROTECTION DES DONNEES

L'ensemble des Traitements de Données personnelles mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de la Convention respecte la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles et notamment les dispositions de la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et le Règlement général sur la Protection des données (Règlement UE 2016/679) (« RGPD »).

A ce titre, l'annexe 3 a pour objet de définir les conditions dans lesquelles les Parties s'engagent entre elles à effectuer, les opérations de traitement portant sur les données à caractère personnel traitées dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention.

ARTICLE 13 – RÉSILIATION POUR FAUTE DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 14 – DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation. Si néanmoins le désaccord persiste, le tribunal administratif de Nîmes est le seul compétent.

ARTICLE 15 – LISTES DES ANNEXES

Les annexes ci-dessous constituent une partie intégrante de la présente convention :

- **ANNEXE 1** : Programme d'actions et financiers du SARE sur le territoire de la CoVe : réalisé 2021, réalisé 2022, réalisé 2023 et objectifs prévisionnels 2024
- **ANNEXE 2** : Les indicateurs du service France Rénov'
- **ANNEXE 3** : Protection des données personnelles

Fait à Carpentras, le

En 3 exemplaires originaux

**Pour la Communauté d'Agglomération Ventoux
Comtat Venaissin**

La Présidente

Madame Jacqueline BOUYAC

Pour l'Agence Locale de la Transition Énergétique

Le Président

Monsieur Pierre CHENET

Pour le Département,

La Présidente

Madame Dominique SANTONI

ANNEXE 1 : Programme d'actions et financier du SARE sur le territoire de la CoVe

Réalisé 2021, Réalisé 2022, Réalisé 2023, objectifs 2024

REALISE 2021							
ACTES		COUT ACTE	Objectifs réalisés	TOTAL	Part CEE + CD 84 *	Part CoVe	
Portage - Aide exceptionnelle démarrage 2021				0 €	non connu	35 271 €	
Information de premier niveau	A1	8 €	476	3 808 €	2 303 €	1 505 €	
Conseil personnalisé aux ménages	Logement individuel	A2	50 €	413	20 650 €	13 119 €	7 531 €
	Copropriété	A2	150 €	0	0 €	0 €	0 €
Accompagnement des ménages pour la réalisation de travaux de rénovation globale	Logement individuel	A4	800 €	50	40 000 €	20 000 €	20 000 €
	Copropriété	A4	4 000 €	3	12 000 €	6 000 €	6 000 €
Accompagnement des ménages pour la réalisation et le suivi de travaux de rénovation globale	Logement individuel	A4 bis	400 €	0	0 €	0 €	0 €
	Copropriété	A4 bis	8 000 €	0	0 €	0 €	0 €
Information de premier niveau du petit tertiaire	B1	16 €	3	48 €	24 €	24 €	
Conseil aux entreprises	B2	400 €	3	1 200 €	600 €	600 €	
Budget sensibilisation, communication, animation...ménages	C1	5 292 €	1	5 292 €	2 646 €	2 646 €	
Budget sensibilisation, communication, animation...petit	C2	2 113 €	1	2 113 €	1 057 €	1 057 €	
Budget sensibilisation, communication,	C3	6 316 €	1	6 316 €	3 158 €	3 158 €	
TOTAL			948	91 427 €	48 907 €	77 791,50 €	

* Aide Département 3 192€ (répartis sur A1 + A2)

REALISE 2022							
ACTES		COUT ACTE	Objectifs réalisés	TOTAL	Part CEE + CD 84 *	Part CoVe	
Portage - forfait habitant (50% CEE, 50%CD 84, majoration CoVe				7 142 €	7 124 €		
Information de premier niveau	A1	8 €	609	4 872 €	4 436 €	436 €	
Conseil personnalisé aux ménages	Logement individuel	A2	50 €	520	26 000 €	14 192 €	11 808 €
	Copropriété	A2	150 €	8	1 200 €	600 €	600 €
Accompagnement des ménages pour la réalisation de travaux de rénovation	Logement individuel	A4	800 €	64	51 200 €	25 600 €	25 600 €
	Copropriété	A4	4 000 €	3	12 000 €	6 000 €	6 000 €
Accompagnement des ménages pour la réalisation et le suivi de travaux de rénovation globale	Logement individuel	A4 bis	400 €	7	2 800 €	1 400 €	1 400 €
	Copropriété	A4 bis	8 000 €	0	0 €	0 €	0 €
Information de premier niveau du petit tertiaire	B1	50 €	6	300 €	150 €	150 €	
Conseil aux entreprises	B2	600 €	4	2 400 €	1 200 €	1 200 €	
Budget sensibilisation, communication, animation...ménages	C1	1 200 €	4	4 800 €	2 400 €	2 400 €	
Budget sensibilisation, communication, animation...petit	C2	750 €	1	750 €	375 €	375 €	
Budget sensibilisation, communication,	C3	1 200 €	0	0 €	0 €	0 €	
TOTAL			1221	113 464 €	63 477 €	49 969 €	

* Aide Département 3 192€ (répartis 2000€ sur A1 + 1191€ sur A2)

Envoyé en préfecture le 09/04/2024

Reçu en préfecture le 09/04/2024

Publié le 9/04/2024



ID : 084-248400053-20240408-DELIB34_24-DE

Réalisé 2023					Publié le 9/04/2024		
ACTES			COUT ACTE	Objectifs réalisés	ID : 084-248400053-20240408-DELIB34_24		
					TOTAL	84 *	Part CoVe
Portage - Forfait habitant sup Actes A1/A2			7 125 €	1	7 125 €	7 125 €	0 €
Information de premier niveau		A1	8 €	415	3 320 €	2 060 €	1 260 €
Conseil personnalisé aux ménages	Logement individuel	A2	50 €	377	18 850 €	12 225 €	6 625 €
	Copropriété	A2	150 €	11	1 650 €	825 €	825 €
Audit énergétique		A3	200 €	0	0 €	0 €	0 €
Accompagnement des ménages pour la réalisation de travaux de rénovation globale	Logement individuel	A4	800 €	81	64 800 €	32 400 €	32 400 €
	Copropriété	A4	4 000 €	3	12 000 €	6 000 €	6 000 €
Accompagnement des ménages pour la réalisation et le suivi de travaux de rénovation globale	Logement individuel	A4 bis	400 €	2	800 €	400 €	400 €
	Copropriété	A4 bis	8 000 €	0	0 €	0 €	0 €
Total A1 + A2 + A3 + A4 + A4bis		A1-4		889	101 420 €	53 910 €	47 510 €
Information de premier niveau du petit tertiaire		B1	50 €	7	350 €	175 €	175 €
Conseil aux entreprises		B2	600 €	4	2 400 €	1 200 €	1 200 €
Total B1 + B2		B 1,2		11	2 750 €	1 375 €	1 375 €
Budget animation / comm - Ménages	C1		1 590 €	3	4 769 €	2 384 €	2 384 €
			935 €	1	935 €	468 €	468 €
Budget animation / comm - Petit tertiaire		C2	1 590 €	1	1 590 €	795 €	795 €
Budget animation / comm - Professionnels, acteurs locaux	C3		935 €	1	935 €	468 €	468 €
			1 590 €	1	1 590 €	795 €	795 €
Total C1 + C2 + C3		C 1, 2, 3		7	9 818 €	4 909 €	4 909 €
Demandes complémentaires			1 590 €	0	0 €	0 €	0 €
TOTAL					121 113 €	67 319 €	53 794 €

* Aide Département 3 200 € sur les actes A1 et A2

2024 - v 20/02/24-bis				OBJECTIFS 2024			
ACTES			COUT ACTE	Objectifs prévisionnels	TOTAL	Part CEE + CD 84 *	Part CoVe
Portage - Forfait habitant sup Actes A1/A2			7 125 €	1	7 125 €	7 125 €	0 €
Information de premier niveau		A1	8 €	650	5 200 €	3 600 €	1 600 €
Conseil personnalisé aux ménages	Logement individuel	A2	50 €	570	28 500 €	16 450 €	12 050 €
	Copropriété	A2	150 €	20	3 000 €	1 500 €	1 500 €
Audit énergétique		A3	200 €	0	0 €	0 €	0 €
Accompagnement des ménages pour la réalisation de travaux de rénovation	Logement individuel	A4	800 €	70	56 000 €	28 000 €	28 000 €
	Copropriété	A4	4 000 €	0	0 €	0 €	0 €
Accompagnement des ménages pour la réalisation et le suivi de travaux de	Logement individuel	A4 bis	400 €	0	0 €	0 €	0 €
	Copropriété	A4 bis	8 000 €	0	0 €	0 €	0 €
Total A1 + A2 + A3 + A4 + A4bis		A1-4		1310	99 825 €	56 675 €	43 150 €
Information de premier niveau du petit tertiaire		B1	50 €	10	500 €	250 €	250 €
Conseil aux entreprises		B2	600 €	0	0 €	0 €	0 €
Total B1 + B2		B 1,2		10	500 €	250 €	250 €
Budget animation / comm - Ménages		C1	1 621 €	1	1 621 €	811 €	811 €
			1 607 €	1	1 607 €	804 €	804 €
			6 268 €	1	6 268 €	3 134 €	3 134 €
Budget animation / comm - Petit tertiaire		C2	1 621 €	1	1 621 €	811 €	811 €
Budget animation / comm - Professionnels, acteurs locaux		C3	1 621 €	1	1 621 €	811 €	811 €
Total C1 + C2 + C3		C 1, 2, 3		5	12 738 €	6 369 €	6 369 €
Demandes complémentaires			1 621 €	3	4 863 €	0 €	4 863 €
TOTAL					117 926 €	63 294 €	54 632 €

* Aide Département 3 200 € sur les actes A1 et A2 - prévoir de revoir la répartition

ANNEXE 2 : Les indicateurs du programme SARE**Les indicateurs du programme SARE sont les suivants :****Indicateurs relatifs aux ménages :**

- Nombre de demandes de personnes (modestes ou non) ou syndicats de copropriétaires informés en matière de rénovation ;
- Nombre de conseils personnalisés,
- Nombre de ménages en MI ayant signé un engagement pour un service d'accompagnement pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale ;
- Nombre de copropriétés ayant signé un engagement pour un service d'accompagnement pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale ;
- Nombre de ménages en MI ayant signé un engagement pour un service d'accompagnement et de suivi de la réalisation de leurs travaux de rénovation globale ;
- Nombre de copropriétés ayant signé un engagement pour un service d'accompagnement et de suivi de la réalisation de leurs travaux de rénovation globale ;
- Nombre d'animation à destination des ménages et détails des actions ;

Indicateurs pour les propriétaires de petit tertiaire privé et entreprises :

- Nombre de demandes d'entreprises du petit tertiaire privé ;
- Nombre de conseils personnalisés pour les entreprises ;
- Nombre d'animations vers les entreprises et détails des actions ;
- Nombre d'animations à destination du petit tertiaire privé et détails des actions ;

Les indicateurs complémentaires demandés par la CoVe pour le suivi qualitatif :

- le ratio de transformation des 1ers contacts en accompagnement et suivi de travaux
- Localisation des ménages : communes de la CoVe concernées
- Profil des ménages : nombre de personnes composant le ménage, revenus des ménages (éligible ANAH ou non), type de public demandeur, type de logement, type de bâtiment...
- Profil des demandes : thématiques le plus souvent abordées
- Orientation vers d'autres dispositifs

ANNEXE 3 : engagement des parties relatif à la protection des données**Définitions**

Au titre du présent engagement, les termes ci-dessous définis auront, entre les Parties, les significations suivantes :

- **« Données à caractère personnel »** : désigne toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale ;
- **Données à caractère hautement personnel** : catégories de données pouvant être considérées comme augmentant le risque possible pour les droits et libertés des personnes. Ces données à caractère personnel sont considérées comme sensibles (au sens commun du terme) dans la mesure où elles sont liées à des activités domestiques et privées (communications électroniques dont la confidentialité doit être protégée, par exemple), dans la mesure où elles ont un impact sur l'exercice d'un droit fondamental (données de localisation dont la collecte met en cause la liberté de circulation, par exemple) ou dans la mesure où leur violation aurait clairement des incidences graves dans la vie quotidienne de la personne concernée (données financières susceptibles d'être utilisées pour des paiements frauduleux, par exemple) ;
- **Données sensibles** : Désigne toute donnée à caractère personnel qui révèle l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que le traitement des données génétiques, des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique ;
- **Destinataire** : désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou tout autre organisme qui reçoit communication de données à caractère personnel, qu'il s'agisse ou non d'un tiers. Toutefois, les autorités publiques qui sont susceptibles de recevoir communication de données à caractère personnel dans le cadre d'une mission d'enquête particulière conformément au droit de l'Union ou au droit d'un État membre ne sont pas considérées comme des destinataires ; le traitement de ces données par les autorités publiques en question est conforme aux règles applicables en matière de protection des données en fonction des finalités du traitement ;
- **Finalité** : désigne les objectifs principaux assignés au traitement ;
- **Responsable du traitement** : désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement ;
- **Sous-traitant** : désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable de traitement ;
- **Traitement de données à caractère personnel** : désigne toute opération ou ensemble d'opérations portant sur des données à caractère personnel, quel que soit le procédé utilisé tel que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, ainsi que le verrouillage, l'effacement ou la destruction.

Préambule

Les Parties accordent un très haut niveau d'exigence au respect des dispositions sur la protection des données à caractère personnel et relatives à la vie privée et au respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD).

Dans le cadre de la répartition de leurs compétences respectives, les Parties, sont amenées à s'échanger des données à caractère personnel sous différentes formes et dans le cadre de différentes relations juridiques, alternativement ou cumulativement.

A ce titre, il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet et réglementation applicable

Le présent engagement a pour objet de définir les conditions dans lesquelles les parties s'engagent à effectuer entre elles, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après à l'article 3. Dans le cadre des présentes, les parties s'engagent à respecter leurs obligations, respectivement en leur qualité de « Responsable de traitement » et de « Sous-traitant » tels que prévues notamment par :

- Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, ci-après, « le Règlement Européen sur la Protection des Données » [RGPD] et par la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique [LIL] ;
- En toute hypothèse et, le cas échéant, par les lois locales susceptibles d'affecter et de s'appliquer aux données personnelles en fonction du lieu d'hébergement des dites données personnelles ;
- Les textes et décisions émanant d'autorités administratives indépendantes et notamment ceux de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ;
- La jurisprudence émanant des tribunaux nationaux et communautaires applicable en matière de données personnelles.

Ci-après « la réglementation relative à la protection des données personnelles ».

Article 2 - Qualité des parties

En application de la réglementation relative à la protection des données personnelles, les parties reconnaissent, en ce qui concerne l'ensemble des données personnelles qui sont traitées par elles, aux fins de réalisation de la convention d'objectifs, qu'il appartient à la Partie agissant en qualité de responsable de traitement de déterminer la manière (incluant les moyens) et les finalités pour lesquelles ces données personnelles seront traitées.

A ce titre, la qualification juridique des parties est la suivante :

- **Le Département de Vaucluse (porteur associé)**

Le Département de Vaucluse agit en qualité de responsable de traitement vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin.

- **La Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin (structure porteuse)**

La Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin agit en qualité de sous-traitant du Département de Vaucluse et en qualité de Responsable de traitement vis-à-vis de l'Agence Locale de la Transition Energétique.

- **L'Agence Locale de la Transition Energétique (structure de mise en œuvre)**

L'Agence Locale de la Transition Energétique agit en qualité de sous-traitant de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin et en tant que sous-traitant ultérieur du Département de Vaucluse.

Les parties reconnaissent avoir pleinement pris connaissance des obligations prévues par la réglementation relative à la protection des données personnelles qui s'applique à elles en leur qualité respectives de responsable de traitement et de sous-traitant.

Article 3 - Description des traitements faisant l'objet de la sous-traitance

- **S'agissant des traitements faisant l'objet d'une sous-traitance entre le Département de Vaucluse et la CoVe**

La CoVe est autorisée à traiter pour le compte du Département de Vaucluse, et pour la durée de la convention d'objectifs, les données à caractère personnel nécessaires pour mener à bien les traitements ci-dessous.

TRAITEMENT N°1 : gestion des projets d'accompagnement du bénéficiaire dans le cadre du programme SARE	
Nature des opérations de traitement	<input checked="" type="checkbox"/> Collecte <input checked="" type="checkbox"/> Enregistrement <input checked="" type="checkbox"/> Organisation <input checked="" type="checkbox"/> Conservation <input checked="" type="checkbox"/> Adaptation <input checked="" type="checkbox"/> Modification <input checked="" type="checkbox"/> Extraction <input checked="" type="checkbox"/> Consultation <input checked="" type="checkbox"/> Utilisation <input checked="" type="checkbox"/> Communication par transmission, diffusion ou toute autre forme de mise à disposition <input checked="" type="checkbox"/> Rapprochement ou interconnexion <input checked="" type="checkbox"/> Verrouillage <input checked="" type="checkbox"/> Effacement ou destruction <input type="checkbox"/> Autre (préciser) :
Finalités du traitement	Finalité n°1 : analyser le projet du bénéficiaire Finalité n°2 : analyser l'éligibilité du bénéficiaire aux aides financières Finalité n°3 : communiquer avec le bénéficiaire Finalité n°4 : apporter l'expertise sollicitée par le bénéficiaire relative à son projet de rénovation Finalité n°5 : mettre en contact le bénéficiaire avec d'autres acteurs en lien avec son projet Finalité n°6 : évaluer la satisfaction / les actions du bénéficiaire suite à l'accompagnement
Catégorie(s) de personnes concernées	Les bénéficiaires du programme SARE
Catégorie(s) de données personnelles concernées	<input checked="" type="checkbox"/> Données d'identification <input checked="" type="checkbox"/> Données relatives à la vie professionnelle <input checked="" type="checkbox"/> Données relatives au logement / à l'entreprise <input checked="" type="checkbox"/> Informations d'ordre économique et financier <input checked="" type="checkbox"/> Données de localisation <input checked="" type="checkbox"/> Données relatives au type d'aide sollicitée

TRAITEMENT N°2 : fourniture de services nécessaires à la mise en œuvre du programme SARE	
Nature des opérations de traitement	<input checked="" type="checkbox"/> Collecte <input checked="" type="checkbox"/> Enregistrement <input checked="" type="checkbox"/> Organisation <input checked="" type="checkbox"/> Conservation <input checked="" type="checkbox"/> Adaptation <input checked="" type="checkbox"/> Modification <input checked="" type="checkbox"/> Extraction <input checked="" type="checkbox"/> Consultation <input checked="" type="checkbox"/> Utilisation

	<input checked="" type="checkbox"/> Communication par transmission, diffusion ou toute autre forme de mise à disposition <input checked="" type="checkbox"/> Rapprochement ou interconnexion <input checked="" type="checkbox"/> Verrouillage <input checked="" type="checkbox"/> Effacement ou destruction <input type="checkbox"/> Autre (préciser) :
Finalités du traitement	Finalité n°1 : mise à disposition des accès aux applications SARE Finalité n°2 : gestion des comptes utilisateurs Finalité n°3 : information des acteurs
Catégorie(s) de personnes concernées	Les utilisateurs des logiciels métiers SARE
Catégorie(s) de données personnelles concernées	<input checked="" type="checkbox"/> Données d'identification <input checked="" type="checkbox"/> Données relatives à la vie professionnelle <input checked="" type="checkbox"/> Zones de commentaire libre

A ce titre, et pour assurer la bonne exécution des traitements listés ci-avant, le Département de Vaucluse met à disposition gratuitement et pour toute la durée de la convention d'objectifs, une licence d'utilisation non personnelle et non exclusive sur les outils logiciels métiers nécessaires à la réalisation des objectifs dont il assure - en lien avec l'ADEME et selon les conditions de la Convention spécifique de traitement des données à caractère personnel et de mise à disposition d'outils dans le cadre du programme SARE – la gestion.

Par ailleurs, le Département met à disposition de la CoVe toutes les informations nécessaires à la réalisation des objectifs de la Convention d'objectif dès lors que celles-ci sont en lien avec les activités de traitement évoquées ci-dessus dans le cadre du programme SARE.

- S'agissant des traitements faisant l'objet d'une sous-traitance entre la CoVe et l'ALTE

TRAITEMENT N°1 : gestion des projets d'accompagnement du bénéficiaire dans le cadre du programme SARE	
Nature des opérations de traitement	<input checked="" type="checkbox"/> Collecte <input checked="" type="checkbox"/> Enregistrement <input checked="" type="checkbox"/> Organisation <input checked="" type="checkbox"/> Conservation <input checked="" type="checkbox"/> Adaptation <input checked="" type="checkbox"/> Modification <input checked="" type="checkbox"/> Extraction <input checked="" type="checkbox"/> Consultation <input checked="" type="checkbox"/> Utilisation <input checked="" type="checkbox"/> Communication par transmission, diffusion ou toute autre forme de mise à disposition <input checked="" type="checkbox"/> Rapprochement ou interconnexion <input checked="" type="checkbox"/> Verrouillage <input checked="" type="checkbox"/> Effacement ou destruction <input type="checkbox"/> Autre (préciser) :
Finalités du traitement	Finalité n°1 : analyser le projet du bénéficiaire Finalité n°2 : analyser l'éligibilité du bénéficiaire aux aides financières Finalité n°3 : communiquer avec le bénéficiaire Finalité n°4 : apporter l'expertise sollicitée par le bénéficiaire relative à son projet de rénovation

	Finalité n°5 : mettre en contact le bénéficiaire avec avec son projet Finalité n°6 : évaluer la satisfaction / les actions du bénéficiaire suite à l'accompagnement
Catégorie(s) de personnes concernées	Les bénéficiaires du programme SARE
Catégorie(s) de données personnelles concernées	<input checked="" type="checkbox"/> Données d'identification <input checked="" type="checkbox"/> Données relatives à la vie professionnelle <input checked="" type="checkbox"/> Données relatives au logement / à l'entreprise <input checked="" type="checkbox"/> Informations d'ordre économique et financier <input checked="" type="checkbox"/> Données de localisation <input checked="" type="checkbox"/> Données relatives au type d'aide sollicitée

TRAITEMENT N°2 : fourniture de services nécessaires à la mise en œuvre du programme SARE	
Nature des opérations de traitement	<input checked="" type="checkbox"/> Collecte <input checked="" type="checkbox"/> Enregistrement <input checked="" type="checkbox"/> Organisation <input checked="" type="checkbox"/> Conservation <input checked="" type="checkbox"/> Adaptation <input checked="" type="checkbox"/> Modification <input checked="" type="checkbox"/> Extraction <input checked="" type="checkbox"/> Consultation <input checked="" type="checkbox"/> Utilisation <input checked="" type="checkbox"/> Communication par transmission, diffusion ou toute autre forme de mise à disposition <input checked="" type="checkbox"/> Rapprochement ou interconnexion <input checked="" type="checkbox"/> Verrouillage <input checked="" type="checkbox"/> Effacement ou destruction <input type="checkbox"/> Autre (préciser) :
Finalités du traitement	Finalité n°1 : mise à disposition des accès aux applications SARE Finalité n°2 : gestion des comptes utilisateurs Finalité n°3 : information des acteurs
Catégorie(s) de personnes concernées	Les utilisateurs des logiciels métiers SARE
Catégorie(s) de données personnelles concernées	<input checked="" type="checkbox"/> Données d'identification <input checked="" type="checkbox"/> Données relatives à la vie professionnelle <input checked="" type="checkbox"/> Zones de commentaire libre

Article 4 - Modalités techniques de la mise à disposition des données

Toutes données personnelles faisant l'objet d'échanges entre les Parties, devront être transmises par l'intermédiaire d'une plateforme d'échange sécurisée ou par tout autre moyen sécurisé (chiffrement 7zip etc.) à l'initiative de l'émetteur des données.

Article 5 - Obligations du SOUS-TRAITANT

Lorsque, dans le cadre de la présente convention, une Partie est amenée à traiter des données personnelles pour le compte d'une autre Partie en qualité de Sous-traitant, elle s'engage à :

- Traiter lesdites données personnelles uniquement sur la base des instructions fournies par le responsable de traitement et de façon raisonnablement nécessaire ou appropriée pour l'exécution du traitement ;
- Ne pas divulguer ces données personnelles excepté dans les conditions prévues au sein de la présente annexe ou sous réserve du consentement écrit de la Partie agissant en qualité de responsable de traitement ;
- Ne pas vendre, céder, louer ou exploiter commercialement ces données personnelles ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la présente convention ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu de la présente convention :
 - S'engagent à respecter leur caractère confidentiel ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité (clause de confidentialité insérée dans le contrat ou engagement de confidentialité par exemple) ;
 - Reçoivent la formation/sensibilisation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- Notifier immédiatement à la Partie concernée toute modification ou changement pouvant impacter le traitement de données mis en œuvre pour le compte de la Partie agissant en qualité de responsable de traitement ;
- Respecter la durée de conservation des données personnelles au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou transmises et supprimer les données personnelles concernées lors de l'expiration de leur durée de conservation.

La partie agissant en qualité de sous-traitant s'interdit par ailleurs :

- De prendre copie ou de stocker, quelles qu'en soient la forme et la finalité, tout ou partie des données personnelles qui lui ont été transmises ou qu'elle a collecté au cours de l'exécution de la convention en dehors de l'exécution de la convention ;
- De divulguer, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des données personnelles à des tiers, sauf dans le cadre d'instructions formalisées par un écrit du responsable de traitement concerné.

Article 6 - Sous-traitance ultérieure

Les parties répondent aux exigences prévues à l'article 28, paragraphes 2 et 4, du RGPD pour faire appel à d'autres sous-traitants (ci-après : « sous-traitants ultérieurs »).

A cette fin, la CoVe dispose de l'autorisation générale du Département de Vaucluse pour faire appel à des sous-traitants ultérieurs pour mener des activités de traitement spécifiques.

L'ALTE dispose également de l'autorisation générale de la CoVe pour faire appel à des sous-traitants ultérieurs pour mener des activités de traitement spécifiques.

La CoVe informe préalablement et par écrit le Département de Vaucluse de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement de sous-traitants ultérieurs de même que pour l'ALTE vis-à-vis de la CoVe.

L'information fournie doit clairement mentionner les activités de traitement faisant l'objet de la sous-traitance ultérieure, l'identité et les coordonnées postales du sous-traitant ultérieur ainsi que les dates du contrat concerné.

La partie agissant en qualité de responsable de traitement dispose d'un délai minimum de 15 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections.

Cette sous-traitance ultérieure ne pourra être effectuée que si le responsable de traitement concerné n'a pas émis d'objection pendant ce délai.

Les parties agissant en qualité de sous-traitant sont tenues de respecter les obligations de la présente annexe pour le compte et selon les instructions de leur responsable de traitement. Par ailleurs, il appartient aux parties agissant en qualité de sous-traitant de s'assurer que les sous-traitants ultérieurs présentent les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la réglementation relative à la protection des données personnelles.

A ce titre, les parties agissant en qualité de sous-traitant sont et demeurent pleinement responsables, devant leur responsable de traitement, de l'exécution par leurs propres sous-traitants de leurs obligations en matière de protection des données personnelles.

Article 7 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'ALTE de tout mettre en œuvre pour que l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement soit délivrée au moment et/ou en amont de la collecte des données.

Article 8 - Exercice de leurs droits par les personnes concernées

Les parties répondent aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées qui leur sont adressées dans le respect des délais fixés par la réglementation applicable. Elles collaborent entre elles, si nécessaire, pour apporter ces réponses.

Article 9 - Notification des violations de données et des incidents de sécurité

La partie agissant en qualité de sous-traitant s'engage à notifier, dès qu'elle en a connaissance et dans un délai maximum de 48h - au délégué à la protection des données de la Partie pour laquelle elle agit en cette qualité - tout incident pouvant entraîner accidentellement ou de manière illicite la perte, l'altération, la divulgation ou l'accès non autorisé à des données personnelles faisant l'objet des traitements de données mis en œuvre dans le cadre de la présente convention.

Cette notification doit préciser :

- La nature et, si elles sont connues, les conséquences probables de l'incident ;
- Les mesures déjà prises par la Partie concernée ou celles qui sont proposées pour y remédier dans la mesure où elles relèvent de sa responsabilité ;
- Les personnes auprès desquelles des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- Dans la mesure du possible, une estimation du nombre de personnes susceptibles d'être impactées par l'incident.

Dès qu'elle est informée d'un incident dont elle est à l'origine, la Partie concernée procède à toutes investigations utiles sur les manquements aux règles de protection des données afin d'y remédier dans un délai aussi rapide que possible et de faire en sorte d'en diminuer l'impact pour les personnes concernées.

Les parties s'engagent à collaborer activement afin d'être en mesure de répondre à leurs obligations respectives.

Il revient à la partie agissant en qualité de responsable de traitement, de qualifier juridiquement la nature de l'incident de sécurité. Si l'incident de sécurité est qualifié de « violation de données personnelles », il revient à cette partie de décider seule – à l'exception des traitements ayant fait l'objet d'une sous-traitance ultérieure auquel cas cette décision revient au Département de Vaucluse - des suites à donner concernant la notification ou non à l'autorité de contrôle et, cas échéant, des mesures d'information à réaliser à destination des personnes concernées.

Article 10 - Analyse d'impact

Conformément à l'article 28.3 du RGPD, la Partie agissant en qualité de sous-traitant s'engage à collaborer avec son responsable de traitement pour lui permettre de réaliser toute analyse d'impact (conformément à l'article 35 du RGPD) que ce dernier déciderait de conduire afin d'évaluer la probabilité et la gravité des risques inhérents au traitement de données personnelles mis en œuvre, compte tenu de sa nature, de sa portée, de son contexte, de ses finalités et des sources du risque.

A ce titre, le sous-traitant assiste le responsable de traitement afin que cette analyse puisse comporter obligatoirement les éléments suivants :

- Une description systématique des opérations de traitement envisagées et les finalités du traitement, y compris, le cas échéant, les intérêts légitimes poursuivis par la Partie concernée ;
- Une évaluation de la nécessité et de la proportionnalité des opérations de traitement au regard des finalités ;
- Une évaluation des risques sur les droits et libertés des personnes concernées ;
- Les mesures envisagées pour faire face aux risques, y compris les garanties, mesures et mécanismes de sécurité visant à assurer la protection des données à caractère personnel et à apporter la preuve du respect de la réglementation afférente.

Article 11 - Mesures de sécurité

La partie agissant en qualité de sous-traitant s'engage à assurer la sécurité des données personnelles qui lui sont confiées en matière de disponibilité, d'intégrité, de confidentialité et de traçabilité et auxquelles il pourrait avoir accès dans son environnement (notamment les postes de travail).

Les dispositions du présent article visent expressément les mesures associées à un accès aux données personnelles sur le ou les systèmes d'information du sous-traitant.

A ce titre, le sous-traitant s'engage à mettre en place des mesures de sécurité organisationnelles ainsi que des mesures de sécurité techniques appropriées pour préserver la sécurité des données personnelles et les protéger contre toute déformation, altération, destruction fortuite ou illicite, endommagement, perte, divulgation ou accès à des tiers non autorisés, telles que décrites dans les sous-paragraphes (a) et (b) ci-dessous.

Le sous-traitant s'engage à maintenir ces mesures et moyens pour toute la durée de la présente convention et, à défaut, à en informer immédiatement le délégué à la protection des données de sib responsable de traitement. En tout état de cause, la Partie agissant en qualité de sous-traitant s'engage, en cas de changement des moyens visant à assurer la sécurité des données personnelles, à les remplacer par des moyens équivalents ou d'une qualité supérieure.

a) Mesures de sécurité organisationnelle

La Partie agissant en qualité de sous-traitant dispose ou, dans le cas contraire, s'engage à mettre en place à *minima* les mesures de sécurité organisationnelle suivantes :

- Présence d'une politique d'habilitations nominative et individuelle de sécurité appropriées pour restreindre l'accès aux données personnelles aux seules personnes qui ont le besoin d'en connaître ;
- Mise en place d'un engagement de confidentialité visant à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles soient soumises à une obligation de confidentialité ;
- Élaboration de mesures restrictives d'accès aux données personnelles permettant de s'assurer que les personnes habilitées à utiliser le système de traitement de données personnelles ne puissent accéder qu'aux données personnelles auxquelles elles sont habilitées à accéder, conformément à leurs droits d'accès et que, dans le cadre du traitement et de l'utilisation après stockage, les données personnelles ne puissent être lues, copiées, modifiées ou supprimées sans autorisation ;
- Mise en place de mesures pour empêcher le transfert des données personnelles à toute personne/entité non autorisée ;
- Mise en place de campagnes de sensibilisation de son personnel sur la sécurité et la confidentialité des données, notamment au moyen de formations, procédures internes, chartes, engagements de confidentialité, code de conduite, etc.

b) Mesures de sécurité technique

De manière générale, il est formellement interdit à la Partie agissant en qualité de sous-traitant de faire transiter des données personnelles sans que le canal de communication de celles-ci soit sécurisé et sans que les données personnelles soient chiffrées (voir notamment l'article 4 ci-dessus). Par ailleurs, le sous-traitant indique disposer ou, dans le cas contraire, s'engager à ce que les mesures de sécurité technique mises en place répondent à *minima* aux exigences suivantes :

- Mesures d'authentification sécurisées pour l'accès aux équipements servant au traitement de ces données personnelles (notamment le respect de la délibération n°2022-100 du 21 juillet 2022 de la CNIL relative aux mots de passe) ;
- Mesures de sécurisation physique des locaux, du réseau interne, des matériels, des serveurs et des applications.

Article 12 - Sort des données

Au terme de la présente convention d'objectifs, et sauf instruction documentée contraire du Département de Vaucluse, la CoVe et l'ALTE s'engagent à supprimer dans un délai de 30 jours l'intégralité des données personnelles qu'elles traitent dans le cadre de la présente convention, et d'en détruire toutes les copies existantes dans leurs systèmes d'information, à moins que le droit de l'Union ou le droit de l'État membre n'exige la conservation de ces données à caractère personnel. Dans ce cas, la CoVe en informerait le Département de Vaucluse immédiatement après avoir reçu ses instructions tout comme l'ALTE en informerait la CoVe.

Une fois l'intégralité des données détruites, la CoVe et l'ALTE justifieront par écrit de la destruction des données en adressant une preuve de destruction des données au délégué à la protection des données du Département de Vaucluse.

Article 13 - Transfert hors UE

Seuls les traitements réalisés au sein de l'Union Européenne sont autorisés.

Aucun transfert de données à caractère personnel ne peut intervenir vers un pays tiers ou vers une organisation internationale à moins que la CoVe ou l'ALTE ne soient tenus d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel ils sont soumis.

Dans ce cas, la Partie concernée informera son responsable de traitement de cette obligation juridique avant d'y procéder, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Article 14 - Délégué à la protection des données

Pour chacune des Parties, le point de contact en matière de questionnements « informatique et libertés » ou en lien avec l'exécution du présent engagement relatif à la protection des données est le délégué / référent à la protection des données :

- Pour le Département de Vaucluse : delegue-donnees-personnelles@vaucluse.fr
- Pour la CoVe : dpo@lacove.fr
- Pour l'ALTE : xxx

Article 15 - Registre des catégories d'activités de traitement

Dans l'hypothèse où la Partie agissant en qualité de sous-traitant ne dérogerait pas – pour une raison qu'il lui appartiendra de documenter le cas échéant – à l'obligation de tenue d'une « registre sous-traitant » (Art. 30.2 du RGPD), celle-ci s'engage à inscrire dans ledit registre toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement pour lequel elle agit.

Ce registre comprenant à *minima* :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, ses éventuels sous-traitants et, le cas échéant, son délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable de traitement ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre dans le cadre des traitements de données effectués pour le compte du responsable de traitement.

Article 16 - Documentation

La partie agissant en qualité de sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement pour lequel elle agit toutes les informations nécessaires à la démonstration du respect de ses obligations et permet la réalisation d'audits, y compris des inspections, diligentés par son responsable de traitement.

Article 17 - Audit

La partie agissant en qualité de sous-traitant s'engage à permettre à son responsable de traitement de réaliser ou de faire réaliser des audits des mesures techniques et organisationnelles appliquées aux traitements de données personnelles qu'elle réalise pour son compte. Le cas échéant, le coût de ces audits est supporté par la partie qui agit en qualité de responsable de traitement.

Il est convenu entre les parties que la partie agissant en qualité de responsable de traitement ne pourra procéder à un tel audit que durant les heures d'ouverture, sans toutefois que l'audit ne puisse perturber les activités de la partie auditée.

Le cas échéant, le responsable de traitement communiquera à son sous-traitant au moins un (1) mois avant toute demande d'audit, la date de l'audit ainsi que le nom et les références des personnes en charge de l'audit et les garanties nécessaires à sa bonne et conforme exécution.

Le sous-traitant s'engage à collaborer de bonne foi avec l'auditeur, à lui communiquer toutes informations, documents ou explications nécessaires à la réalisation de l'audit et à lui permettre d'accéder à tous sites, installations informatiques, outils et moyens utilisés pour mettre en œuvre les traitements de données visés par le présent engagement.

Article 18 - Obligations des Parties agissant en qualité de responsable de traitement vis-à-vis des Parties agissant en qualité de sous-traitant

La partie agissant en qualité de responsable de traitement s'engage à :

- Documenter par écrit toute instruction - qui ne serait pas déjà prévue par le présent engagement ou la convention d'objectifs - concernant les traitements de données réalisés pour son compte ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée des activités de traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part de ses sous-traitants ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser d'éventuels audits et/ou inspections ;
- De manière générale, respecter les obligations à sa charge conformément à la réglementation relative à la protection des données personnelles.

Article 19 - Coopération avec les autorités de contrôle

En cas de contrôle d'une autorité compétente portant sur tout ou partie des données personnelles traitées dans le cadre de la présente convention, les parties s'engagent à coopérer entre elles et avec l'autorité de contrôle.

Dans le cas où le contrôle mené ne concernerait que des traitements mis en œuvre par la Partie contrôlée en tant que responsable du traitement, celle-ci fait son affaire d'un tel contrôle et s'interdit de communiquer ou de faire état des données personnelles qu'elle traite en qualité de sous-traitant pour le compte de la Partie concernée.

Dans le cas où le contrôle mené chez une Partie concernerait les traitements qu'elle met en œuvre au nom pour le compte d'une autre Partie responsable de traitement, la Partie contrôlée s'engage à en informer immédiatement ce dernier, dans la mesure permise par la loi, et à ne prendre aucun engagement pour lui.

CONVENTION D'OBJECTIFS ET FINANCIERE 2024 ENTRE LA COVE ET LE CENTRE SOCIAL ET CITOYEN LOU TRICADOU

Entre les soussignés :

la **Communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin**, dont le siège est situé 1171 avenue du Mont Ventoux CS 30085 84203 Carpentras cedex, ci-après désignée sous le terme « la CoVe », représentée par sa Présidente en exercice, Madame Jacqueline Bouyac, autorisée à signer la présente convention par délibération prise en date du 8 avril 2024, d'une part,

et

l'association **Centre Social et Citoyen Lou Tricadou**, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 35 rue du Collège 84200 Carpentras, représentée par son Président en exercice, agissant en vertu de ses pouvoirs statutaires, Monsieur Denis Savanne, d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

Le Centre social et Citoyen Lou Tricadou est une association du Vaucluse qui a pour objet la promotion de l'animation sociale et culturelle dans le respect des valeurs qui sous-tendent le rôle d'un Centre Social et qui sont : la participation des habitants, l'éducation populaire, la solidarité, l'exercice de la citoyenneté et l'échange social.

Le projet social validé pour la période 2022-2025 repose sur les grandes orientations suivantes :

- Renforcer les conditions d'une réelle participation des habitants ;
- Améliorer l'accès aux droits des usagers ;
- Réinvestir de manière partenariale les quartiers pour favoriser l'accès aux services de proximité ;
- Accompagner les parents dans le soutien à la fonction parentale.

Ces orientations sont déclinées sur les 3 quartiers d'intervention du Centre social : Amandiers-Eléphants-Sablières, Pous du plan et centre-ville.

À cet effet, le Centre Social et Citoyen Lou Tricadou développe diverses actions structurées autour de :

- 3 lieux d'accueil généralistes, 1 par quartier, et des accueils spécifiques favorisant l'accès aux droits ;
- 2 lieux d'accueil de loisirs primaires ;
- 1 club ados inter quartiers ;
- 1 pool de référents familles ;
- 1 pôle d'activité seniors.

Il mène également une action de médiation dans les transports, en particulier sur la ligne C, pour laquelle il perçoit une subvention de la CoVe au titre du CISPD. Cette action fait l'objet d'une convention séparée.

Les actions du Centre Social et Citoyen Lou Tricadou s'intègrent dans les priorités définies par la CoVe et la Ville de Carpentras pour le Contrat de ville 2015-2020 prorogé jusqu'en 2023, à savoir :

Axe 1 - la politique jeunesse et de prévention

Axe 2 - l'insertion et la réussite scolaire, professionnelle et sociétale

Axe 3 - l'aide à la parentalité

Axe 4 - amélioration du cadre et de la qualité de la vie

Elles s'intègrent également dans la stratégie territoriale 2020-2024 de la CoVe en matière de sécurité et de prévention de la délinquance.

La présente convention concerne les actions suivantes validées :

- **par le CISPD le 22 mars 2024**
 - Discutons-en
- **par le comité de pilotage du contrat de ville le 19 mars 2024 :**
 - Présents au cœur du quartier
 - Des jeunes acteurs dans le soutien de leurs aînés
 - Des jeunes acteurs de leur quotidien
 - Point d'accès aux droits et à l'égalité
 - Plateforme linguistique
 - Atelier multimédia

Article 2 : Durée de la convention

La convention prendra effet pour l'année 2024 dès signature par les deux parties. Elle prendra fin au 31 décembre 2024.

Article 3 : Montant et conditions de versement de la subvention

La subvention 2023 versée par la CoVe en contrepartie des actions menées par le Centre Social et Citoyen Lou Tricadou au titre de la politique de la ville et du CISPD est fixée à un montant de 17 700 euros se décomposant ainsi :

	Subvention 2024
Sur des crédits Prévention de la délinquance	
Discutons-en	1 000 €
Sur des crédits Politique de la ville	
Présents au cœur du quartier	3 000 €
Des jeunes acteurs dans le soutien de leurs aînés	1 500 €
Des jeunes acteurs de leur quotidien	4 000 €
Point d'accès aux droits et à l'égalité	1 000 €
Plateforme linguistique	5 200 €
Atelier ECG multimédia	2 000 €

Le versement s'effectuera en une seule fois.

Le Centre Social et Citoyen Lou Tricadou s'engage à présenter une demande motivée de subvention par écrit ; elle comportera a minima les pièces suivantes :

- les statuts ;
- la composition du Bureau ;
- la composition du Conseil d'administration ;
- les comptes financiers du dernier exercice ;
- le budget prévisionnel de l'année à subventionner, faisant ressortir le détail des financements extérieurs et des ressources propres ;
- le dernier compte-rendu et / ou rapport d'activité ;
- pour chaque action, un descriptif détaillé de son contenu et de son déroulement ainsi qu'un budget prévisionnel.

Article 4 : Contrôle et évaluation

La CoVe pourra solliciter, à tout moment, tout justificatif relatif aux actions financées au titre de la présente convention.

Le Centre Social et Citoyen Lou Tricadou s'engage à associer la CoVe à toutes les manifestations relatives aux actions financées et à mentionner la participation de la CoVe dans tout support s'y rapportant.

Le Centre Social et Citoyen Lou Tricadou s'engage à produire dans les 3 mois de la fin de l'action un bilan qualitatif, quantitatif et financier pour chaque action financée dans le cadre de la présente convention.

Article 5 : Assurances

Le Centre Social et Citoyen Lou Tricadou assure son activité et les biens nécessaires à son activité sous sa responsabilité exclusive. Il s'engage à contracter les polices d'assurances nécessaires à garantir sa responsabilité civile et tous dommages susceptibles de survenir sur les personnes et les biens dans le cadre des activités objets de la présente convention, et à les produire à la demande à la CoVe.

Article 6 : Sanctions

En cas de non-exécution de tout ou partie des engagements prévus dans la présente convention, la CoVe peut suspendre ou diminuer le montant du versement de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Modification et résiliation de la convention

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui devra recueillir l'approbation des parties.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et non suivie d'effets correctifs dans ce délai.

Par ailleurs, la CoVe pourra à tout moment résilier la présente convention pour tout motif d'intérêt général, moyennant un préavis de trois mois sans que l'association puisse prétendre à indemnité.

Fait à Carpentras, le

Pour la CoVe,

Pour le Centre Social et Citoyen
Lou Tricadou,

La Présidente
Jacqueline Bouyac

Le Président
Denis Savanne

CONVENTION D'OBJECTIFS ET FINANCIERE 2024 ENTRE LA COVE ET L'ESPACE SOCIAL ET CULTUREL VILLEMARIE

Entre les soussignés :

la **Communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin**, dont le siège est situé 1171 avenue du Mont Ventoux CS 30085 84203 Carpentras cedex, ci-après désignée sous le terme « la CoVe », représentée par sa Présidente en exercice, Madame Jacqueline BOUYAC, autorisée à signer la présente convention par délibération prise en date du 8 avril 2024, d'une part,

et

l'association **Espace Social et Culturel Villemarie**, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 73 rue Pierre Parrocel 84200 Carpentras, représentée par sa Présidente en exercice, agissant en vertu de ses pouvoirs statutaires, Madame Aziza BELKHADIR , d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

L'Espace Social et Culturel Villemarie est une association du Vaucluse qui a pour objet d'entretenir les liens de solidarité entre tous ses membres. Elle créera ou utilisera tout moyen et support nécessaire pour développer les initiatives citoyennes des habitants, appuyés par les professionnels capables de mettre en œuvre les moyens d'action d'un projet de développement social.

Le projet social validé pour la période 2024-2027 vise à impulser une communication bienveillante qui repose sur les priorités suivantes :

- Entretien la mixité et améliorer la communication pour une meilleure cohésion
- Soutenir la dynamique du territoire en lien avec les partenaires
- Des espaces de ressources de proximité au service des habitants
- Projet ACF (Accompagnement collectif Familles)

Ces priorités sont déclinées sur les 3 quartiers d'intervention du Centre social : Quintine, Villemarie, Bois de l'Ubac et Le Parc.

A cet effet, l'Espace Social et Culturel Villemarie développe diverses actions structurées autour de :

- 1 lieu d'accueil généraliste, labellisé Espace France services ;
- 1 lieu d'accueil de loisirs primaires ;
- 1 espace ressources jeunes ;
- 1 pôle seniors.

Il gère par ailleurs une crèche associative et développe une animation sur l'aire des gens du voyage. Ces deux activités, financées par la CoVe, font l'objet de conventions séparées.

Les actions de l'Espace Social et Culturel Villemarie s'intègrent dans les priorités définies par la CoVe et la Ville de Carpentras pour le Contrat de ville 2015-2020 prorogé jusqu'en 2023, à savoir :

Axe 1 - la politique jeunesse et de prévention

Axe 2 - l'insertion et la réussite scolaire, professionnelle et sociétale

Axe 3 - l'aide à la parentalité

Axe 4 - amélioration du cadre et de la qualité de la vie

La présente convention concerne les actions suivantes validées :

— par le comité de pilotage du contrat de ville le 19 mars 2024 :

- Ados pas à pas vers l'autonomie
- Soutien à la fonction parentale
- Acteurs de notre territoire

Article 2 : Durée de la convention

La convention prendra effet pour l'année 2024 dès signature par les deux parties. Elle prendra fin au 31 décembre 2024.

Article 3 : Montant et conditions de versement de la subvention

La subvention 2024 versée par la CoVe en contrepartie des actions menées par l'Espace Social et Culturel Villemarie, est fixée à un montant de 4 700 euros se décomposant ainsi :

Ados pas à pas vers l'autonomie	2 500 €
Soutien à la fonction parentale	1 000 €
Acteurs de notre territoire	1 200 €

Le versement s'effectuera en une seule fois dès la signature de la convention.

L'Espace Social et Culturel Villemarie s'engage à présenter une demande motivée de subvention par écrit. Elle comportera a minima les pièces suivantes :

- les statuts ;
- la composition du Bureau ;
- la composition du Conseil d'administration ;
- les comptes financiers du dernier exercice ;
- le budget prévisionnel de l'année à subventionner, faisant ressortir le détail des financements extérieurs et des ressources propres ;
- le dernier compte-rendu et / ou rapport d'activité ;
- pour chaque action, un descriptif détaillé de son contenu et de son déroulement ainsi qu'un budget prévisionnel.

Article 4 : Contrôle et évaluation

La CoVe pourra solliciter, à tout moment, tout justificatif relatif aux actions financées au titre de la présente convention.

L'Espace Social et Culturel Villemarie s'engage à associer la CoVe à toutes les manifestations relatives aux actions financées et à mentionner la participation de la CoVe dans tout support s'y rapportant.

L'Espace Social et Culturel Villemarie s'engage à produire dans les 3 mois de la fin de l'action un bilan qualitatif, quantitatif et financier pour chaque action financée dans le cadre de la présente convention.

Article 5 : Assurances

L'Espace Social et Culturel Villemarie assure son activité sous sa responsabilité exclusive. Il s'engage à contracter les polices d'assurances nécessaires à garantir sa responsabilité civile et tous

dommages susceptibles de survenir sur les personnes et les biens dans le cadre des activités objet de la présente convention, et à les produire à la demande à la CoVe.

Article 6 : Sanctions

En cas de non-exécution de tout ou partie des engagements prévus dans la présente convention, la CoVe peut suspendre ou diminuer le montant du versement de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Modification et résiliation de la convention

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui devra recueillir l'approbation des parties.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et non suivie d'effets correctifs dans ce délai.

Par ailleurs, la CoVe pourra à tout moment résilier la présente convention pour tout motif d'intérêt général, moyennant un préavis de trois mois sans que l'association puisse prétendre à indemnité.

Fait à Carpentras, le

Pour la CoVe,

Pour l'Espace Social et Culturel
Villemarie,

La Présidente
Jacqueline BOUYAC

La Présidente
Aziza BELKHADIR

CONVENTION
RELATIVE À L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DES GENS DU VOYAGE
SUR L'AIRE D'ACCUEIL COMMUNAUTAIRE
Année 2024

Entre

La communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissin, ci-après désignée sous le terme « **la CoVe** », représentée par sa présidente, Madame Jacqueline Bouyac, autorisée à signer la présente convention par délibération du 8 avril 2024,

et

L'espace social et culturel Villemarie, association déclarée à la sous-préfecture de Carpentras le 4 novembre 1975 (Journal Officiel du 25 novembre 1975), dont le siège est situé 113 rue Pierre Parrocel, Cité du Parc, à Carpentras, représentée par Madame Aziza Belkhadir, sa présidente en exercice, agissant en vertu de ses pouvoirs statutaires,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

- Par arrêté préfectoral n°50 en date du 07 août 2003, la CoVe a acquis la compétence « aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ».
L'aire d'accueil des gens du voyage sise 186 chemin général Buisson à Carpentras, qui avait été créée par la Ville de Carpentras dans le cadre de la loi n°90.449 du 31 mai 1999, a été gérée par la CoVe en gestion directe de 2003 à 2015.
- Par arrêté préfectoral n°2014 006-0003 du 6 janvier 2014, le préfet a accepté l'adhésion de la CoVe au SIAGV qui a eu délégation de la gestion de l'aire des gens du voyage jusqu'au 31 décembre 2022.
- Depuis le 1^{er} janvier 2023, la CoVe a repris la compétence de la gestion de l'aire et a, par convention, missionnée l'entreprise SG2A l'Hacienda pour assurer la gestion

Article 1 – Objet de la convention

En accord avec la Caisse d'Allocations Familiales de Vaucluse et conformément à son objet statutaire, l'espace social et culturel Villemarie accepte de se charger de l'accompagnement social de la population utilisatrice de l'aire, suivant les modalités énoncées par la présente convention.

La CoVe, consciente de l'intérêt général présenté par une telle action, qui favorise et complète ses propres activités, a décidé d'y apporter son soutien.

Article 2 – Contenu de la mission

Le contenu de la mission se développe autour de quatre axes :

1. Accueil, information, écoute, orientation des familles
2. Aide administrative
3. Scolarisation des enfants
4. Intégration de l'aire des gens du voyage dans le quartier

La salariée en poste consacrera 12 heures / semaine pour effectuer cette mission.

Article 3 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée s'étendant jusqu'au 31 décembre 2024. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

Article 4 – Engagements financiers et autres

Au titre de la mission menée par l'association, la CoVe s'engage à verser à l'espace social et culturel Villemarie une subvention de fonctionnement de 13 000 euros, versés comme suit :

- 70 % dès la signature de la convention
- 30 % en novembre 2024

Article 5 – Bilan, évaluation

- L'espace social et culturel Villemarie participera aux réunions de points de situation, bilan et évaluation organisées par la CoVe en présence du prestataire L'Hacienda.
- L'espace social et culturel Villemarie établira un bilan-évaluation au terme de la convention et le communiquera à la CoVe, au plus tard, le 31 janvier 2025, comprenant a minima les éléments suivants :

Concernant la scolarisation :

- Le nombre total d'enfants scolarisés (maternelle, élémentaire, secondaire et CNED) et le pourcentage d'enfants scolarisés par rapport au nombre total d'enfants qui ont séjourné sur l'aire.
- Le nombre de dossiers d'inscription à l'école complétés et/ou transmis à l'école par le centre social
- Le nombre de séances d'accompagnement scolaire (CLASS) et le nombre d'enfants du voyage ayant suivi ces séances

Concernant l'accueil, l'information, l'écoute, l'orientation des familles et l'aide administrative :

- Le nombre total de familles reçues ainsi que le pourcentage que cela représente par rapport à l'ensemble des familles qui ont séjourné sur l'aire
- Le détail des « prestations » réalisées : dossier RSA, orientation, dossier CAF, etc.

Fait à Carpentras, le

Pour l'association espace social et culturel
Villemarie,

Aziza Belkhadir
Présidente

Pour la CoVe

Jacqueline Bouyac
Présidente

**CONVENTION D'OBJECTIF 2024
ENTRE LA CoVe - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
VENTOUX - COMTAT VENAISSIN
ET VPA - VAUCLUSE PROVENCE ATTRACTIVITE**

ENTRE les soussignés :

La CoVe, communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin, dont le siège est situé 1171, avenue du Mont Ventoux - C.S. 30085 - 84203 Carpentras Cedex, représentée par madame Jacqueline Bouyac en sa qualité de présidente de ladite communauté, dûment autorisée à signer la convention en vertu de la délibération n°69-22 du conseil communautaire du 04 avril 2022,

Ci-après dénommée « CoVe – communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissin »,

D'UNE PART

ET

L'agence départementale de l'Attractivité de Vaucluse, dont le siège social est situé, 12, rue Collège de la Croix _ 84000 Avignon, représentée par Monsieur Pierre Gonzalvez, en sa qualité de Président de ladite association,

Ci-après dénommée « VPA ».

D'AUTRE PART

PREAMBULE

La communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin regroupe 25 communes et constitue l'une des identités locales qui forment le territoire du « bassin d'emploi de Carpentras » sur lequel VPA à vocation à intervenir.

En sa qualité de structure intercommunale, la CoVe a pour objet d'exercer la compétence développement économique et touristique au titre d'une de ses compétences obligatoires, et elle s'emploie en conséquence à mettre en œuvre et à développer une politique forte sur son territoire dans ces domaines.

L'agence VPA a pour objet principal de promouvoir le département de Vaucluse dans toutes ses dimensions et renforcer ainsi l'attractivité du territoire auprès des touristes, des talents et des investisseurs, français et étrangers.

Les missions de l'Association s'articulent autour de trois objectifs :

- Développer la connaissance et accompagner le développement des territoires,
- Accélérer la création de valeur ajoutée sur les territoires,
- Accroître le rayonnement de la destination Provence.

Afin de mener à bien ses missions, VPA se propose de recourir notamment aux moyens d'action suivants :

- La mise en place d'actions de promotion et de marketing,
- La participation à des salons professionnels ou conventions d'affaires,
- La réalisation d'éducteurs, l'accueil de journalistes,
- L'observation statistique et économique.

ARTICLE 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les objectifs portant sur les actions que la CoVe et l'agence VPA conviennent d'atteindre ensemble dans le cadre d'une stratégie locale en faveur de l'attractivité économique et touristique du territoire de la CoVe. Il s'agit d'assurer et de développer la complémentarité des actions de VPA et des services de la CoVe afin d'œuvrer de concert.

Par la présente convention, l'agence VPA s'engage à réaliser le programme d'actions défini à l'article 2, conformément à l'objet social de l'association, et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

ARTICLE 2. Objectifs et moyens

Les actions 2024 de VPA seront axées sur les thématiques principales « Attractivité économique et touristique » ; elles se déclinent de façon plus spécifique sur les volets suivants, sur lesquels l'agence VPA s'engage :

Volet informationnel et observatoire :

- De manière générale :
 - Porter à la connaissance de la CoVe les **objectifs et les programmes d'actions annuels** arrêtés par ses instances, dont elle assurera la mise en œuvre avec l'ensemble de ses partenaires locaux ;
 - Transmettre les **procès-verbaux** des Conseils d'Administration de VPA, au représentant élu de la CoVe qui siège au sein de l'agence VPA ;
 - Tenir informée la CoVe, tout au long de l'année, des **salons et rencontres** que l'agence VPA va annuler, reporter ou programmer, en complément du plan d'action annuel notamment afin que la CoVe adapte, actualise et transmette à l'agence VPA ses supports de communication en vue de promouvoir son territoire ;
 - Mettre en place un drive partagé afin que l'agence VPA partage des informations avant ou suite à sa participation à des dispositifs régionaux, rencontres ou autres, et réalise un suivi des rencontres auxquelles elle participe et durant lesquelles elle promeut l'offre de la CoVe ;

- De portée touristique :
 - Mettre à disposition les **travaux d'études et d'analyses** réalisés dans le cadre des objectifs et programmes d'actions précités : études et enquêtes menées en collaboration avec la Région Sud : études à l'échelle départementale et données spécifiques au territoire issues notamment de Flux Vision Tourisme, outil développé en partenariat avec Orange et Tourisme & Territoires permettant de disposer d'indicateurs innovants sur la fréquentation des territoires ;
 - Renforcer le **lien entre l'agence VPA et l'OTI Ventoux Provence** par un travail de coordination et de collaboration pour la réalisation d'enquête, afin de ne pas sur-solliciter les entreprises ;

Volet marketing et promotion :

- Promouvoir l'**offre de la CoVe** et relayer ses marques « **la Provence Créative** » et « **Ventoux Provence** » auprès des investisseurs potentiels mais également des touristes et voyageurs et autres professionnels du tourisme, par le biais de différents supports de communication développés par VPA (sites internet, réseaux sociaux, newsletters, plaquettes filières, films-vidéos...). L'agence VPA pourra répertorier l'ensemble des supports dans lesquels elle communique sur l'offre de la CoVe et le type d'offre mis en avant ; elle restituera ces éléments dans le bilan annuel ;
- Solliciter la Direction Développement Economique et Touristique pour disposer de **tout élément ou support** dont l'agence VPA pourra avoir besoin et se servir pour promouvoir l'offre et le territoire de la CoVe (support papier : plaquette, flyer, ... ; support digital : bandeau, publicité, liens, ...) ;
- Porter à la connaissance de la CoVe tous plans marketing développés dans le cadre de la marque régionale « **Provence** » ; en utilisant le drive partagé mis en place par VPA ;

Volet prospection économique :

- Participer aux **réflexions stratégiques** soutenues et animées par la CoVe pouvant porter sur le positionnement stratégique du territoire, la création de nouveaux sites ou reconversion de sites existants, le développement de nouveaux projets, parcs d'activités ou encore l'organisation d'évènements.
- Rester informé des **offres foncières et immobilières** que la CoVe alimente au travers de sa Bourse de l'Immobilier et échanger régulièrement et réciproquement pour faire le point sur les nouvelles offres ;
- Réaliser un **suiti synthétique des prospects reçus par VPA** et de leurs projets d'implantation sur le territoire de Vaucluse, selon leur niveau d'avancement (phase 0 à 4 proposée par l'agence VPA) et échanger sur les prospects reçus par la CoVe et s'implantant sur le territoire de cette dernière,

Dans un souci de transparence afin de renforcer le lien entre les VPA pourra utiliser un outil de reporting ;

Volet accompagnement et animation d'un réseau d'acteurs :

L'agence VPA proposera des **actions d'accompagnement et d'animation** en vue de développer et maintenir une dynamique des réseaux d'acteurs sur le territoire :

- Organiser des actions visant à **professionnaliser et accompagner** les EPCI et autres acteurs du territoire dans leur développement. Il s'agira de mettre en place des temps de formation mutualisés pour professionnaliser les acteurs territoriaux : regrouper les acteurs, faire intervenir des experts sur des sujets proposés par l'agence VPA (notamment au travers du programme du CNER) ; réaliser un suivi via le drive partagé ;
- Accompagner les grands comptes et les entreprises prospectées par VPA en organisant **des « entretiens à 360° »** afin d'assurer le développement de leurs activités ;
 - Identifier des entreprises en développement sur le territoire de la CoVe,
 - Organiser les entretiens et faire le suivi annuel des réalisations, via le drive partagé ;

Volet ingénierie :

L'objectif général de ce volet est de **renforcer les échanges entre l'agence VPA et la CoVe**, que ce soit dans la définition du programme d'actions de l'agence VPA que dans l'élaboration des politiques de la CoVe ;

- Mettre en place des rencontres et temps **d'échanges collectifs avec l'EPCI et l'OTI Ventoux Provence** et les faire participer aux réunions de direction et autres réunions techniques, groupes de travail, bourse aux dépliantés ... organisés par VPA ; assurer un suivi de ces rencontres.
- **Associer les techniciens** de la CoVe aux RDV de l'Attractivité, rencontres trimestrielles organisées par VPA réunissant les EPCI, les chambres consulaires, le Département et la Région, ou avec d'autres acteurs à l'échelle départementale ;

Afin de faciliter la réalisation de ces actions, la CoVe s'engage à :

- Associer les techniciens de VPA aux COTECH, COPIL et autres comités de la CoVe, dans la cadre de l'ingénierie de projet stratégique sur son territoire ;
- Informer les services de VPA sur :
 - Les enjeux des politiques générales de développement arrêtées, les projets de territoires correspondants et les programmes d'actions de l'EPCI qui en découlent ;
 - Les besoins des entreprises dont elle a connaissance, soit candidates à l'implantation en Vaucluse, soit existantes (développement, extensions, restructurations, etc.). A ce titre la CoVe s'engage à :

- Maintenir l'agence VPA destinataire des demandes et suivis immobiliers réalisés par la CoVe via son outil de reporting Ficus, dans un souci de transparence à l'égard de l'agence VPA ;
- Communiquer tous les deux mois à l'agence VPA la mise à jour de la bourse de l'immobilier en mettant en avant les nouvelles offres en ligne et une sélection d'offres immobilières correspondant à des opportunités foncières sur le territoire de la CoVe ;
- Mettre à disposition de VPA :
 - Les informations, études et diagnostics socio-économiques territoriaux dont elle dispose ;
 - Les éléments du Système d'Information Géographique (SIG) éventuellement réalisés, tels que statistiques, cartes, dossiers techniques, etc. ;
 - Le descriptif des parcs d'activités, les terrains et immobiliers d'entreprises disponibles sur le territoire, afin d'alimenter les données du pôle « immobilier et foncier » et de veiller à la mise à jour régulière de ces données : (tous les 2 mois, une mise à jour) ;
 - Tous les supports de promotion de communication qu'elle réalise ;
- Soutenir, encourager et contribuer aux actions territorialisées de VPA s'inscrivant dans un schéma de développement économique de portée départementale.

Afin d'œuvrer de concert et de s'assurer du bon déroulé des objectifs, VPA et la CoVe s'engagent à :

- Organiser des rencontres périodiques en visio-conférence tous les 3 mois, afin d'assurer leurs engagements d'échanges d'informations, de conseils, d'actions et de réflexions partagées en faveur du développement des territoires de Vaucluse. Pour préparer au mieux ces rencontres, l'Agence VPA transmettra à la CoVe au préalable avant chaque rencontre des éléments dont le tableau de bord de suivi des prospects. Si nécessaire, une rencontre peut être organisée en présentiel.
- Définir des méthodes de travail communes dans le traitement et l'exploitation des données (cartographiques, socio-économiques, territoriales, etc.), pouvant être mutualisées ; la mise en place d'un outil collaboratif peut aider au partage d'informations ;
- Décliner un programme d'actions spécifiques pouvant faire l'objet d'une convention complémentaire entre les deux parties, en tant que de besoin ;
- Présenter un bilan annuel à un groupe de travail constitué d'élus et de techniciens des différentes commissions de la CoVe. Ce temps de présentation des actions réalisées par l'agence VPA sera l'occasion d'échanger sur les réussites et les freins, et de préparer la rédaction de la convention de partenariat pour l'année suivante ; lors de ce bilan, la CoVe fera également part des actions qu'elle a entreprise afin de faciliter ce travail de promotion et d'attractivité réalisé par l'agence VPA, et des éventuelles difficultés qu'elle a pu rencontrer. Un premier bilan sera rendu en novembre 2024 sur les actions

réalisées durant l'année 2024, ce sera l'occasion de faire un bilan complet sur les difficultés rencontrées par les différents acteurs mais aussi sur les moyens et solutions qui ont pu être déployés. Un retour sera fait par l'agence VPA sur l'utilisation de la participation financière versée par la CoVe.

ARTICLE 3. Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2024. Elle prendra fin au 31 décembre 2024.

ARTICLE 4. Participation financière de la CoVe

La communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin apportera son soutien à VPA, afin de promouvoir son activité, en s'acquittant du montant d'une cotisation annuelle calculée de la façon suivante :

0.95 € par habitant des communes de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin, soit une cotisation globale à hauteur de 65 000 € pour l'année 2024.

ARTICLE 5. Contrôle et suivi des objectifs

La CoVe se réserve le droit de solliciter à tout moment les justificatifs relatifs aux actions financées au titre de la présente convention.

VPA s'engage à associer la CoVe à toute manifestation relative aux actions financées, et à référencer la participation de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin dans tout document s'y rapportant.

L'agence VPA s'engage à systématiquement associer le logotype de la marque partagée « la Provence créative », à tout support de communication et à tout événement se déroulant sur le territoire de la CoVe, ou le logotype de la marque « Ventoux Provence » lorsque la communication ou l'événement est en lien avec le tourisme, en respectant dans les deux cas les chartes de marque.

ARTICLE 6. Modalités de paiement

Le montant de la participation financière, calculé selon les critères précédemment énoncés sera versé selon les modalités suivantes :

- Un 1^{er} versement correspondant à 70% du financement global soit 45 500€,
- Un 2^{ème} versement correspondant au solde dû, **sur demande de VPA. Cette demande devra IMPERATIVEMENT parvenir au service développement économique de la CoVe au plus tard le 4 novembre 2024,** avec un rapport d'activités annuel intermédiaire arrêté au **31 octobre 2024**.

L'agence VPA s'engage à présenter chaque année une demande de participation financière motivée par écrit avant le 15 octobre au plus tard, délai de rigueur retenu pour toute instruction de dossier.

Aucune demande ne pourra être instruite à défaut de transmission dans les délais.

Cette demande de participation financière sera soumise à l'accord formulé par délibération du conseil de communauté et comportera à minima les pièces suivantes :

- les statuts,
- le justificatif de la publication de la déclaration de l'association au Journal Officiel,
- la composition du Bureau,
- la composition du Conseil d'Administration,
- les comptes financiers du dernier exercice,
- le budget prévisionnel de l'année à subventionner, faisant ressortir l'ensemble des financements et ressources propres,
- le dernier compte-rendu et/ou rapport d'activité.

ARTICLE 7. Modification du contenu de la présente convention

Toute modification ou extension de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui devra recueillir l'approbation des parties.

ARTICLE 8. Dénonciation de la présente convention

La présente convention a la possibilité d'être dénoncée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des clauses, ou en cas de circonstances exceptionnelles pouvant impliquer l'interruption du programme d'actions engagé par l'agence VPA.

Cette dénonciation de convention devra être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait en deux exemplaires originaux

A Carpentras, le

Pour la CoVe,

La Présidente
Jacqueline Bouyac

Pour Vaucluse Provence Attractivité,

Le Président
Pierre Gonzalvez



La CoVe
1171 av. du Mont Ventoux
CS 30085
84203 CARPENTRAS Cedex

Université populaire du Ventoux
214 Boulevard du Maréchal Leclerc
84200 Carpentras

CONVENTION D'OBJECTIFS

ANNEE 2024

ENTRE

La communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissin (**la CoVe**), maître d'ouvrage, représentée par sa présidente, Jacqueline Bouyac, agissant en vertu de la délibération du 8 avril 2024, d'une part,

ET

L'association **Université populaire du Ventoux, l'opérateur**, dont le siège social est situé 214 Boulevard du Maréchal Leclerc - 84200 Carpentras et représentée par son président, Monsieur Jean-Pierre Danos, d'autre part

EXPOSE

La CoVe a souhaité, par délibération du 8 avril 2024, apporter sa contribution au chantier d'insertion par l'activité économique qui propose l'aménagement, la réhabilitation et l'entretien des espaces et de sites paysagers du territoire de la CoVe.

La finalité de ce chantier est de développer l'employabilité des publics embauchés et l'emploi durable.

L'Université populaire du Ventoux a été retenue comme opérateur pour mener à bien ce chantier.

Il est précisé que ce chantier se fera en collaboration, avec les partenaires institutionnels tels que la DIRECCTE, le Conseil départemental de Vaucluse, la Région PACA, la CoVe et les partenaires locaux regroupant les acteurs socioprofessionnels.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La CoVe confie à l'Université populaire du Ventoux la réalisation de missions d'aménagement, de réhabilitation et d'entretien de sites paysagers de son territoire dans le cadre du chantier d'insertion « Les Jardiniers du Ventoux ».

ARTICLE 2 : Caractéristiques du Chantier d'insertion au sein de la CoVe

- Missions : la CoVe listera les sites sur lesquels l'opérateur devra intervenir pour des travaux d'aménagement, de réhabilitation et d'entretien. Ces interventions s'inscrivent

dans une démarche citoyenne respectueuse de son environnement et contribuant à le valoriser

- En 2024, le chantier « Les Jardiniers du Ventoux » concernera un potentiel d'une vingtaine de personnes salariées sur le chantier et une intervention sur des sites et espaces à aménager proposés par la CoVe :
- 30 jours à la Roque Alric : reprise du chantier objet de la convention 2023 : construction –restitution de l'ancien four à pain communal. Ce chantier n'avait pas pu être mené à bien du fait de la nécessité structurelle d'intervenir en amont par un chantier marchand de VRD de confortement d'un talus et d'une rue situés en aplomb de l'emplacement du four et qui menacent de s'effondrer.
- 20 jours à Flassan : reprise de deux calades (rue de la Boissière et autour de la fontaine de la place de la mairie)
- 10 jours non encore affectés à un chantier en particulier (sont prioritaires les communes de Saint Pierre de Vassols et Le Barroux)

ARTICLE 3 : Obligations de l'opérateur Université populaire du Ventoux

L'Université populaire du Ventoux apportera l'ensemble des moyens humains et petits matériels nécessaires à la réalisation des travaux du chantier. L'ensemble de ces moyens sera placé sous l'entière responsabilité de l'opérateur.

L'opérateur transmettra à la CoVe avant chaque activité productive un cahier des charges opérationnel sous forme d'arbre d'organisation et de fonctionnement (devis technique et opérationnel) signé par les deux parties quinze jours avant le démarrage du chantier. C'est la feuille de route de réalisation de l'ouvrage.

L'opérateur s'engage à informer régulièrement la CoVe de l'avancement du chantier et à la convier aux réunions de chantier.

Des réunions de fin de réception de chantier seront organisées pour valider la mission.

L'Université populaire du Ventoux remettra à la CoVe un compte rendu final du déroulement de l'opération.

ARTICLE 4: Participation financière de la CoVe

En contrepartie des prestations énumérées à l'article 2 de la présente convention, la CoVe attribuera à l'opérateur l'Université populaire du Ventoux une participation sur la base d'un montant de quarante mille euros (40 000 €) pour l'année 2024.

Les modalités de versements de cette participation seront les suivantes :

- 70% de la participation à la signature de la convention
- le solde de la participation à la fin du chantier.

Ces sommes seront versées sur le compte bancaire ouvert par l'association l'Université populaire du Ventoux pour la durée du chantier et son unique gestion.

ARTICLE 5: Assurance en Responsabilité Civile

L'Université populaire du Ventoux devra souscrire une assurance en Responsabilité Civile pour couvrir les dommages aux tiers du fait des activités exercées pendant la durée du Chantier d'Insertion.

L'Université populaire du Ventoux s'engage à transmettre à la CoVe une copie du contrat souscrit ainsi qu'une attestation de l'assureur faisant état du paiement de la prime pour la période du Chantier d'Insertion.

ARTICLE 6 : Durée de la convention

La convention prendra effet dès signature par les deux parties. Elle prendra fin au 31 décembre 2024.

ARTICLE 7 : Obligations comptables.

Au terme de l'année civile, l'association s'engage à fournir un bilan d'activités, ainsi que le compte rendu financier (bilan incluant les soldes des comptes bancaires, et compte de résultat).

ARTICLE 8: Sanctions

En cas de non-exécution de tout ou partie des engagements prévus dans la présente convention et sans préjudice des dispositions prévues à l'article portant sur la résiliation de la convention, la CoVe peut suspendre ou diminuer le montant du versement de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Contrôle de la CoVe

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la CoVe de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

ARTICLE 10 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Carpentras, le

Pour la CoVe,

Jacqueline Bouyac
La présidente

Pour l'Université populaire du Ventoux,

Jean-Pierre Danos
Le président

CONVENTION DE PARTENARIAT CULTUREL

ENTRE LA CoVe ET L'ASSOCIATION « DES DEUX MAINS »

Entre

La Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin (la CoVe), représentée par Jacqueline BOUYAC, Présidente, habilitée en vertu de la délibération n° 67-20 du 21 juillet 2020, d'une part,

et

L'association « Des Deux Mains », association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé à Avignon, représentée par son Président, Monsieur Hugo FERNANDES, agissant ès qualité en vertu de l'assemblée générale de l'association en date du 22 octobre 2020, désignée sous le terme « l'association », d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

Vu les statuts de la CoVe, portant compétence en matière d'actions culturelles,

Vu l'intérêt communautaire, précisé le 22 septembre 2003 et déclarant d'intérêt communautaire les « manifestations culturelles itinérantes pouvant intéresser plusieurs communes de la CoVe ».

Vu la délibération du 8 avril 2024 du Conseil de Communauté de la CoVe renouvelant sa participation financière au festival « Soirées d'automne »,

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, la CoVe et l'association s'engagent dans un partenariat pour mener à bien le festival « Soirées d'automne » durant l'année 2024 sur le territoire de la CoVe.

Les interventions de ce festival sont au nombre de 4 et se tiendront aux dates suivantes : 13, 14, 15 et 16 novembre 2024.

Les communes pressenties sont : Modène, Vacqueyras, Mazan et Saint Didier.

Article 2 : Durée de la convention

Cette convention est conclue pour la seule édition 2024. Elle prendra effet à compter de la date de la signature et prendra fin le 31 décembre 2024.

Article 3 : Contribution de l'association

L'association s'engage à concevoir et à organiser sur le territoire de la CoVe, un festival itinérant intitulé « Soirées d'automne », en fonction d'une programmation élaborée de concert avec la CoVe et à effectuer sur le terrain autant de repérages et de réunions techniques que nécessaire avec les représentants des communes participantes.

L'association s'engage à prendre en charge la scénographie et la régie (éclairage, sonorisation, décor, mise en scène) de ses concerts.

L'association s'engage à souscrire les assurances nécessaires pour ses membres bénévoles participant aux animations ou à vérifier auprès desdits bénévoles qu'ils sont couverts personnellement par une assurance responsabilité civile incluant la participation aux activités d'une association.

L'association s'engage à rémunérer ou défrayer, charges sociales et fiscales comprises, le personnel professionnel, qu'elle serait éventuellement amenée à embaucher pour les besoins des soirées. En cas d'accident du travail impliquant ses salariés, elle sera tenue d'effectuer les formalités légales.

L'association s'engage à rémunérer les artistes professionnels retenus dans la programmation. Elle s'assurera de l'hébergement, du transport et de la restauration des artistes et de leurs équipes techniques.

L'association s'engage à prendre en charge les frais de conception et diffusion des supports de communication, ainsi que les supports numériques dédiés à l'évènement à partir de la nouvelle identité visuelle créée et fournie par la CoVe pour cette édition. Elle fera relire, pour avis et validation préalable avant impression, chaque outil de communication par le service Communication de la CoVe.

L'association s'engage à faire la promotion du festival en nommant systématiquement la CoVe comme organisateur des « Soirées d'Automne » sur ses supports de communication print, web et ses réseaux sociaux.

L'association s'engage à fournir à la CoVe tous les fichiers nécessaires pour communiquer sur ses réseaux sociaux (Facebook, Instagram, LinkedIn) et web en amont de l'évènement. Elle transmettra également en temps réel tous les supports produits dans le cadre de l'évènement.

L'association s'engage à communiquer sur ses réseaux sociaux et web ainsi que sur les réseaux sociaux et web des Soirées d'automne (Facebook et site internet) en amont et pendant l'évènement en veillant à taguer la CoVe.

L'association s'engage à communiquer via des publications permanentes ainsi que des formats en direct dans la mesure du possible (Facebook live, stories Instagram) en amont et durant toute la durée du festival afin d'accroître sa visibilité auprès du grand public.

L'association s'engage à respecter les mesures sanitaires en vigueur à la date du festival et à prendre toutes les mesures permettant d'assurer la sécurité des festivaliers.

L'association prendra en charge l'enregistrement des réservations et la billetterie des soirées et conservera l'intégralité des recettes. Le prix du billet plein tarif pour une soirée concert est fixé à 6€ (hors frais de réservation) et 2€/enfant et 4€/adulte pour le spectacle jeune public (hors frais de réservation).

L'association s'engage à intégrer sur sa plateforme de billetterie en ligne une mention permettant aux inscrits d'indiquer leur code postal de résidence afin de dresser un bilan de fréquentation par zone géographique à l'issue du festival.

L'association s'engage à fournir à la SACEM/SACD les informations sur les textes et musiques éventuellement déposés et à s'acquitter de tous les droits afférents.

L'association s'engage à fournir à la CoVe des invitations dont le nombre sera défini en adéquation avec la capacité d'accueil du lieu accueillant l'évènement.

L'association s'engage à fournir à la CoVe, à la signature de la convention, les justificatifs et photocopies des pièces administratives et comptables suivantes :

Déclaration en Préfecture,

Licences d'entrepreneurs de spectacles,

Rapport moral et rapport financier de l'année en cours,

Budget prévisionnel de l'opération,

Attestation sur l'honneur relative au règlement financier (voir annexe 1 jointe à la convention),

Attestations de conformité du chapiteau, le cas échéant,

L'association s'engage à fournir à la CoVe, à l'issue des soirées et avant le dernier versement de la subvention, le bilan financier de la manifestation, le taux de fréquentation de chaque concert et les photocopies des factures, certifiées acquittées par le président de l'association.

Article 4 : Contribution de la CoVe

La CoVe s'engage à soutenir financièrement l'association partenaire de ce projet en lui versant une subvention d'un montant de 37 000 euros. Cette subvention est attribuée afin de faire baisser le prix des places sur l'intégralité des soirées, de manière à rendre accessible au plus grand nombre cet évènement culturel.

La CoVe s'engage à faire le lien avec les communes qu'elle aura choisies pour accueillir les spectacles, par la médiation de son service Communication et Évènementiel ainsi que son service Culture et Patrimoine, pour la facilitation technique de mise en place du festival sur le terrain.

La CoVe aidera l'association, par la médiation de son service Communication, à faire connaître le festival sur le territoire et à diffuser l'information, notamment dans la revue Mon Agglo, le programme culturel d'automne, une conférence et des communiqués de presse, le site internet de la CoVe, etc.

Article 5 : Annulation d'une soirée

En cas de circonstances particulières (intempéries, crise sanitaire, risque d'attentat etc.) mettant en danger les bénévoles et le personnel de l'association, le public ou le matériel, la décision concernant l'annulation ou le maintien de la soirée sera prise par la CoVe ou son représentant habilité, en accord avec l'association ou son représentant habilité. D'une manière générale, il conviendra de trouver par anticipation, un lieu de repli en dur sur la commune et d'organiser une communication d'urgence pour le faire connaître. En cas d'annulation, la CoVe et l'association chercheront en collaboration la meilleure façon de compenser l'animation annulée en envisageant son éventuel report. Si toutefois, l'animation est commencée depuis plus d'une demi-heure, elle sera considérée comme réalisée.

Article 6 : Conditions de versement de la subvention

La subvention sera versée sur le compte de l'association en deux versements dans les conditions suivantes :

- Un acompte de 30 000€ sera versé à la signature de la convention.

- Le solde de 7 000€ sera versé à l'issue des soirées et sur présentation des justificatifs précisés dans l'article 3.

Article 7 : Contribution des communes

Les communes accueillant un spectacle mettent gratuitement ou à faibles coûts (chauffage et électricité) à disposition de l'association un lieu adapté, dans le cadre d'une convention de réservation signée avec la CoVe. Elles sont tenues d'effectuer un certain nombre de tâches administratives (déclaration de buvette, arrêté de stationnement et règlement de voirie, etc.) et techniques (fourniture de chaises, gradins, barrières, échelle parisienne, etc.) et de mettre à disposition des organisateurs du personnel pour ouvrir et refermer la salle, expliquer les alimentations électriques, etc.

Article 8 : Sanctions

En cas de non-exécution de tout ou partie des engagements prévus dans la présente convention la CoVe peut suspendre ou diminuer le montant du versement de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 9 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Carpentras, le / / 2024

Pour la Communauté d'Agglomération
Ventoux Comtat Venaissin
La Présidente

Jacqueline Bouyac

Pour l'association
« Des deux mains »
Le Président

Hugo Fernandes

ANNEXE n°1 : Attestation sur l'honneur relative au règlement financier

Associations

Loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association

Attestation sur l'honneur

Cette fiche doit obligatoirement être remplie pour toutes les demandes et quel que soit le montant de la subvention sollicitée. Si le signataire n'est pas le représentant légal de l'association, merci de joindre le pouvoir lui permettant d'engager celle-ci.

Je soussigné(e), M. FERNANDES Hugo (nom et prénom)

représentant(e) légal(e) de l'association en tant que président(e),

ASSOCIATION DES DEUX MAINS

- certifie que l'association est régulièrement déclarée
- certifie que l'association est en règle au regard de l'ensemble des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements correspondants ;
- certifie exactes et sincères les informations jointes à la présente convention de partenariat culturel, notamment la mention de l'ensemble des demandes de subventions introduites auprès d'autres financeurs publics ainsi que l'approbation du budget par les instances statutaires ;
- s'engage à respecter les dispositions du règlement financier ainsi que les dispositions réglementaires générales s'appliquant au domaine des subventions publiques ;

Il est notamment rappelé que :

En application de l'article L 1611-4 du code Général des Collectivités Territoriales :

- tous groupements, associations, œuvres ou entreprises privées qui ont reçu dans l'année en cours une ou plusieurs subventions sont tenues de fournir à la collectivité sollicitée une copie certifiée de

leurs budgets et de leurs comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de leur activité.

Les comptes sont certifiés par le commissaire aux comptes pour les personnes morales de droit privé qui en sont dotées, par le Président ou par le représentant habilité pour les autres :

- toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée.

A cet effet, la CoVe peut se faire communiquer sur simple demande tout acte, contrat, facture ou document attestant de la bonne exécution de l'opération et faire procéder par ses délégués à toute vérification sur pièce ou sur place.

En application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et des textes pris pour son application :

- lorsque la subvention de la CoVe est affectée à une dépense déterminée, l'organisme de droit privé, bénéficiaire, doit produire à la CoVe un compte-rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.
- prend acte du fait qu'en cas de non respect de ces règles, je m'expose au remboursement des sommes versées par la CoVe

Fait à Carpentras, le / / 2024

Signature

Attention

Toute fausse déclaration est passible de peines d'emprisonnement et d'amendes prévues par les articles 441-6 et 441-7 du code pénal.

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'Établissement auprès duquel vous avez déposé votre dossier.